

République Démocratique du Congo
Unité de Pilotage du Processus DSRP
KINSHASA/GOMBE

Comité Provincial-SRP Nord-Kivu
GOMA

DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION
DE LA PAUVRETE

Province du Nord-Kivu

Goma, décembre 2005

kongabakombo@yahoo.fr-kakura36@hotmail.com-vulkav@yahoo.fr

Carte des Territoires du Nord Kivu

Légende

- Chef-lieu de Province
- Cité
- Ville / PEA
- ▲ Volcans
- ✈ Aéroport
- Lacs
- Routes

Zones de Santé / Health Zones

Sources: DCW, MoI, OMS, BCD, IGC

The boundaries and names displayed on this map do not imply official recognition by the United Nations

OCHA DRC
Geographic (WGS84)
April 2002

0 25 50 100 Kilomètres

TABLE DES MATIERES

Tables des matières.....	2
Liste des encadrés.....	5
Liste des tableaux.....	6
Sigles et acronymes.....	7
1ère Partie : LES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	9
RESUME EXECUTIF.....	9
INTRODUCTION.....	11
1.Contexte : Problématique de la pauvreté	11
2. Vision 11.25.....	11
3. Méthodologie.....	12
4. Contenu du document.....	13
CHAPITRE I : CONTEXTE DE L 'ELABORATION DU DSRP PROVINCIAL.....	14
1.1. Contexte physique et administratif.....	14
1.2. Contexte politique et institutionnel.....	15
1.3. Contexte économique.....	16
1.4. Contexte social et culturel.....	16
CHAPITRE II : PROCESSUS DE L' ELABORATION DU DSRP.....	17
2.1. Volonté politique du Gouvernement et de l'Exécutif Provincial.....	17
2.2. Mise en place du Comité Provincial de Lutte contre la Pauvreté.....	18
2.3. Elaboration de la monographie provinciale.....	19
2.4. Consultations participatives sur la pauvreté.....	19
2.5. Enquête sur la perception de la pauvreté.....	21
2.6. Enquête sur les conditions de vie des ménages, l'emploi et le secteur informel.....	21
2.7. Rédaction et validation du DSRP- Provincial.....	22
CHAPITRE III : DIAGNOSTIC PROVINCIAL ET EFFORTS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.....	23
3.1. Perception de la pauvreté.....	23
3.2.Problèmes de pauvreté.....	24
3.3. Caractéristiques de la pauvreté :Profil et déterminants.....	34
3.4. Efforts de lutte contre la pauvreté.....	39
3.4.1. Partenariat avec le niveau national	40
3.4.2. Partenariat au niveau provincial.....	40
3.4.3. Partenariat avec la Communauté Internationale.....	40
3.4.4. Partenariat avec les Communautés de base.....	40
CHAPITRE IV : STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	41
4.1.Paix, Bonne Gouvernance et Décentralisation.....	41
4.1.1. Paix.....	41
4.1.2. Gouvernance.....	42
4.1.3. Décentralisation.....	43

4.2.Croissance pro - pauvre.....	43
4.2.1.Secteur Développement rural : Agriculture, Pêche , Elevage et Forêt.....	43
4.2.2.Secteur Mines.....	50
4.2.3. Secteur Environnement et Tourisme.....	51
4.2.4. Secteur Emploi.....	54
4.2.5. Secteur de l'Industrie & Artisanat	55
4.2.6. Secteur de l'Épargne & crédit	56
4.3. Réhabilitation et construction des infrastructures de base.....	57
4.3.1. Infrastructures des transports et communication.....	57
4.3.2. Infrastructures énergétiques.....	59
4.3.3. Infrastructures sociales	61
4.4. Renforcement du programme Développement humain.....	61
4.4.1 Secteur Santé.....	61
4.4.2. Nutrition.....	63
4.4.3. Thème VIH/SIDA.....	64
4.4.4. Secteur Education.....	64
4.4.5. Secteur Protection sociale des Groupes vulnérables.....	66
4.4.6. Secteur Culture et Technologie de l'information et communication.. ..	67
4.4.7 Secteur cadre de vie (habitat, eau, assainissement).....	68
4.4.8. Thème Genre.....	69
4.4.9. Thème Enfant.....	71
4.4.10. Thème violences sexuelles aux femmes	72
4.5. Renforcement de la lutte contre la pauvreté urbaine.....	72
4.6. Appui à la dynamique communautaire.....	78

CHAPITRE V : MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE ET CONDITIONS

DE REUSSITE DU DSRP PROVINCIAL.....	81
5.1.Mécanismes de financement de la stratégie.....	81
5.1.1. Cadre des dépenses à Moyen Terme.....	81
5.1.2. Mobilisation des ressources budgétaires de la Province.....	81
5.1.3.Mobilisation des ressources du Trésor Public.....	82
5.1.4.Solidarité internationale.....	83
5.1.5. Ressources de l'Initiative PPTE.....	84
5.1.6. Participation des Organisations des Communautés de base.....	84
5.1.7. Rôle du secteur privé.....	86
5.2. Mécanismes de Suivi- Evaluation participatif.....	86
5.2.1.Indicateurs de suivi - évaluation.....	86
5.2.2.Cadre institutionnel de suivi -évaluation	86
5.2.3. Mode de sui- évaluation participatif.....	87
5.2.4. Contrôle citoyen de l'action publique.....	87
5.3. Contraintes dans la mise en œuvre du DSRP provincial.....	87

IIème Partie : LE PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES 2006 - 2008 DE LA PROVINCE AVEC LE CADRE DES DEPENSES EN MOYEN TERME.....90

1. Contexte socio-économique.....	90
2. Objectifs du Plan Triennal 2006 - 2008.....	90
3. Stratégies.....	91
4. Les actions prioritaires 2006 - 2008 et le cadre des dépenses en moyens termes.....	92
4.1. Domaine de sécurité et stabilité sociale.....	92
4.2. Bonne gouvernance et décentralisation.....	93
4.3. Infrastructures de transport, d'énergie et de l'eau.....	93
4.4. Production agro-pastorale, halieutiques, forestières, minières et industrielles.....	95
4.5. Secteurs sociaux	97
4.6. Récapitulatif du cadre des dépenses en moyen terme.	100
5. Mécanisme de mise en oeuvre, de suivi du plan triennal et cadre de dépenses en moyen terme.....	101

Annexes

1. Matrice de planification stratégique.....	102
2. Procès-verbal de validation et d'approbation du document de stratégie de réduction de la pauvreté en Province du Nord Kivu.....	107
5. Réseau routier de desserte agricole de la Province du Nord-Kivu.....	108
6. Opérationnalité du Comité SRP Province du Nord-Kivu.....	112
7. Rédaction du document.....	117

LISTE DES ENCADRES

N°	LIBELLE OU TITRE DE L'ENCADRE	CHAPITRE	PAGE
00	Profil général de la Province	Résumé	10
01	Vision 11/25 pour la génération des enfants congolais	Introduction	12
02	Les saisons du Nord-Kivu	1-1	14
03	Hydrographie du Nord-Kivu	1-1	15
04	Quelques indicateurs pertinents de la pauvreté au Nord-Kivu	3-2	34
05	Objectifs du millénaire n°1	3.3.2	35
06	Objectifs du millénaire n° 2	3.3.3	36
07	Objectifs du millénaire n° 3	3.3	37
08	Objectifs du millénaire n° 4	3.3	37
09	Objectifs du millénaire n° 5	3.3	38
10	Objectifs du millénaire n° 6	3.3	39
11	La conservation du Parc National des Virunga	4.2.3	52
12	Situation sanitaire au Nord-Kivu	4.4.1	62

LISTE DES TABLEAUX

N°	TITRE DU TABLEAU	PAGE
1	Perception de la pauvreté subjective au Nord-Kivu (SOPROC)	24
2	Production et distribution d'eau	28
3	Quelques données statistiques relatives aux femmes victimes des violences sexuelles au Nord-Kivu	31
4	Indicateurs sur l'environnement et cadre de vie des groupes vulnérables	39
5	Localisation et statistiques des déplacés, mai 2005	42
6	Etat de menace des forêts par Territoire au Nord-Kivu en juin 2004	48
7	Le potentiel productif minier par Territoire	51
8	Les grands sites touristiques du Nord-Kivu	53
9	Réseau routier de la Province au Nord-Kivu en janvier 2005	58
10	Répertoire des sociétés de télécommunication au Nord-Kivu	58
11	Identification et localisation des chutes potentielles pour l'hydroélectricité	60
12	Déficit alimentaire	63
13	Evolution des paramètres scolaires au Nord-Kivu	64
14	Répertoire des émetteurs radio et télévision au Nord-Kivu	67
15	La femme dans les institutions au Nord-Kivu	69
16	Etablissements de l'ESURS au Nord-Kivu	73
17	Partenariat avec la communauté internationale selon les domaines d'intervention	81
18	Partenariat avec la communauté de base	83

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

A.F.D.L.	:	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération
A.R.V.	:	Antiretro - viraux
A.T.	:	Administrateur de Territoire
A.T.A.P.	:	Administrateur de Territoire Assistant Principal
B.M	:	Banque Mondiale
BDEGL	:	Banque de Développement des Etats de Grands Lacs
BAD	:	Banque Africaine de Développement
C.D.E	:	Conventions Relatives aux Droits de l'Enfant
CDUA	:	Centre de Dépistage Volontaire Anonyme
CEPGL	:	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CEPLANUT	:	Centre National de Planification de Nutrition Humaine
COBKI	:	Compagnie des Boissons du Kivu
COCREFOBA	:	Conservation Communautaire pour la Réserve Forestière des Bakano
COPEMECO	:	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Congo
C.P.C.	:	Commission Provinciale de Pacification et de Concorde
C.P.S.	:	Centre de Promotion Sociale
CREF	:	Conservation et Réhabilitation des Ecosystèmes Forestiers
CRONGD	:	Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement
CUR	:	Centre Universitaire Ruwenzori
DDRRR	:	Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Réintégration et Réinstallation
DSRP- F	:	Document Final de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSRP- I	:	Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DVDA	:	Direction des Voies des Dessertes Agricoles
E.A. D	:	Entité Administrative Décentralisée
E.B.D	:	Entité de Base Décentralisée
ENRA	:	Entreprise Privée / Groupe BEMBA
EPSP	:	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ESURS	:	Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherches Scientifiques
F.A.O.	:	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
F.A.R.	:	Forces Armées Rwandaises
FDLR	:	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
FEC	:	Fédération des Entreprises du Congo
H.C.D.H	:	Haut Commissariat au Droit de l'Homme
H.C.R.	:	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
H.G.R.	:	Hôpital Général de Référence
I.C.C.N.	:	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
I.L.S.N	:	Initiative Locale pour la Sauvegarde de la Nature
I.M.F	:	Institution Moyenne Financière
I.N.S.S.	:	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.A.	:	Infections Respiratoires Aiguës
IPS	:	Inspection Provinciale de la Santé
ISEAF	:	Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Forestières
ISP	:	Institut Supérieur Pédagogique
IST	:	Institut Supérieur de Tourisme
L.M.E.	:	London Metal Exchange
M.P.R.	:	Mouvement Populaire de la Révolution
MECREGO	:	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Goma
MICS	:	Multiple Indicator Cluster Survey (2001)
MLC	:	Mouvement de Libération du Congo
MONUC	:	Mission des Nations Unies au Congo
MUSO	:	Mutuelle de Solidarité

NEPAD	:	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCHA	:	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
O.D.M	:	Objectif du Millénaire pour le Développement
O.M.S	:	Organisation Mondiale de la Santé
O.N.C.	:	Office National du Café
O.N.G	:	Organisation Non Gouvernementale
O.N.T	:	Office National du Tourisme
P.A	:	Personnes Affectées
P.A.M.	:	Programme Alimentaire Mondial
PNKB	:	Parc National de Kahuzi-Biega
PNM	:	Parc National de Maiko
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVi	:	Parc National de Virunga
PPTE	:	Pays Pauvre Très Endetté
PTME	:	Protection de la Transmission des IST de la mère à l'Enfant
PVV	:	Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
R.A.	:	Recensement Administratif
R.C.D - K.M.L.	:	Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani Mouvement de Libération
R.C.D.	:	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
R.C.G.W.	:	Réserve Communautaire des Gorilles de Walikale
R.G.T.	:	Réserve des Gorilles de Tayna
R.G.U.	:	Réserve des Gorilles d'Usala
R.N.	:	Routes Nationales
R.P.	:	Routes Provinciales
R.T.N.C.	:	Radio - Télévision Nationale Congolaise
RECOPRIBA	:	Réserve Communautaire des Primates de Bakumbule
RECOPRIFOL	:	Réserve Communautaire des Primates des Forêts de la Lowa
REFOI	:	Réserve Forestière d'Irenga
REGIDESO	:	Régie de Distribution d'Eau
REGOUWA	:	Réserve des Gorilles d'Utunda-Wasa
S.N.C.C.	:	Société Nationale des Chemins de Fer du Congo
S.N.E.L	:	Société Nationale d'Electricité
S.N.H.R.	:	Service Nationale de l'Hydraulique Rurale
SENADEP	:	Service National de Développement de la Pêche
SNV	:	Service National de Vulgarisation
SOFICOM	:	Société Financière et Commerciale
SOFIDE	:	Société Financière de Développement
SOMIKIVU	:	Société des Mines du Kivu
SOMINKI	:	Société Minière du Kivu
SONAS	:	Société Nationale d'Assurances
SOPPOC	:	Perception de la pauvreté subjective au Congo
SOTRAKI	:	Société des Transports du Kivu
SPIAF	:	Service Permanent d'Inventaire et d'Aménagement Forestier
U.S.A.I.D.	:	Agence Américaine de Développement International
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPPE-SRP	:	Unité de Pilotage du Processus d'Elaboration de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
VDA	:	Voies des Dessertes Agricoles

Ière Partie : LES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

RESUME EXECUTIF

Globalement les 4 780 170 habitants répartis sur 59631 Km² au Nord-Kivu se retrouvent dans un état de pauvreté tant monétaire que humaine à telle enseigne que la population elle-même définit la pauvreté en ces termes:

La pauvreté est le manque de moyen de satisfaire aux besoins de base notamment l'alimentation, le logement, l'habillement, l'éducation, les soins médicaux. C'est aussi le fait de vivre privé de ses droits. Ceci se manifeste ou se traduit à travers les problèmes vécus actuellement par les populations, notamment :

1. L'insécurité des biens et des personnes.
2. La mauvaise gouvernance.
3. L'accessibilité difficile aux services sociaux de base.
4. Les faibles productions agricoles, animales, halieutiques, forestières.
5. Le délabrement des infrastructures socio-économiques de base notamment les routes, l'eau potable, l'électricité, les bâtiments scolaires et de formations médicales.
6. L'expansion du VIH/SIDA.

A ces problèmes, causes déterminants de la pauvreté au Nord-Kivu l'on envisage comme voie de sortie :

1. Arrêt des hostilités, guerres et conflits et recréer un climat de paix.
2. Restauration de l'autorité de l'Etat en assumant par ce dernier ses responsabilités.
3. Redynamisation des secteurs productifs à travers la relance de l'agriculture, l'élevage, la pêche, les mines, l'industrie, le tourisme, l'exploitation forestière.
4. Réhabilitation des infrastructures d'appui à la production notamment les routes, l'électricité, les banques, les écoles, les formations médicales, les adductions d'eau potable.
5. Renforcement des capacités des structures communautaires de développement.

Les stratégies impliquent des actions telles que :

- 1° Introduire à l'école un programme d'éducation à la paix
- 2° Mettre en place et appuyer les mécanismes de sécurité des personnes avec leurs biens
- 3° Réhabiliter les routes, les écoles, les formations médicales, les adductions d'eau potable.
- 4° Renforcer les capacités du pouvoir public dans la gestion du territoire.
- 5° Appuyer les services d'encadrement de l'élevage, de l'agriculture, de la pêche, des mines, de l'industrie, du tourisme et de la forêt.
- 6° Valoriser au moins trois chutes de potentiel hydroélectrique pouvant servir les milieux ruraux et urbains de la province en énergie électrique.
- 7° Elaborer et exécuter un plan directeur de conservation du PNVI;
- 8° Appuyer les structures investies dans la prévention et lutte contre le VIH/SIDA ainsi que dans la prévention des catastrophes naturelles (à l'occurrence les éruptions volcaniques).

Encadré 0 : Profil Général de la Province

N°	Paramètres	Province Nord-Kivu	RDC
1.	Superficie en Km ²	59.631	2.345.000
2.	Districts	0	25
3.	Villes	3	25
4.	Territoires	6	145
5.	Communes	10	97
6.	Secteurs/ Chefferies	17	737
7.	Groupements	97	5.426
8.	Quartiers	52	1.996
9.	Cités	5	200
10.	Population en 2004	4.780.170	58.000.000
11.	Densité habitants au Km ²	71,6	25
12.	Nombre habitants par médecin	41.351	-
13.	Taux prévalence VIH/ SIDA	5,4	5,0
14.	Taux de prévalence de la malnutrition chronique (MICS2)	45,4	38,2
15.	Espérance de vie à la naissance (MICS2)	43,7	
16.	Taux net de scolarisation au primaire (MICS2)	34,1	51,7
17.	Ration Filles Garçons au primaire (2002/ 2003)	43,6	
18.	Taux d'alphabétisation des adultes (MICS2)	52,2	68,1
19.	Nombre calories par personne par jour	1.741,1	1.836
20.	Taux d'accès à l'eau potable	17,0	45,7
21.	Taux de mortalité maternelle	427/1 000	1 289/100 000

INTRODUCTION

1. Contexte : Problématique de la pauvreté

La République Démocratique du Congo est comptée parmi les pays pauvres très endettés du monde malgré ses immenses potentialités naturelles, économiques, humaines, etc.... La population congolaise vit dans une pauvreté extrême aggravée par des événements multiples dont la mal gouvernance, les guerres, les crises politiques consécutives à la longue et difficile transition politique. Près de 80 % de sa population survivent à la limite de la dignité humaine.

Les ménages congolais, particulièrement ceux vivant dans les régions affectées par les conflits, ont payé un lourd tribut. Ils ont vu leurs actifs essentiels de la vie considérablement détruits. L'accès aux services et aux infrastructures socio-économiques de base a été considérablement réduit. Les mouvements migratoires intenses des régions de l'Est vers les Zones non en conflits, surtout vers les milieux urbains, ont exacerbé la vulnérabilité des populations.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo s'est résolument engagé à lutter contre la pauvreté qui fragilise le peuple congolais depuis plusieurs décennies.

Le Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-I), élaboré de juillet 2001 à mars 2003 avec l'appui de la Banque Mondiale, se trouve actuellement dans sa phase de mise en œuvre. Il a permis au pays de consolider la coopération bi et multilatérale et de bénéficier de certaines facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Depuis décembre 2003, le Gouvernement a lancé le processus d'élaboration du DSRP Final dont le produit est attendu au dernier trimestre 2005. La production de ce document se conforme au processus participatif et décentralisé de la nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté. La RDC est un sous continent dans un continent. Les réalités et les problèmes de la pauvreté se présentent très différemment d'une province à une autre. C'est pourquoi, il y a nécessité de doter chaque province de son propre DSRP et plus tard chaque territoire ou communauté de son document communautaire.

Sous cette vision, la Province du Nord-Kivu élabore son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté après les consultations participatives sur la pauvreté auprès des communautés de base et l'élaboration de la mono graphie provinciale.

A l'instar du Document Final de la Stratégie Nationale, l'élaboration du DSRP Provincial se réalise dans l'optique de la vision 11 / 25 qui engage la République démocratique du Congo dans une nouvelle ère d'une société d'espoir, l'ère d'une nouvelle génération.

2. Vision 11 / 25

A travers la vision 11/ 25 (encadré 01), l'ambition du gouvernement est de créer dans un espace d'une génération (25 ans) un environnement propice au développement durable dans chacune des 11 provinces. La nouvelle société d'espoir que projette la vision 11/25 est voulue plus libre, moins pauvre et moins inégale. Elle puisera sa substance dans les riches traditions culturelles du pays, plus humaines et plus solidaires.

Le Nord-Kivu qui est appelé à s'intégrer dans cette vision par la capitalisation de ses potentialités économiques et humaines; oeuvrera pour l'émergence d'une société dans laquelle cohabitent paisiblement dans la tolérance et la symbiose les tribus et les ethnies qui peuplent ses villes, ses quartiers et ses villages.

Encadré n° 01. : Vision 11/25 pour la génération des enfants congolais

Tous les jeunes adultes en R.D.Congo :

▪ **Bénéficieront de :**

- Soins de santé préventifs, y compris eau et système sanitaire.
- L'accès à des soins de santé abordables, surtout pour les mères et les enfants.
- La vaccination contre les maladies infantiles.
- Suffisamment de nourriture adéquate, surtout pour les jeunes enfants, les adolescentes et les jeunes mères.
- La protection personnelle contre le VIH/SIDA.
- Un niveau de vie au-dessus du seuil de pauvreté.

▪ **Auront droit à :**

- Autant d'années d'éducation que possible (de préférence au moins 10).
- Une éducation donnant aux enfants les compétences pour leur permettre de trouver un emploi décent ou d'entreprendre et de s'auto-employer.

▪ **Disposeront de :**

- Capacités suffisantes pour l'acquisition des biens, tels que la terre et autres actifs ou ressources.
- Secteurs développés créant de l'emploi pour les jeunes d'aptitudes diverses.
- Protection des moyens d'existence des familles les plus pauvres et vulnérables.

▪ **Vivront en sécurité**

(avec accès aux marchés et ressources, et suffisamment de biens pour éviter que leurs familles soient affectées par les chocs).

- Enfants grandissant avec des parents et des communautés ayant le temps de s'occuper de leurs enfants.
- Enfants soutenus par leurs familles et communautés, protégés contre l'exploitation et la violence, élevés dans un environnement à visage humain.
- Paix et sécurité dans tout le pays.
- Développement humain assuré.

3. Méthodologie

L'élaboration de ce document a été faite en synergie entre le Comité Provincial du Nord-Kivu et le Comité Technique National sur base documentaire. En effet, les données contenues dans la Monographie Provinciale rédigée par les Experts de ces deux structures et le rapport des consultations participatives auprès des communautés de base réalisées en février 2005 sur demande de l'UPPE/SRP par le Bureau d'Etudes et d'Expertises pour le Développement basé à Goma, le DSRP intérimaire et les drafts 01, 02 du DSRP Final ont servi d'inputs principaux à ce document.

4. Contenu du document de stratégie

A l'instar d'autres provinces du pays, le Nord-Kivu a pris le pari de se doter d'un DSRP Provincial qui met en exergue les spécificités locales et ce, autour de 4 axes, à savoir : i) la consolidation de la Paix, l'amélioration de la gouvernance et la mise en œuvre effective de la décentralisation politique et administrative ;ii) la promotion de la croissance pro pauvre ; iii) la réhabilitation et construction des infrastructures de base; et iv) le renforcement du programme de développement humain.

Le développement de ces axes s'articule autour de cinq chapitres. Le premier analyse le contexte d'élaboration de ce DSRP provincial (physique et administratif, politique et institutionnel, économique et socioculturel) en vue de donner une idée sur les potentialités de la Province. Le deuxième chapitre décrit son processus d'élaboration, partant de l'expression de la volonté du Gouvernement et de l'Exécutif Provincial, aux étapes de réalisation des études monographiques et autres enquêtes pour la collecte des données. Le troisième chapitre dresse le diagnostic de la pauvreté et évoque les efforts de lutte contre la pauvreté entrepris dans la Province; tandis que le quatrième formule les stratégies par secteur, et propose quelques actions prioritaires y afférentes. Enfin, le cinquième et dernier chapitre institue les mécanismes de mise en œuvre de ces stratégies et pose leurs conditions de réussite.

Il est joint à ce document, le Plan d'Action 2006 - 2008 dont l'estimation des coûts donne le cadre des dépenses en moyen terme pour les actions prioritaires de la Province du Nord-Kivu.

CHAPITRE I : CONTEXTE DE L'ELABORATION DU DSRP

Le DSRP Provincial du Nord - Kivu est élaboré dans le contexte d'une période post-conflit caractérisée par les efforts du gouvernement central à consolider la réunification du territoire national et à assurer une large coordination des actions politiques, économiques et sociales. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'implication de la Province dans le processus d'élaboration du DSRP.

1.1. Contexte physique et administratif

1.1.1. Contexte physique

La Province du Nord-Kivu est située à cheval sur l'Equateur. Elle est comprise entre 0° 58' de latitude Nord et 02° 03' de latitude Sud et entre 27° 14' de longitude Ouest et 29° 58' de longitude Est. Elle est limitée à l'Est par les Républiques de l'Ouganda et du Rwanda (Sud-Est), au Nord et à l'Ouest par la Province Orientale, au Sud-Ouest par la Province du Maniema et au Sud par la province du Sud-Kivu.

Sa superficie est de 59.631 Km², soit environ 2,5 % de l'étendue du territoire national.

Le relief du Nord-Kivu est très accidenté. L'altitude varie de moins de 800 m à plus de 2.500 m. Certains sommets atteignent plus de 5.000 m. Ce relief est formé des plaines, des plateaux et des chaînes de montagne.

Les plaines alluviales s'étendent du Nord au Sud du Lac Edouard. Il s'agit, respectivement, des plaines alluviales de la Semliki et des Rwindi- Rutshuru. Les Rives occidentales du Lac Edouard se heurtent à un escarpement abrupt, dont le prolongement vers le Sud, en bordure de la plaine des Rwindi-Rutshuru est connu sous le nom d'escarpement de Kabasha.

L'hétérogénéité du relief amène une grande variété de climats. D'une manière générale, on observe une corrélation étroite entre l'altitude et la température moyenne. En-dessous de 1.000 m, cette température est voisine de 23° C. A 1.500 m, on enregistre quelques 19° C et à 2.000 m, 15° C environ.

La pluviométrie moyenne varie entre 1.000 mm et 2.000 mm. Les précipitations mensuelles les plus faibles sont enregistrées entre janvier et février et entre juillet et août.

Quatre saisons caractérisent le climat du Nord- Kivu : deux saisons humides et deux saisons sèches.

Encadré n° 02 : Les saisons du Nord-Kivu

LES SAISONS	AU NORD de l'EQUATEUR	AU SUD de l'EQUATEUR
Grande saison sèche	de Janvier à mi-mars	de Juillet à Août
Saison de pluie	Mars- Juillet	Septembre - Décembre
Petite saison sèche	Août	Janvier
Saison de pluie	Septembre - Décembre	Février - Juin

Le climat d'altitude et le relief confèrent aux sols du Nord- Kivu une certaine complexité. On pourrait néanmoins diviser les sols du Nord- Kivu en trois grandes classes : les sols volcaniques récents (entre Goma et Rutshuru) ; les sols des plaines alluviales (dans les plaines de la Semliki) et les sols des roches anciennes.

Les principaux types de végétation de la Province du Nord- Kivu sont : (i) les savanes dominantes dans les plaines alluviales de la Semliki et de la Rutshuru ;(ii) les formations climatiques sclérophylles arbustives et forestières dans la plaine des laves au Nord du Lac Kivu ;(iii) les forêts ombrophiles de montagnes essentiellement dans les massifs de Ruwenzori et Virunga ; et (iv) la forêt équatoriale dans les Territoires de Lubero, Masisi, Walikale et Beni.

Le réseau hydrographique du Nord-Kivu comprend deux grands lacs à savoir lac Edouard et lac Kivu, quatre lacs moyens (les lacs Monkotos) dénommés respectivement : Ndalaha, Lukulu, Mbalukia et Mbila, ainsi que des rivières suivantes : Rutshuru, Rwindi, Semliki, Osso et Lowa.

Encadré n° 03 : Hydrographie du Nord-Kivu

Le lac Edouard : il a une superficie de 2.150 Km² dont 1.630 Km² pour la partie congolaise, avec une profondeur moyenne de 30 m. ce lac est très poissonneux et constitue une source importante de revenus pour les familles riveraines.

Le lac Kivu : il est le plus haut de l'Afrique centrale parce qu'il se trouve pittoresquement situé à 1.460 m d'altitude dans la fosse limitée par les hautes chaînes des volcans des Virunga. Sa superficie est de 2.700 Km² pour la partie congolaise avec une profondeur moyenne de 285 m. Contrairement au lac Edouard, le lac Kivu est peu poissonneux.

Les lacs *Monkotos* couvrent ensemble une superficie de 86 Km² et sont situés à côté du Monastère du même nom, en chefferie de Bashali, Territoire de Masisi et ils sont peu poissonneux.

1.1.2. Cotexte Administratif

Sur le plan administratif, la Province du Nord-Kivu est subdivisée en 6 Territoires, 3 Villes, 10 Communes, 17 Collectivités dont 10 Chefferies et 7 Secteurs, 97 Groupements, 5 Cités et 5.178 Villages. La population de la Province est estimée en 2004 à 4.780.170 habitants appartenant à 13 ethnies. Le milieu rural héberge 60 % de la population contre 40 % en milieu urbain.

Les Institutions judiciaires sont uniquement implantées à Goma, chef-lieu de la Province et dans les Villes de Butembo et de Beni.

La Cour d'appel et le Parquet Général de la République sont opérationnels dans la ville de Goma.

Le Tribunal de Grande Instance et le Parquet de la République sont opérationnels dans la Ville de Goma.

Un Parquet secondaire se trouve à Butembo tandis que deux Tribunaux secondaires fonctionnent à Butembo et à Beni.

Deux Tribunaux de Paix sont fonctionnels dans les Villes de Beni et Butembo.

1.2. Contexte politique et institutionnel

Sous la mouvance de l'Accord Global et Inclusif, dont la signature par les anciennes forces belligérantes a permis la mise en place en juin 2003 d'un gouvernement d'union nationale et d'un parlement bicaméral incluant toutes les composantes et entités, le Nord-Kivu a été doté d'un Exécutif Provincial dirigé par un Gouverneur issu du RCD et de deux Vice-Gouverneurs dont l'un provient du PPRD et l'autre du RCD/KML. Cet Exécutif est appelé à conduire les destinées de la Province pendant toute la durée de la transition suivant les directives et orientations des institutions nationales.

L'environnement politique du Nord-Kivu est caractérisé depuis 13 ans par une instabilité politique et des conflits armés dont les populations ont dû payer un lourd tribut. Pendant cette période de réunification et de pacification du pays, le Nord-Kivu est encore victime de l'insécurité qui empêche la population de vaquer librement à ses occupations. Les groupes armés incontrôlés ne sont pas encore totalement neutralisés. Le programme de démobilisation et de réinsertion des soldats rebelles et des milices est en cours.

1.3. Contexte économique

L'économie du Nord-Kivu repose sur le secteur primaire (Agriculture, Elevage, Pêche, Forêt, Mines) qui intervenait pour environ 49,7% dans le PIB provincial, résorbant à peu près 80% de la population.

L'agriculture industrielle est en souffrance, beaucoup de plantations étant abandonnées depuis plusieurs années. De par le déboisement immense lors des mouvements des réfugiés rwandais, la province connaît de graves perturbations climatiques qui se répercutent sur le calendrier agricole avec diminution des récoltes. L'élevage du grand bétail fût pillé lors de la guerre. A présent, il est en voie de reprise dans le territoire de Masisi. La promotion du petit élevage grâce à l'action de quelques ONG est encore timide.

Le déboisement est au-delà du reboisement. Les promesses de la communauté internationale pour la reconstitution du couvert végétal qui fût décimé par les réfugiés rwandais n'ont pas encore été réalisées. Les ressources minières identifiées au Nord-Kivu sont l'or, le colombo tantalite (coltan), le diamant et le wolfram. Les études sont à poursuivre pour la carte des gîtes minéraux moyennant une prospection plus approfondie relative aux indices fiables de ces minerais. A l'heure actuelle, ce secteur connaît beaucoup d'exploitants du niveau artisanal qui sont peu encadrés, non organisés ; et la pratique de la fraude est à libre cours.

L'artisanat n'est développé qu'à petite échelle dans quelques agglomérations tel qu'à Goma, à Butembo et à Beni. On y relève l'artisanat des services notamment les petits garages, les ateliers de réparation de radio, des électroménagers, des moulins etc.... et l'artisanat de production avec des petites menuiseries, boulangeries, savonneries etc.

S'agissant de l'industrie, il faut noter que beaucoup d'industries étaient de caractère agro-industriel ou pastoro-industriel. Les pillages et l'abandon des unités produisant les matières premières ont entraîné la fermeture de la plupart.

Le secteur touristique a été fortement affecté par les derniers conflits armés. Les sites touristiques de BUKIMA, de TSHANGU, de NYIRANGONGO, de NYAMULAGIRA, sont dans un état de dégradation. Celui de JOMBA est en voie de réhabilitation. Les hôtels pillés sont entrain d'être réhabilités. Toutefois le potentiel touristique de la province reste énorme.

1.4. Contexte social et culturel

La projection de la population pour l'année 2004 prévoyait un total de 4.270.001 habitants répartis en 1.140.756 hommes, 1.193.649 femmes et 1.935.596 enfants de moins de 15 ans. Aujourd'hui le recensement administratif a dénombré en décembre 2004, 4 780 170 habitants. Toutefois, il faut avouer la non-maîtrise des statistiques démographiques, le dernier recensement scientifique étant de 1984.

Parmi les principaux groupes ethniques du Nord-Kivu, l'on compte les pygmées, les bantous et les nilotiques. Les ethnies qui constituent ces groupes sont : Nande, Pere, Mbuba, Talinga, Hutu, Tutsi, Kano, Hunde, Nyanga, Kumu, Tembo, Kusu et Mbute.

Les pygmées ou Mbute occupent la partie forestière de la province où ils pratiquent la chasse et la cueillette dans le cadre d'une vie de nomadisme. Les bantous constituent la majorité de la population autochtone. Ils sont essentiellement agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et artisans. Les nilotiques, essentiellement composés des tutsi, sont éleveurs et artisans. L'aire d'occupation des tutsi s'étend dans la ville de Goma, et dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. Cependant dans la période des guerres entre 1997 et 2000, les nilotiques Bahema sont venus s'installer avec leurs troupeaux dans la vallée de Semliki en plein parc de Virunga principalement dans le village Karuruma.

CHAPITRE II : PROCESSUS DE L' ELABORATION DU DSRP PROVINCIAL

2.1. Volonté politique du Gouvernement et de l'Exécutif Provincial

2.1.1. Volonté politique du Gouvernement

Depuis le premier trimestre de l'an 2001, le Gouvernement congolais s'est résolument engagé à restaurer la paix et à reconstruire un Etat moderne, à résorber les déséquilibres macroéconomiques et relancer la croissance et à faire face aux besoins urgents créés par les conflits et les catastrophes naturelles.

Cette volonté politique s'est matérialisée par les accords de Lusaka et Sun City avec l'appui de la communauté internationale tel :

- La résolution 1341 du Conseil de Sécurité, renforcée par les troupes de la mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo.
- L'appui aux différents programmes de réformes par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS.

Aussi dans sa déclaration du 17 octobre 2001 à l'occasion de la Semaine Internationale pour la Lutte contre la Pauvreté, le Gouvernement a clairement exprimé son engagement de «...transformer sa honte et le défi qu'elle renferme en opportunité pour éradiquer une fois pour toutes, le virus et la pandémie de la pauvreté dans notre pays... (de) ... faire de la lutte contre la pauvreté l'affaire de tout le monde, l'affaire de tous les congolais et de toutes les congolaises... ».

Cette volonté politique met en évidence l'importance que le Gouvernement accorde à la participation de tous au processus de la reconstruction en général, et à celui de réduction de la pauvreté en particulier. C'est ainsi qu'il a lancé le processus participatif au cours du séminaire-atelier organisé en avril 1999 par le Ministère du Plan et Commerce, avec la collaboration du PNUD (Projet ZAI/98/004). Tous les partenaires (Gouvernement, secteur privé, organisations non gouvernementales, monde scientifique, mouvements associatifs et confessions religieuses) ont pris une part active aux débats sur le profil de la pauvreté au Congo, la nécessité de la réduire, le cadre institutionnel à mettre en place et sur la méthodologie d'approche. Les partenaires ont enrichi et adopté le document du profil de la pauvreté avec des informations supplémentaires apportées par leurs exposés. Le résultat le plus important du séminaire a été le consensus sur l'approche de la dynamique communautaire à la fois comme méthodologie macro-économique généralement utilisé.

La volonté du Gouvernement s'est matérialisée de nouveau, dans le cadre de l'élaboration du DSRP. Il a organisé et financé par ses moyens propres, en dépit des difficultés imposées par la conjoncture et les restrictions budgétaires, des consultations participatives auprès des populations et des partenaires nationaux et internationaux.

En février- mars 2002, le DSRP-I était aussi élaboré pour être approuvé en juin 2002 par le Conseil d'Administration du FMI et de la Banque Mondiale. La mise en œuvre du DSRP-I par le Gouvernement a permis au pays d'atteindre le point de décision, le 23 Juillet 2003 pour donner accès aux facilités reconnues aux pays pauvres très endettés connus sous le nom de «mécanisme PPTE».

Le 08 décembre 2003, le Ministre du Plan a lancé officiellement, au nom du gouvernement, les travaux de l'élaboration du DSRP final.

A cette étape, la volonté du Gouvernement a été concrétisée par le déblocage avant tous les autres intervenants, d'un montant de 400.000 \$ pour démarrer le processus d'élaboration du DSRP final.

Cette initiative a été appuyée par la mise en place d'un cadre institutionnel de pilotage des travaux notamment :

- la Commission Interministérielle de Mise en Oeuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (CI- SNLCP).
- le Secrétariat Permanent du Processus.
- les groupes sectoriels et thématiques.
- les Comités Provinciaux de Lutte contre la Pauvreté.

2.1.2. Volonté de l'Exécutif Provincial

Au lendemain du lancement officiel du processus d'élaboration du DSRP final, en juin 2004, le Gouverneur de Province s'est investi pour présider personnellement la cérémonie d'installation du Comité Provincial DSRP Nord-Kivu.

Un mois plus tard, il a signé et publié l'arrêté N°01/016/CAB/GP-NK/2004 portant constitution du Comité Provincial de Lutte contre la Pauvreté.

Initialement constitué de 45 membres, ce Comité compte actuellement 15 membres.

L'Exécutif Provincial a disponibilisé sur demande du Gouvernement central, 15 membres du Comité Provincial du DSRP pour leur formation à Kisangani en janvier 2004 ainsi que le Coordonnateur et son Adjoint pour la suite de leur formation à Kinshasa en juillet 2004.

Le 04 octobre 2004, le Gouverneur de Province a lancé officiellement à la RTNC/Goma, les consultations participatives auprès des communautés de base. Il s'est également investi dans la réussite du programme de mobilisation sociale et veiller aux dispositions sécuritaires avec les autorités de la 8^{ème} Région Militaire ; ce qui a permis aux animateurs de la structure BEED et aux membres du Comité Provincial du DSRP de produire et déposer dans l'échéance, les résultats de consultations participatives du Nord-Kivu à l'Unité de Pilotage de Processus d'Elaboration du DSRP/Kinshasa en mars 2005.

2.2. Mise en place du Comité Provincial de lutte contre la pauvreté

Le Comité Provincial du DSRP est institué suivant arrêté ministériel N° 003/CAB/MIN/PL/44/2003 du 05 janvier 2004 portant organisation et fonctionnement institutionnel de pilotage du processus d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, spécialement en ses articles 12, 13, 14 lesquels définissent l'objet, la nature et les dimensions des compétences du Comité Provincial ainsi que de sa composition.

En exécution de l'arrêté précité, le Comité Provincial DSRP/Nord Kivu a été installé le 10 janvier 2004 par le Gouverneur de Province en présence des trois délégués du Ministère du Plan.

Ce comité est composé de 15 membres issus des services publics de l'Etat, du secteur privé, des ONG locales, des confessions religieuses et du monde scientifique.

L'objectif du comité provincial est de donner une dimension locale au processus d'élaboration et de mise en œuvre du DSRP.

Ainsi il a comme mission de :

- Servir de relais au processus de vulgarisation, de consultations des communautés de base, de programmation et de mise en œuvre des actions locales de réduction de la pauvreté.
- Assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du DSRP en province.
- Assurer les consultations participatives, les enquêtes quantitatives et qualitatives, les travaux des groupes thématiques et sectoriels et rédiger le document de synthèse de l'ensemble des travaux réalisés dans la province.
- Effectuer des études en rapport avec la pauvreté auprès des parties prenantes notamment les enfants, les femmes, les jeunes, les vulnérables,...

2.3. Elaboration de la monographie provinciale

La monographie provinciale a été élaborée sur base de la revue documentaire réalisée conjointement par les membres du Comité Provincial et l'Expert National de l'UPPE chargé de la coordination du pool Est (regroupant le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et la Province Orientale).

La procédure d'élaboration s'est déroulée en 4 étapes. A la première, l'Expert National et les membres du Comité provincial ont conçu séparément et simultanément à chaque niveau, un premier draft de la monographie. A la deuxième étape, le Comité provincial a envoyé son document à l'Expert National à Kinshasa pour intégration et production d'un second draft unique de la monographie.

A la troisième étape, les membres du Comité Provincial et l'Expert National ont travaillé ensemble à Goma pour harmoniser le contenu de la monographie et pour en produire le Draft 3.

Enfin, la dernière étape a consisté, après enrichissement du draft 3 par les Experts sectoriels du Comité Technique, à la production du dernier draft 4, fruit du travail synchronisé entre les Experts de Kinshasa et les membres du Comité Provincial Nord-Kivu.

Dans son contenu, la monographie du Nord Kivu constitue une compilation d'informations qualitatives et quantitatives sur :

- La situation physique de la Province avec les principales caractéristiques dont la superficie, le climat, l'hydrographie, le sol, la végétation, etc.
- La situation administrative et politique de la province : organisation administrative, environnement politique, impact des guerres ;
- La situation socio- culturelle : les statistiques démographiques, la structure de la société, les principaux groupes ethniques, les minorités ethniques, les groupes vulnérables, le variable genre ;
- Les états de lieux sectoriels : éducation, santé, agriculture, élevage, pêche, habitat, eau, énergie électrique, exploitation minière, exploitation forestière, transports (route, aéroport, port et voies navigables, chemin de fer) ; communication ;
- Les principaux problèmes de développement ou les contraintes majeures ;
- Les programmes et les projets de développement (Gouvernement, Province, ONG, Eglise, Organisations du Système des Nations Unies...) en cours d'exécution dans la Province.

2.4. Consultations participatives sur la pauvreté

En vue d'imprimer au DSRP provincial le caractère participatif et itératif impliquant toutes les composantes du Nord-Kivu, des consultations participatives sur la pauvreté auprès des communautés de base ont été organisées grâce à l'appui technique du Bureau d'Expertise BEED par le Comité Provincial SRP/Nord-Kivu du 14 novembre au 25 février 2005.

Les consultations se sont déroulées dans 8 sites retenus sur base des critères qui attestent que la majorité des personnes qui y habitent est estimée pauvre. Il s'agit des sites ci-après :

- 1° **Ville de Goma** avec 5 quartiers (Majengo, Mabanga-Nord, Kyeshero, Bujovu, Lac-Vert).
- 2° **Ville de Butembo** avec 5 quartiers (Katwa, Centre commercial, Vutetse, Wayene, Kambali).
- 3° **Territoire de Beni** avec 1 quartier (Mukulia) et 4 villages (Erengeti, Mabalako/Ouest, Lume/Est), Kyavinyonge/Sud.
- 4° **Territoire de Lubero** avec 5 villages (Masereka, Mangurujipa, Kasuo, Kanyabayonga, Alimbongo)
- 5° **Territoire de Rutshuru** avec 1 quartier (Mabungo dans la cité de Kiwanja) et 4 villages (Nyanzale, Bambu, Bunagana, Shinda).
- 6° **Territoire de Nyirangongo** avec 5 villages (Chabwato, Kalangara, Vubiro, Hehu, Mutaho).
- 7° **Territoire de Masisi** avec 5 villages (Renga, Ngungu, Kibabi, Kichanga, Mahanga).
- 8° **Territoire de Walikale** avec 5 villages (Nyabangi Kailenge, Nyasi, Kalonge/Kalembe, Kashebere, Kimua).

Au total 28 villages et 12 quartiers ont fait l'objet des consultations dans l'ensemble de la Province du Nord - Kivu avec 8 équipes de travail dont chacune était constituée de 6 membres.

Comme méthodologie, la méthode accélérée de recherche participative (MARPP) a été utilisée par toutes les équipes d'animateurs lors de la collecte des données sur base des techniques et outils ci-après : Revue documentaire ; Observation directe ; Coupes transversales ; Cartes sociales ; Interview semi - structurée ; Arrangement par préférence ; Diagramme de Venn ; Aperçu historique ; Matrice d'analyse genre ; Calendrier saisonnier ; Matrice de planification stratégique

Quant à l'univers des consultations, celui-ci a circonscrit dans chaque territoire 5 villages et dans chaque ville au moins cinq quartiers. La taille de l'échantillon a été donc aux dimensions de 28 villages consultés dans 6 Territoires et 10 quartiers dans 2 Villes de Goma et Butembo et dans un Quartier de la Cité de Kiwanja en Territoire de Rutshuru, 1 Quartier de l'ancienne Cité de Beni avec environ 1701 personnes consultées dont 31 % des femmes et 69 % des hommes appartenants aux catégories socio professionnelles ci-après :

- Les territoriaux ;
- Le personnel de l'administration publique ;
- Les confessions religieuses ;
- Les syndicats ;
- Les ONGD locales ;
- Les chercheurs du monde universitaire ;
- Les opérateurs économiques ;
- Les paysans.

Concernant le timing consacré aux consultations participatives, celui-ci était de 4 jours par village avec une équipe d'animateurs formés à cet effet. Vu le climat d'insécurité généralisée dans la Province, cette période des consultations est allée de novembre 2004 à mars 2005.

Au niveau du contenu des consultations participatives, celles-ci étaient axées sur :

- a) La compréhension du concept pauvreté;
- b) La perception et les caractéristiques de la pauvreté au niveau individuel, du ménage, du Village, du Quartier, du Territoire, de la Commune et de la Province.
- c) Les statistiques de la pauvreté au niveau sectoriel dans les domaines ci-après :

1.-Alimentation
2.-Agriculture
3.-Santé
4.-Education
5.-Energie
6.-Eau
7.-Transport
8.-Hygiène

9.-Emploi
10.-Finances
11.-Habitat
12.-Sécurité
13.-Environnement
14.-Inégalités homme-femme
15.-Mauvaise gouvernance
16.-VIH-SIDA

d) La matrice de planification pour les 23 problèmes jugés prioritaires identifiés dans la matrice d'arrangement par préférence et traitant de :

- les problèmes, leurs causes et leurs conséquences
- les objectifs
- les stratégies
- les actions à réaliser
- les responsabilités
- les indicateurs
- les facteurs de blocage.

2.5. Enquête sur la perception de la pauvreté

Deux opérations complémentaires ont été réalisées dans la province pour comprendre la pauvreté sous toutes ses facettes. Il s'agit des consultations participatives ci-haut présentées et de l'enquête sur la perception de la pauvreté.

La première opération a utilisé les techniques qualitatives pendant que la deuxième s'est appuyée sur le questionnaire. Cette dernière s'est réalisée dans les sites des consultations et s'est adressée aux populations des milieux ruraux ou urbano-ruraux.

Il ressort de l'analyse des données provenant de ces opérations que la Province du Nord-Kivu est pauvre. Cette pauvreté est caractérisée par : le chômage, la paresse, la dépendance, l'ivresse, l'analphabétisme, l'inaccessibilité aux soins de santé et à l'eau potable, le parasitisme, l'insécurité alimentaire, l'insécurité des biens et des personnes, le manque de revenus, d'électricité, etc.

Ces résultats rejoignent ceux de l'enquête quantitative, qui révèlent que plus de la moitié de personnes ne sont pas satisfaites selon les besoins ci-après :

Le revenus 98 %, le loisirs 97,1 %, l'alimentation 88,6 %, les Soins de santé 86,9 %, l'habillement 85,6 %, le logement 84,6 %, l'éducation des enfants 76,6 %.¹

2.6. Enquête sur les conditions de vie des ménages, l'emploi et le secteur informel

Cette enquête qui a comme but principal la recherche des solutions à l'état vétuste des statistiques utilisées, se déroule encore. Les résultats de cette enquête permettront d'actualiser les données particulièrement en ce qui concerne le profil de pauvreté. Ainsi, pour y arriver, elle s'est donnée comme but :

- actualisation des données relatives à la pauvreté des ménages de la Province du Nord-Kivu;
- état des lieux des statistiques provinciales, surtout en ce qui concerne l'emploi;
- identification des activités par rapport aux secteurs formel et informel.

¹ Ministère du plan, DSRP, Résultats de l'enquête sur la perception de la pauvreté, 2005.

2.7. Rédaction et validation du DSRP-Provincial

La rédaction du DSRP Provincial /Nord-Kivu a été réalisée entre les mois d'avril et de juin 2005 sous la supervision de Monsieur Baudouin KAKURA, Expert National en Consultations Participatives à l'UPPE-SRP avec la collaboration de Monsieur José KONGA, Expert Sectoriel au Comité Technique National et des membres du Comité Provincial/Nord-Kivu, coordonné par l'Ingénieur VULAMBO KALISSA.

L'élaboration du DSRP Provincial a également fait recours à la méthode participative associant toutes les parties prenantes dans les différentes étapes du travail sur base de la revue documentaire, des travaux en commission et des séances en plénière de la manière ci-après :

D'abord le premier draft a été produit par les Experts au niveau national.

Ensuite le document a été amendé, enrichi successivement par les Experts du niveau national pour produire le draft 2.

Le draft 2, sur instruction de l'UPPE a été reproduit et distribué à 120 personnes ressources appartenant aux différentes catégories socio-professionnelles notamment ceux :

- de la Territoriale
- de l'Administration Publique et para-étatique
- du secteur privé
- des confessions religieuses
- des ONG locales
- des ONG internationales
- des Agences Onusiennes
- du monde scientifique
- des associations féminines.

Après la mise en commun des avis et considérations de toutes ces parties prenantes, l'organisation de la pré-conférence des Gouverneurs a été l'occasion opportune pour discuter en commission, adopter et valider en plénière le DSRP Province du Nord-Kivu, le 18 octobre 2005.

Le DSRP Provincial du Nord-Kivu validé par les parties prenantes de la Province a ensuite intégré dans la forme finale les enrichissements issus de l'atelier multisectoriel d'harmonisation et validation des stratégies sectorielles et de la Conférence des Gouverneurs de Province tenue à Kisantu du 21 au 25 novembre 2005, par les parties prenantes ci-haut citées.

Ces enrichissements ont concerné particulièrement l'amélioration de la formulation des objectifs, stratégies, actions à entreprendre ainsi que les indicateurs de suivi et évaluation ; enfin le ciblage des projets du plan d'action triennal 2006 - 2008 tel que identifiés par les parties prenantes de la Province du Nord-Kivu.

Au lendemain de la séance de restitution et validation du DSRP Final National par les parties prenantes du Nord-Kivu, il est apparu opportun de singulariser les questions des populations dans le DSRP Provincial Nord-Kivu en collaboration avec notre partenaire de Fonds des Nations Unies pour les Populations et cela au cours d'une séance d'échanges en début avril 2006 ayant regroupé les différents délégués des parties prenantes de la Province.

CHAPITRE III : DIAGNOSTIC PROVINCIAL DE PAUVRETE ET EFFORTS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

3.1. Perception de la pauvreté

3.1.1 Concept pauvreté

Aux dires des parties prenantes consultées au Nord-Kivu, la pauvreté est perçue essentiellement comme une insuffisance des capacités de l'homme de satisfaire aux besoins de base notamment l'alimentation, le logement, habillement, l'éducation, les soins médicaux, l'eau potable et l'énergie. C'est aussi le fait de vivre privé de ses droits fondamentaux. Cet état de chose est principalement lié à l'insécurité qui a élu domicile dans la province depuis plus d'une décennie, surtout à partir de 1990.

3.1.2. Perception de la pauvreté au niveau individuel

Deux perceptions ont été observées à ce niveau. Pour les uns, un pauvre est celui qui manque le nécessaire pour satisfaire ses besoins primaires (alimentation, soins de santé, habillement...). Pour les autres, est pauvre, un handicapé physique, un orphelin, une veuve, une personne de 3^e âge ou toute personne physiquement apte mais qui n'arrive pas à mener des activités de nature à satisfaire ses besoins.

3.1.3. Perception de la pauvreté au niveau du ménage.

Un ménage pauvre est celui dont les membres ont une alimentation insuffisante et de mauvaise qualité, et un habillement médiocre. Ils n'ont pas d'habitat décent. C'est un ménage dont les responsables (parents) sont incapables de scolariser leurs enfants, encore moins de payer les frais des soins médicaux.

3.1.4. Perception de la pauvreté au niveau du village/quartier.

Le village/quartier pauvre est celui qui est insécurisé, insalubre et dépourvu des infrastructures sociales de base telles les écoles, postes ou centres de santé, eau potable, électricité... Il est difficilement accessible à cause des routes impraticables ou inexistantes. Dans un village ou quartier pauvre, la majorité des ménages n'ont pas d'habitat décent.

3.1.5. Perception de la pauvreté au niveau du territoire/ville

Au niveau du territoire et de la ville, la pauvreté est perçue presque de la même façon que dans les villages et quartiers. L'accent est mis sur l'insécurité et l'insuffisance ou manque des infrastructures sociales notamment : les écoles, les formations médicales, les routes et avenues impraticables, l'eau potable... et la faible production agro-pastorale ainsi que des services. A cela s'ajoute la cohabitation difficile des groupes d'intérêt qui composent la population et l'expropriation à outrance des terres cultivables.

3.1.6. Perception de la pauvreté au niveau de la Province.

La pauvreté est perçue au niveau de la province par la somme des signes décrits au niveau des villages/quartiers, des territoires et villes. Cependant, il y a lieu de noter que pour le Nord-Kivu, les parties prenantes notent en 1^{er} lieu comme perception de la pauvreté, les conséquences de l'insécurité, l'impraticabilité des routes et voies de dessertes agricoles et la faible production agro-pastorale.

A cela s'ajoute le faible revenu monétaire, l'insuffisance d'espaces cultivables et le conflit de pouvoir qui rend la cohabitation difficile des groupes ethniques.

A la lumière de cette perception, il se dégage que la pauvreté au Nord-Kivu est une « extrême pauvreté » car celle-ci résulte de l'absence de « sécurités essentielles » ou d'acquis vitaux dans nombreux domaines qui ne sont pas limités aux revenus et à la consommation. L'absence de ces différentes sécurités fondamentales peut avoir un impact cumulé et conduire à une situation d'insécurité qui menace d'autres aspects de la vie d'une personne. Au Nord-Kivu, 96,2% des populations interrogées se considèrent comme pauvres.

Tableau N° 1 Perception de la pauvreté subjective au Nord-Kivu (SOPPOC)

	Très riche	Un peu riche	Intermédiaire	Un peu pauvre	Très pauvre	Ne sait pas	Total
Effectif	6	44	560	662	922	40	2234
% de la province	0,27	1,97	25,07	29,63	41,27	1,79	100
% du total	0,04	0,32	4,03	4,76	6,63	0,29	16,06

3.2. Problèmes de pauvreté identifiés.

Au cours des consultations participatives, les communautés de base ont identifié 23 problèmes liés à la pauvreté au Nord-Kivu.

Pour la province du Nord-Kivu, 12 problèmes les plus importants ont été identifiés par les communautés de base dans les villages/quartiers lors des consultations participatives complétées au cours des ateliers territoriaux, urbains et provinciaux au Nord-Kivu et des travaux de l'atelier national sur l'analyse des résultats des consultations participatives auprès des communautés de base tenu à Kisantu (Province du Bas-Congo) du 30 mai au 3 juin 2005. Il a pu être établi l'arrangement ci-dessous par ordre de priorité (préférence).

3.2.1. La forte insécurité des personnes et des biens.

Par arrangement préférentiel, l'insécurité a été classée au premier rang. Celle-ci est liée principalement à la présence dans la province des troupes armées étrangères (troupes des ex-FAR et FDLR-interahamwe et NALU) mais aussi à la présence des milices locales non contrôlées. Elle se manifeste par des tracasseries policières et militaires, des assassinats, viols des femmes, pillages des véhicules et marchandises à bord, rançonnement de la population, prise en charge des militaires et des prisonniers par la population, pillage des récoltes et des bêtes par les groupes armés, braconnage...

L'insécurité permanente en milieux ruraux rend l'accès aux champs très difficile. L'insécurité le long des axes routiers influe négativement sur les échanges villes-campagnes.

Les facteurs liés à la forte insécurité des personnes et de leurs biens sont à situer à trois niveaux.

La circulation illicite des armes, la perméabilité des frontières, le banditisme, l'abandon des vulnérables, les conflits fonciers et les conflits entre communautés, le non respect des normes coutumières, la modicité et l'irrégularité des soldes des militaires, le faible accompagnement des démobilisés et la marginalisation des femmes, la non-maîtrise des effectifs des militaires et policiers sont autant des causes apparentes qui expliquent la forte insécurité de la population et des biens.

Cependant, toutes les causes apparentes ci-haut énumérées ont une justification dans la liste des causes profondes exprimées en termes de défaillance des services de sécurité et d'immigration, la disparition des structures d'encadrement, la mauvaise justice distributive, la politique salariale inadaptée, la lenteur dans le processus de démobilisation et la suprématie des us et coutumes sur la loi.

La faiblesse de l'Etat est la cause fondamentale à partir de laquelle toutes les autres causes trouvent leur origine.

Par ailleurs, il est établi une relation entre les services de sécurité et d'immigration et le banditisme, la perméabilité des frontières ainsi que la circulation illicite des armes. La mauvaise distribution de la justice explique le banditisme et les conflits. La modicité, l'irrégularité des soldes des militaires et la non maîtrise des effectifs des militaires et policiers sont expliquées par l'inadaptation de politique salariale.

Si le non-accompagnement des démobilisés a été trouvé en étroite relation avec la lenteur dans le processus de démobilisation; l'analyse causale a montré aussi une corrélation négative entre la tenue des structures d'encadrement et l'abandon de personnes vulnérables.

3.2.2. Délabrement et impraticabilité des routes et voies de desserte agricole

Les routes et voies de desserte agricole accusent un état d'impraticabilité très prononcée. Ceci ne facilite pas les échanges à l'intérieur de la Province ainsi qu'avec les autres provinces mais aussi influe sur les coûts des produits commercialisés qui sont très élevés.

Les guerres à répétition, la corruption, les tracasseries, la vétusté des voies de communication, le manque d'entretien des voies de communication et le dysfonctionnement des services spécialisés sont des causes apparentes trouvées qui justifient ce problème.

Cependant, les convoitises extérieures, les inégalités sociales entretenues, la mauvaise gestion des ressources internes et externes et l'absence de politique en matière de voies de communication sont citées parmi les causes profondes par la population.

En analysant les relations entre les causes, il est observé que le dysfonctionnement des services spécialisés, le manque d'entretien et la vétusté des voies de communications sont expliqués par l'absence de politique en matière des voies de communication et la mauvaise gestion des ressources internes et externes.

En outre, la tracasserie, la corruption et les guerres à répétition sont expliquées par les inégalités sociales entretenues.

Toutes les causes apparentes et profondes dont les liens sont établis ci-haut sont expliquées par la mauvaise gouvernance : la cause fondamentale. Cette dernière est la racine principale du délabrement et de la faible praticabilité des voies de communication.

Sur 1.634 Km des routes d'importance nationale et provinciale, 259 Km sont bitumés soit 15,8 % seulement. Malgré leur âge, la praticabilité est encore bonne et même très bonne sur certains tronçons (Goma-Sake; Kayna-Kirumba,...).

Et l'on se rend compte du volume d'investissement qu'il faut encore consentir au Nord-Kivu rien que pour d'abord le réseau routier de première importance.

3.2.3. Effondrement du secteur de la production agro-pastorale et de pêche

Par rapport aux années 1980-85, la production agro-pastorale et de pêche a connu une régression face à une population nationale et étrangère toujours croissante. Particulièrement en ce qui concerne la satisfaction des besoins en protéines animales et piscicole, la Province est devenue dépendante des pays limitrophes (Uganda et Rwanda).

D'après les analyses, ce problème a comme cause apparente la faillite et l'abandon des plantations et fermes agro-industrielles, la destruction des exploitations agricoles, l'insuffisance d'appuis et d'encadrement, l'utilisation des méthodes traditionnelles et l'abandon pur et simple de l'agriculture au profit d'autres activités génératrices des revenus.

Mais cela n'est pas un fait du hasard. Les causes évoquées ci-haut ont quant à elles comme sources profondes, la mauvaise gestion par les acquéreurs des biens jadis zaïrianisés, les guerres, conflits armés et pillages, les encadreurs insuffisants peu outillés et démotivés, la recherche agronomique peu soutenue, l'évacuation difficile de la production, les prix non rémunérateurs et les produits locaux peu valorisés au profit de ceux importés.

Les relations entre toutes ces causes fait voir qu'il est question d'une exécution incorrecte des plans et programmes dont la cause fondamentale est la mauvaise gouvernance.

L'abandon et la faillite des fermes et plantations a comme cause profonde la mauvaise gestion par les acquéreurs de la triste mesure de « zaïrianisation » qui s'est avérée inopportune et mal encadrée.

Quant à la destruction des exploitations agricoles, elle est due au pillage, conflits armés et guerres, à la démotivation des encadreurs mais également à la zaïrianisation qui a permis l'attribution des exploitations agricoles à des personnes inexpérimentées. Par ailleurs, l'insuffisance d'appuis et d'encadrement constatée, trouve sa source dans la présence d'encadreurs insuffisants, peu outillés et démotivés qui entraîne également l'utilisation des méthodes traditionnelles.

L'utilisation des méthodes traditionnelles est née du manque de soutien à la recherche agronomique.

L'abandon de l'agriculture au profit d'autres activités génératrices des revenus a comme racine profonde l'évacuation difficile de la production, le prix non-rémunérateur des produits et la moindre valorisation des produits locaux au profit de ceux importés.

3.2.4. Non-paiement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat

Le non paiement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat influe négativement sur la valeur ajoutée de l'administration publique.

Non seulement que l'Education et la Santé sont à la charge des parents, mais aussi les agents et fonctionnaires de l'Etat sont très exposés à la corruption et au clochardise. Ceci s'explique par la mauvaise gestion des ressources de l'Etat avec comme soubassement la mauvaise gouvernance.

3.2.5. Mauvaise gouvernance

Celle-ci se traduit par la dictature et l'égoïsme des dirigeants, la prise en charge des fonctionnaires et agents de l'Etat par la population, la multiplicité des taxes et amendes sans quittance, le détournement des biens publics, la gestion autocratique de certains responsables administratifs, la corruption et l'impunité.

Les violations massives des droits humains, l'inefficacité de l'administration publique et de l'appareil judiciaire, les conflits entre le pouvoir public et coutumier, les abus et manques de transparence dans la gestion de la chose publique, la modicité de salaire et de revenu et l'absence de l'autorité de l'Etat sont des facteurs apparentes de la mauvaise gouvernance du pays.

Par ailleurs, l'absence de l'implication de la population dans le choix de ses dirigeants par les élections libres, transparentes et démocratiques mais aussi le dysfonctionnement du système de contrôle et de suivi à tous les niveaux sont deux causes profondes de la mauvaise gouvernance qui caractérise le pays en général et la Province en particulier.

Toutes les causes à deux niveaux ci-haut repris sont en interrelation et sont justifiées par l'absence de la culture d'un Etat de droit. Cette dernière est la cause fondamentale à la mauvaise gouvernance.

En outre, il s'est dégagé une relation directe entre l'absence de la culture d'un état de droit et l'absence d'une part de l'implication de la population dans le choix de ses dirigeants par les élections libres, transparentes et démocratiques et d'autre part du dysfonctionnement du système de contrôle et de suivi à tous les niveaux. L'absence de l'autorité de l'Etat est justifiée par la même cause fondamentale.

Le dysfonctionnement du système de contrôle et de suivi à tous les niveaux, cause profonde, explique d'une part la modicité de salaire et de revenus et d'autre part l'abus et le manque de transparence dans la gestion de la chose publique. Par ailleurs, la violation massive des droits humains, l'inefficacité de l'administration publique et de l'appareil judiciaire et les conflits entre le pouvoir public et coutumier sont expliqués par l'absence de l'implication de la population dans le choix de ses dirigeants par les élections libres, transparentes et démocratique.

3.2.6. L'accès difficile des populations aux infrastructures et services sociaux de base et de qualité.

a) L'accès difficile à l'eau potable

La majorité de la population n'a pas accès à l'eau potable, ce, suite à l'insuffisance des sources d'eau aménagées en milieux ruraux et l'incapacité de la REGIDESO de satisfaire à la demande en milieux urbains. La capacité de l'eau consommée par les populations n'est pas conforme aux normes de l'OMS et la quantité utilisée par habitant est très insuffisante.

Le niveau de couverture en eau par la REGIDESO en 2003 est de 40 % à Goma, 56 % à Butembo et 15 % à Beni.

Tableau N° 2 : Production et distribution d'eau

	GOMA		BENI		BUTEMBO	
	2003	2004	2003	2004	2003	2004
Production eau brute	3 960 159	4 004 958	212 529	155 200		
Livraison eau traitée	395 539	4 003 484	189 434	141 138		
Vente en quantité	1 909 407	2 272 646	132 061	114 291	459 532	Rapports indisponibles
Vente abonnés privés	1 615 384	1 884 117	119 461	99 441		
Nombre d'abonnés	294 023	388 539	12 600	14 850		
Nombre d'abonnés actifs	4 820	5 678	1 402	1 443	4 152	
Longueur réseau ML	3 785	4 292	687	729	3 286	
	78 195	100 845	30 725	32 230		

Source : REGIDESO GOMA

b) Insuffisance des infrastructures sanitaires et accès difficile aux soins de santé

La capacité de desserte sanitaire en Province du Nord-Kivu est insuffisante par rapport à la population à prendre en charge. Certaines infrastructures sanitaires ont été détruites pendant la guerre et leurs équipements et médicaments pillés. L'on assiste à une marchandisation très exagérée des actes médicaux qui, parfois, sont de très mauvaise qualité. Selon MICS2, 140 enfants sur 1000 meurent avant l'âge de 1 an et 237 sur 1000 meurent avant l'âge de 5 ans.

c) Insuffisance et délabrement des infrastructures d'enseignement primaire, secondaire, universitaire et professionnel

Non seulement que le niveau d'instruction de la population est trop bas, aussi le taux de scolarisation et, particulièrement pour les filles, est très bas (42%) contre 59,5%. Le nombre d'écoles est insuffisante et celles-ci sont très éloignées. Les infrastructures scolaires sont en état de vétusté et sont insuffisantes. Il se pose un problème de prise en charge des enseignants par les parents dont le niveau de revenu est très bas.

Les infrastructures et services sociaux de base dont il est question sont notamment :

- l'eau potable,
- les infrastructures des services sanitaires,
- les infrastructures des services scolaires.

Plusieurs facteurs déterminent le déséquilibre entre l'offre et la demande exprimée par la population par rapport aux infrastructures et services sociaux ci-haut cités.

Au niveau des causes apparentes, il a été observé ce qui suit : les coûts élevés des matériaux et des services, la prédominance de l'automédication, le recours à la médecine traditionnelle, la sous-qualification du personnel, la concentration du personnel médical dans les centres urbains, le détournement, l'absence de financement et de crédits, l'insuffisance des matériels didactiques, l'accroissement de la demande et l'absence de centres de formation professionnelle et d'alphabétisation.

En outre, les nouvelles infrastructures, la faible production, le manque d'esprit d'initiative et de motivation, l'absence d'institutions financières, l'impunité, les guerres et le non-respect des biens communs sont des causes profondes qui expliquent l'accès difficile de la population aux infrastructures et services sociaux de base de qualité.

La cause fondamentale à ce problème est la mauvaise gouvernance. Cette dernière est la racine pivotante de tous les facteurs qui expliquent la pauvreté dans ce secteur.

Par ailleurs, dans les relations établies entre les causes, il est observé que l'insuffisance des matériels didactiques, l'accroissement de la demande et l'absence de centres de formation professionnelle et d'alphabétisation sont expliqués par la faible production.

La concentration du personnel médical dans les centres urbains, l'absence des centres de formation professionnelles et d'alphabétisation et le manque d'entretien permanent sont autant des causes dont un lien étroit est établi avec le manque d'initiative et de motivation.

Si le détournement est expliqué par l'impunité, la faiblesse de capacité et l'absence de financement et de crédit sont des causes apparentes dont la justification est tirée de l'absence des institutions financières.

3.2.7. Le faible revenu

La Province du Nord-Kivu est l'une des provinces de la RDC dont le revenu monétaire par habitant est très bas. Ceci résulte de :

- la faible existence d'emplois rémunérés
- l'insuffisance des salaires et leur paiement irrégulier
- le pillage des récoltes et des bêtes par les bandes armées
- l'abandon et la destruction des unités de production (plantations, usines et fermes)
- la faible industrialisation de la province
- le non accès au crédit à la production et à la consommation.

L'analyse des causes de la pauvreté a dégagé parmi les causes apparentes, la faible production, la précarité du matériel de production, le prix au producteur réduit, l'évacuation difficile des produits, les invendus, le troc, le sous-emploi, la multiplicité des taxes, les tracasseries administratives et la faible présence des intrants agricoles de qualité.

Cependant, toutes les causes ci haut s'expliquent par l'absence des institutions d'appui technique et de micro finance, la défectuosité des infrastructures d'évacuation, l'effondrement ou le pillage de l'outil de production et la faible application ou l'absence d'une fiscalité incitative.

Tous les facteurs apparents et profonds sont expliqués par l'inadéquation des politiques de développement.

Par ailleurs, l'analyse montre que l'inadéquation des politiques de développement est étroitement liée aux causes profondes suivantes : la défectuosité des infrastructures d'évacuation, l'absence des institutions d'appui technique et de micro-finances, l'effondrement de l'outil de production et l'absence ou la faible application d'une fiscalité incitative. Cette dernière explique, par ailleurs, la multiplicité des taxes et les tracasseries administratives.

La défektivité des infrastructures d'évacuation est mise en relation avec cinq causes apparentes. Elle justifie notamment les invendus, le troc, l'évacuation difficile, le prix au producteur réduit et la présence des intermédiaires spéculateurs.

Si l'analyse a montré que l'absence des institutions d'appui technique et de micro-finances est expliquée par trois causes apparentes, à savoir la faible production, la faible productivité et la précarité du matériel de production ; il est dégagé par ailleurs que l'effondrement de l'outil de production justifie le sous-emploi.

3.2.8 . Chômage.

L'inexistence des entreprises du secteur formel est à la base de la précarité des emplois salariés. La capacité de création des emplois par le secteur privé est très faible (réduite). Les entreprises existantes sont très familiales et oeuvrent dans l'informel.

Apparemment, ce problème est créé par l'insuffisance de l'offre d'emploi dans les entreprises privées (ce qu'on considère comme emploi formel), l'insuffisance des activités génératrices des revenus (entraînant le développement de l'emploi informel) et par l'inefficacité de l'administration publique à travers les entreprises publiques et la Fonction Publique (armée, police, magistrature, fonctionnaires purs).

Lorsqu'on analyse profondément, le chômage a comme racines :

- l'environnement interne peu incitatif à cause du code d'investissement (moins attrayant), de la faiblesse des infrastructures socio-économiques,
- la distorsion du cadre macro-économique et la destruction de l'outil de production,
- La distorsion du système financier et bancaire se manifestant par l'absence du micro-crédit, le poids de la dette extérieure et la faiblesse de l'épargne publique ;
- La distorsion du cadre légal exprimé par l'absence des mesures d'encadrement et d'appui, la fiscalité lourde et l'inadéquation du système éducatif ;
- L'inadaptation et le non respect des statuts des cadres et agents de l'Etat marquée par la politisation caractérisée par le clientélisme et le tribalisme, la pléthore et le détournement des fonds ;
- Les chocs externes dus à la mondialisation et aux forces du marché ;
- La pesanteur culturelle drainant l'économie d'autosubsistance, la discrimination sociale et l'exclusion de la dimension genre.

Recherchant davantage, ce qui a pu engendrer cette situation, la population a dégagé la mauvaise gouvernance comme cause fondamentale du chômage.

Cependant, l'insuffisance de l'offre d'emploi, celle des activités génératrices des revenus et l'inefficacité de l'administration publique ont comme soubassement l'environnement interne peu incitatif, les chocs externes, la distorsion du système bancaire, financier et du cadre légal, tandis que l'inadaptation des statuts des cadres de l'Etat est expliquée par l'inefficacité de l'administration publique.

3.2.9. Le VIH/SIDA

La prévalence du VIH/SIDA est un obstacle majeur au développement matériel et humain en Province du Nord-Kivu. Une bonne portion de la population ignore l'existence de cette maladie et résiste au dépistage volontaire.

La prise en charge des malades du VIH/SIDA est insuffisante et la maladie est source de ruine pour la famille et pour la société. Le taux de prévalence s'élève à 5,4% contre 5% pour la RD Congo. La tranche d'âge la plus touchée se situe entre 24 et 35 ans. L'espérance de vie est ainsi réduite.

La forte prévalence du VIH /SIDA a pour causes visibles, les viols des femmes et des jeunes filles par les bandes armées, la prostitution, la crainte de dépistage.

Le peu ou le manque d'information sur le SIDA, la sous information de quelques membres du corps soignant et le caractère tabou affiché au VIH/SIDA sont analysés comme causes fondamentales de la pandémie. La tranche d'âge la plus touchée se situe entre 24 et 34 ans.

Tableau N° 3 : Quelques données statistiques relatives aux femmes victimes des violences sexuelles au Nord-Kivu

Années	Nombre des victimes	Nombre cas soignés	Prise en charge reçu C.S & Hôpital	Axes cibles des viols
2003	2 126	1 815	-C.S Kayna -C.S Rwanguba -Hôpital DOCS de Goma -C.S Matanda -C.S Butembo -Hôpital de Kyondo	-Kanyabayonga -Congo -Mutwanga -Rutshuru -Sake -Tongo -Congo -Congo -Miriki
2004	1 912	922	-C.S Congo -Hôpital DOCS de Congo -C.S Kibututu -C.S Misinga -C.S Anamad -Croix Rouge Kanyabayonga -Hôpital de Mutwanga -Hôpital de Walikale	-Kanyabayonga -Mutwanga -Masisi/Nyabiondo -Rutsuru -Kasugho -Lubero -Alimbongo -Walikale -Miriki -Nyiragongo
2005	1 975	1 561	Idem	-Congo -Kirumba -Miriki -Plusieurs Localités de Masisi -Alimbongo -Lubero -Butembo -Sake -Nyabyondo -Goma
Total	6 013	4 298		

Source : Rapports d'enquêtes associations locales (Synergie de Femmes contre la Violence Sexuelle, CEREBA, MAODE, BOSAM)

3.2.10. Taux élevé de violences sexuelles et la violation des droits de la femme

Les violences sexuelles faites aux femmes sont souvent l'œuvre des groupes armés nationaux et étrangers non-contrôlés. Et la recrudescence des cas fait suite à la faiblesse de l'autorité de l'Etat, l'impunité des violeurs. Ces pratiques sont à l'origine des IST et du VIH/SIDA, et des conflits dans les ménages et également de l'insécurité alimentaire car empêchant les femmes d'aller aux champs.

Par ailleurs, les coutumes pratiquées dans les communautés habitant la Province du Nord-Kivu sont défavorables au progrès de la femme dans la société. Ceci se manifeste par l'accès difficile des femmes à la propriété foncière, à l'emploi salarié, à l'éducation et à l'instruction, au leadership, à la décision au sein des ménages et de la société.

La violation des droits des femmes, un problème sexo-spécifique, paraît comme un frein au développement de la province et même de la nation. Les analyses faites par la population démontrent que la violation est due à un fort attachement à la coutume parfois rétrograde, une faible représentativité des femmes dans les Institutions stratégiques de prise de décision, la discrimination économique, sociale et politique de la femme, faible instruction de la femme, la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et le complexe de supériorité ou d'infériorité de la femme.

Ces causes visibles trouvent leur origine principalement dans l'éducation discriminatoire à la base, la non applicabilité des lois ratifiées en faveur des femmes et la difficulté pour la femme d'accès et de contrôle des ressources, aux facteurs de production.

Ces causes apparentes et profondes ont comme source fondamentale la primauté des coutumes sur la loi qui a entre autre provoqué la destruction de la relation sociale entre l'homme et la femme dans la famille, et dans la Communauté. La suprématie des us et coutumes par contre est positivement corrélée avec la marginalisation de la femme.

L'attachement aux coutumes, la faible instruction de la femme et le complexe de supériorité ou d'infériorité sont dues à l'éducation discriminatoire à la base, tandis que la faible représentativité des femmes dans les institutions de prise de décision et la discrimination économique, sociale et politique de la femme se rattachent à la non-applicabilité des lois ratifiées en faveur des femmes.

La dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme est créée d'après l'analyse par la difficulté pour la femme d'accéder et de contrôler les ressources et les facteurs de production.

3.2.11. Insécurité alimentaire :

L'analyse participative des données issues des consultations a confirmé l'insécurité alimentaire des populations du Nord-Kivu comme l'un des problèmes fondamentaux de la province.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Il est noté que l'accès difficile aux terres arables, les conflits interethniques et fonciers, la faible production, l'accès difficile aux intrants de qualité et la faible capacité de résistance aux chocs, les pillages des récoltes et des bétails, l'abandon des champs sont des causes apparentes à l'insécurité alimentaire des populations.

Quant aux causes profondes, les interdicts alimentaires, l'écoulement difficile des produits, l'accès difficile au marché, les déplacements des populations lors des guerres, et la prévalence du VIH/SIDA ont été épinglés.

Par ailleurs, l'incohérence de la politique agricole et de développement rural est la cause fondamentale de l'insécurité alimentaire des populations congolaises.

Les décès, l'abandon des champs agricoles, les pillages de récoltes et des bétails, la prévalence du VIH/SIDA sont liés à la guerre comme cause profonde.

Sur le plan socioculturel, la discrimination dans l'accès à la nourriture et les interdits alimentaires sont expliqués par le poids des us et coutumes.

Les déplacements des populations, l'accès difficile aux terres arables trouvent leur explication aux conflits entre Etat et pouvoir coutumier.

L'accès difficile aux intrants de qualité, les conflits interethniques et fonciers, l'accès difficile aux terres arables et la faible production sont trouvés en lien étroit avec le dysfonctionnement des services d'encadrement.

Par ailleurs, l'écoulement difficile des produits et l'accès difficile au marché sont expliqués par la dégradation des routes de dessertes agricoles.

Toutes les causes ont montré leurs liens. L'incohérence de la politique agricole et de développement rural est la cause fondamentale qui explique tout.

3.2.12. Marginalisation des pygmées et des groupes vulnérables

La marginalisation des pygmées et des groupes vulnérables qui sont : les enfants de la rue, les déplacés des guerres et conflits armés, les enfants nés de viols, les filles-mères sans soutien, les personnes du 3^{ème} âge, les veuves et les orphelins, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les femmes seules (chef de ménage, les enfants soldats et les personnes vivant avec handicap est expliquée par l'accès difficile aux Anti Retro-Viraux (ARV); pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVV), le déficit d'esprit d'initiative et de solidarité, l'absence des filets sociaux en faveur des personnes vulnérables (P.V.) et l'insuffisance de prise en charge intégrale.

L'analyse a démontré également que cette marginalisation est due au faible revenu de ménages, à l'effritement de la solidarité communautaire, aux décès des parents, aux divorces des familles, aux ménages polygamiques et au nombre élevé d'enfants.

Ces causes ont comme fondement la faible capacité d'intervention des structures de l'Etat, l'insuffisance de centres d'alphabétisation, d'apprentissage et de rééducation (CAAR), la couverture limitée du système de sécurité sociale en vigueur, la dégradation de la situation socio-économique et la présence des guerres et conflits armés, la modicité du budget alloué aux secteurs sociaux ainsi que les faibles mécanismes d'intégration sociale.

Pris globalement, ce problème ainsi dégagé a comme cause fondamentale l'inexistence d'une politique sociale cohérente et le recours aux coutumes et traditions rétrogrades.

Il ressort encore de cette analyse que cela apparaît par l'insuffisance de la prise en charge intégrale de ces groupes, le faible revenu des ménages, l'effritement de la solidarité communautaire, le décès des parents, le divorce des familles, les ménages polygamiques et le nombre élevé des enfants.

Une analyse profonde de ces manifestations révèle que l'accès difficile aux ARV pour les PVV, l'absence d'esprit d'initiative et l'absence des filets sociaux en faveur des P.V. sont liées à la faible capacité d'intervention des structures de l'Etat.

Concernant l'insuffisance dans la prise en charge intégrale et l'absence des filets sociaux, elles sont dues à l'insuffisance des centres d'alphabétisation d'apprentissage et de rééducation et de la couverture limitée du système de sécurité sociale en vigueur, à la modicité du budget alloué aux secteurs sociaux ainsi qu'aux faibles mécanismes d'intégration sociales.

Par ailleurs, l'effritement de la solidarité communautaire, les décès des parents et les divorces de familles, les ménages polygamiques et le nombre élevé des enfants sont causés par la dégradation de la situation socio-économique, les guerres et les conflits armés.

Encadré n° 4 : Quelques indicateurs pertinents de la pauvreté au Nord-Kivu

- PNB / Habitant : 74 \$ US en 2001
- Espérance de vie à la naissance (1999) : 49,1 ans
- Taux de mortalité infantile : 129/1000
- Taux d'alphabétisation : 65%
- Taux de couverture en eau potable : 26,1%
- IDH 1989 : 0.5 (Population IDH moyen)
- IDH 1999 : 0.441 (population à faible IDH)
- 80 % de l'activité relève de l'informel

Source : CEE, Proposition d'un programme post urgence à l'Est de la RDC ; restitution des Résultats, le 2 juin 2005 à Goma

3.3. Caractéristiques de la pauvreté : Profil et déterminants

Les caractéristiques de la pauvreté au Nord-Kivu sont présentées à travers ce diagnostic en tenant compte de quatre dimensions de la pauvreté à savoir : la dimension des actifs des ménages, la dimension nutritionnelle, la dimension des capacités et la dimension d'accès aux services socio-économiques de base.

Il y a lieu de noter que ce chapitre sera complété avec les données de l'enquête 1.2.3. qui permettront, à coup sûr, d'intégrer toutes les informations relatives aux inégalités entre les catégories sociales.

3.3.1 Pauvreté chronique et des actifs de vie

La province du Nord-Kivu se situe dans la Zone géographique du pays, catégorisée comme l'une des plus pauvres. Selon les données de MiCS2, il ressort que 93% de la population de cette province disposent moins de six biens essentiels. L'écart reste plus accentué entre les milieux (98% milieu rural contre 74% en milieux urbains). Selon la même source, la profondeur de la pauvreté reste élevée avec un indice de l'écart de pauvreté de 41%. Cet indice reste très prononcé en milieu rural, 47% contre 25% en milieu urbain. Par ailleurs, la sévérité de la pauvreté pour l'ensemble de la Province est de 0,23% (0,13% en milieu urbain et 0,26% en milieu rural). Plusieurs facteurs expliquent cette situation; c'est entre autres le chômage accentué, les manques de moyens et d'emplois décents, etc.

L'enquête fait observer que 94% des ménages disposent moins des 6 biens essentiels. La disparité entre les milieux ruraux (97%) et urbains (88%) reste grande. La profondeur de la pauvreté est élevée avec un indice de 48% pour l'ensemble de la province.

Comme, on peut le constater dans le tableau ci-dessous, Il existe un écart considérable entre les deux milieux. En outre, la sévérité pour l'ensemble de la province est de 0.309 avec des écarts considérables entre les milieux (milieu rural 0.28 et milieu urbain 0.13). Bien qu'elle soit un phénomène de masse, elle frappe différemment les couches sociales.

Les résultats des consultations participatives rejoignent les résultats des deux enquêtes citées précédemment dans ce sens que d'une manière générale, 28.35% des réponses considèrent que dans la province du Nord-Kivu les pauvres souffrent du manque d'argent, des moyens de subsistance et des actifs de vie. On observe des disparités remarquables entre les milieux (26.6 % des réponses en milieu rural contre 30.65% milieu urbain). Les consultations soulignent que le manque de revenu, le chômage, le manque d'esprit d'initiative, la mauvaise gouvernance, etc. sont parmi les facteurs explicatifs de l'état de pauvreté qui sévit au Nord-Kivu.

3.3.2. Pauvreté alimentaire

Les indicateurs de la pauvreté alimentaire, selon MICS2, montrent que les ménages de la province vivent dans un état nutritionnel déplorable. On peut noter par exemple que :

- La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans reste élevé (34%) ;
- Seulement 8 % des ménages prennent un nombre suffisant de repas par jour (trois repas par jour). La différence entre les milieux reste criante (10% milieu rural contre 4% milieu urbain). L'insuffisance des revenus astreint le ménage à ne pas se nourrir convenablement et en qualité et qu'en quantité.
- 94% des ménages ont une disponibilité des réserves alimentaires. Pour satisfaire d'autres besoins, les réserves alimentaires sont plus destinées à la vente qu'à la consommation. Ce comportement a des conséquences sur la santé des enfants.
- 39% d'enfants souffrent de malnutrition chronique modérée ou sévère (inférieure à moins de 2 écarts-types). En outre, 22% d'enfants sont affectés par la malnutrition chronique sévère inférieure à moins de 3 écarts-types. Par ailleurs, la prévalence de la malnutrition aiguë (poids pour taille) chez les enfants de moins de 5 ans reste inquiétantes : 17% d'enfants souffrent de la malnutrition modérée ou sévère, etc.. Le résultat de l'enquête SOPPPOC indique que 89% des ménages ne sont pas satisfaits de leur alimentation. Cette situation pourrait être expliquée par la situation d'insécurité alimentaire, la pauvreté des ménages, le manque d'information sur les aliments nutritifs, l'abandon de l'agriculture au profit du commerce, etc.²

Encadré n° 5 : Objectif du millénaire 1 : Réduire, d'ici 2015, de moitié l'extrême pauvreté et la faim

Cet objectif est loin d'être atteint dans ce sens qu'une majorité de la population vit dans une pauvreté chronique, Surtout dans les milieux ruraux. Quand on se réfère aux données MICS2, on se rend compte que 4 enfants sur 10 meurent de malnutrition chronique modérée et sévère. Ainsi donc, des efforts doivent continuer à être fournis pour réduire de moitié la faim.

² Ministère du Plan, Rapport d'analyse participative de la pauvreté, DSRP, 2005

3.3.3. Capacités humaines

L'analyse qui précède montre que l'insuffisance des moyens nécessaires met les populations locales dans une situation d'impuissance totale et de marginalisation réduisant ainsi leurs capacités humaines et hypothéquant leur bien-être.

❖ Education

L'enquête MICS2 révèle que 52,2% d'enfants âgés de 6 à 11 ans pour l'ensemble de la province sont scolarisés. Ce taux reste faible et présente un léger avantage pour le garçon, 58,4% contre 46,5% pour les filles. Le taux d'analphabétisme des personnes âgées de 15 ans et plus reste élevé (30%) avec une grande disparité entre les hommes (15,9%) et les femmes (43,2%). Selon le résultat des consultations participatives les facteurs ci-après pourrait expliquer en partie cette situation : l'absence d'un programme national d'alphabétisation des adultes, l'insuffisance de centres d'alphabétisation, le peu d'intérêt accordé à l'alphabétisation, etc. Le Nord-Kivu est l'une des Provinces qui ont un taux d'alphabétisation inférieur.

Encadré n° 6 :

La Province est loin d'atteindre l'un des objectifs du millénaire 2 dont l'objectif est de donner à tous les enfants garçons et filles les moyens d'achever un cycle complet d'étude primaire. La proportion des enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école reste élevé. Elle est plus importante pour les filles 38,2% contre 26,3% pour les garçons. En plus le taux d'analphabétisme est encore relativement élevé, surtout chez les femmes.

Parmi les facteurs explicatifs de la faiblesse de la scolarisation des enfants, la littérature retient le manque de moyens, le problème de la carte scolaire, c'est-à-dire la distribution de l'offre éducative en fonction de la demande sociale de chaque milieu, le manque des politiques adaptées pour inciter les filles à étudier, etc.

❖ Santé

La crise que traverse le pays et les conflits récurrents ont eu des effets néfastes sur le système de santé et sur la situation sanitaire de la population de la province du Nord-Kivu. Malgré l'insuffisance des statistiques détaillées, les informations existantes indiquent que la situation se détériore continuellement. MICS2 estime que :

- le quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 230 pour mille. Ce taux est plus élevé que celui de Kinshasa,
- Le quotient de mortalité infantile, 136 pour mille reste aussi plus élevé que celui de Kinshasa,
- La proportion des enfants âgés de 12-23 mois vaccinés contre la polio n'est que de 59%.
- la proportion de la couverture des soins de santé prénatale reste encore très faible,
- le taux de mortalité maternelle est plus inquiétant; soit 427 sur mille femmes meurent de suite de la grossesse ou de l'accouchement; c'est le taux le plus élevé de l'Afrique.
- la proportion d'accouchement assisté par des personnels de santé qualifié, 51% contre 42% d'accouchement traditionnel.

Par ailleurs, les données de MICS₂ indiquent que les communautés de base accèdent difficilement aux services de santé, par exemple :

- 10% des personnes ont une maternité fonctionnelle dans leur communauté
- 52% ont un centre de santé à moins de 5 Km de la communauté
- 24% ont une maternité à moins de 5 km de la communauté
- 28% peuvent se procurer des médicaments à moins de 5 km
- 62% fréquentent un guérisseur traditionnel.

Encadré n° 7 : Objectif du millénaire 3 : Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Au Nord-Kivu, 230 enfants sur mille mourraient avant l'âge de 5 ans en 2001. Le taux de mortalité maternelle est préoccupant et constitue la moitié de la moyenne africaine (870) pour 100.000 naissances vivantes et le 1/3 du pays (1.289 décès).

❖ **VIH/SIDA et autres infections**

L'état des lieux indique le VIH /SIDA n'a pas encore atteints une grande partie de la population. Les taux de séropositivité parmi les femmes enceintes varie entre 24 et 30%. Le taux de mortalité lié à cette maladie s'élève à 6,13% pendant que celui lié au paludisme est plus élevé 82,35%.

(Source : Inspection Médicale de la Province).

Néanmoins, en ce qui concerne le VIH/SIDA, la population de ladite province reste vulnérable ; car elle vit dans un environnement socio-économique qui les prédispose à attraper la maladie : Les tabou, les coutumes défavorables, la pauvreté, la prostitution, les violences sexuelles, etc.

Les études existantes, les informations récoltées auprès des institutions spécialisées convergent vers une tendance à l'aggravation de VIH/Sida dans la province. En effet, le PNLS estime que la situation reste alarmante avec une incidence et une prévalence estimée à 7,1% pour les femmes enceintes³.

Encadré n° 8 : Objectif du millénaire 5 : Combattre les maladies, en particulier le VIH/Sida et le paludisme

Au Nord Kivu, la prévalence chez les femmes enceinte est très élevé 7,1%. Cette épidémie n'épargne aucune catégorie d'âge, (cfr Inspection Médicale de la Santé). A côté du VIH/SIDA, le paludisme reste encore un danger inquiétant pour la population du Nord-Kivu, selon l'Inspection Médicale de la Santé, le taux de mortalité liée au paludisme est de 82%. La Province doit intensifier la lutte pour sauver la population contre ces maux qui ont un impact négatif sur le développement de la Province.

Le paludisme est parmi les maladies les plus fréquentes, elle tue plus de 8 personnes sur 10.

❖ **Habitat.**

Le problème de l'habitat reste encore une préoccupation majeure des questions de développement dans la Province du Nord-Kivu.

Les données de MICS2 révèlent que les populations du Nord-Kivu vivent dans des conditions de logement de promiscuité, d'insalubrité et d'assainissement très peu hygiénique. MICS2 souligne, par exemple, que seulement 21,2% des ménages possèdent des toilettes hygiéniques. La disparité entre les deux milieux reste prononcée : 39,4% milieu rural contre 60,7% milieu urbain. Le degré de promiscuité reste préoccupant avec en moyenne 4 personnes et plus par chambre. Le Nord-Kivu est parmi les Provinces qui accusent des taux déficitaires de desserte en électricité. Il est de 0,49%. Selon les données de SOPPPOC, 16% accèdent à l'eau potable. Par ailleurs, la situation relevée par MICS 2 estimait ce taux à 32%. Etant donné que SOPPPOC a privilégié les quartiers pauvres, il y a lieu de croire que la situation reste plus préoccupante dans les milieux des pauvres.

³ PNLS, Bureau Provincial de Coordination Nord-Kivu, Rapport du premier trimestre 2005.

Poussé par ses besoins primaires non satisfaits, la population du Nord-Kivu a détruit régulièrement les écosystèmes naturels. La situation reste très préoccupante dans les zones occupées par les déplacés de guerre.

Encadré n° 9

Par rapport à l'objectif du millénaire n° 7 : Assurer un environnement durable. La Province est loin de le réaliser. Car plus de la moitié de la population n'accèdent pas à l'eau potable, à des installations sanitaires hygiéniques, et enfin à un environnement sain.

❖ Transport et autres infrastructures

Le système de transport de la province est caractérisé par un état d'impraticabilité, routes, ponts, bacs, etc. sont hors d'usage ou en dégradation prononcée. Ce système ne favorise plus la dynamique interne dans ce sens que les échanges commerciaux et la mobilité de personnes ne sont plus intenses. L'état du système de transport ne peut plus favoriser l'éclosion d'une relance économique dans la Province. Car, comme on peut la lire, dans le tableau ci-dessous, 79% des routes sont en très mauvais état.

Tableau n°6 : Etat des infrastructures routières

Ce tableau montre que toutes les routes sont à reconstruire ou à entretenir. Car elles sont presque totalement détruites ou détériorée.

Par ailleurs, les autres infrastructures sociales tels que les hôpitaux, écoles, stades, Instituts d'Enseignement Supérieur, marchés, etc. sont en dégradation très avancée et ne sont pas entretenues. Les infrastructures de communication ne couvrent pas toute la Province et sont plus exploitées par les privés. Le manque d'énergie constitue un handicap majeur au développement de ce secteur.

❖ Energie.

La fourniture en énergie électrique connaît beaucoup de difficultés causées par le manque de produits pétroliers. Ainsi, la SNEL fournit à la population l'énergie par intermittence.

La fourniture d'eau par la REGIDESO connaît de sérieux problèmes. Les stations de production d'eau fonctionnent sporadiquement suite à l'insuffisance de l'énergie électrique. Ces réserves ne couvrent pas toute la Province (Villes et Villages). Les études antérieures ont indiqué que 85% des ménages de la Ville de Goma ne sont pas raccordés au réseau de distribution d'eau.

❖ Genre, groupes vulnérables et protection sociale

La majorité de la population vit dans la pauvreté, surtout les femmes et les enfants. La féminisation de la pauvreté au Nord-Kivu se justifie par des discriminations observées dans le domaine de développement : droits, éducation, santé, accès à la terre, etc....

A ceci s'ajoute pour les filles, l'abandon scolaire dû aux grossesses, aux mariages précoces et à la tradition qui poussent les parents à déconsidérer la scolarisation des filles. Les femmes sont considérées comme objet et subissent toutes sortes des propos injurieux.

Encadré n° 10

Objectif du millénaire 6 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Les données montrent que cet objectif est loin d'être atteint. Car les femmes sont restées très pauvres par rapport aux hommes. Elles n'accèdent pas facilement aux facteurs de production et pas de la même manière à l'éducation, à la santé, et aux autres services socio-économiques. Elles sont victimes de toutes formes de violences surtout dans le milieu rural.

La situation décrite dans les phrases précédentes accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants. Les données statistiques sur les groupes vulnérables indiquent ce qui suit :

Tableau 4: Indicateurs sur l'environnement et cadre de vie des groupes vulnérables

N°	GROUPES DES VULNERABLES	TAUX D'ACCESSIBILITE			
		Eau potable	Energie	Logement	Equipement approprié (sanitaire, literie)
1.	Enfants en situation difficile	41.8	25.-	18.6	15.3
2.	Femmes en situation difficile	42.2	24.4	17.6	13.1
3.	Personnes handicapées	32.4	19.6	10.-	6.9
4.	Personnes de 3 ^e âge	39.4	14.1	10.2	10.-
5.	Personnes vivant avec le VIH et leurs descendants	47.2	21.7	17.9	16.7
6.	Personnes déplacées de guerres	32.7	19.0	12.1	7.0
7.	Victimes de sinistres et calamités naturelles	30.3	10.9	12.5	8.7
8.	Enfants orphelins du VIH/SIDA	40.3	22.1	9.6	11.8
9.	Autres	37.5	22.7	20.5	21.4
10.	Ensemble	38.2	19.9	14.3	12.3

Source : Monographie du Nord-Kivu, 2005

Sur un total de 158.581 personnes vulnérables, on compte 6.684 enfants qui vivent dans la rue, qui sont donc privés de tous les droits.

❖ Emploi

L'emploi dans cette partie du pays a été victime des difficultés de l'Etat caractérisé par la mauvaise gestion des entreprises publiques ainsi que par le manque d'incitation aux investissements. Pour l'ensemble de la Province, seulement 36.471 personnes. Cette population est répartie comme suit :

- Fonction Publique : 16 570 agents
- Instituts Supérieurs et Universités : 850 agents
- EPSP : 15 035 agents
- Entreprises publiques, paraétatiques, privées : 4 016 agents

3.4. Efforts de lutte contre la pauvreté

Les efforts de lutte contre la pauvreté se manifestent dans les villes, quartiers et villages à travers les actions de mobilisation de la population pour les travaux communautaires (tracage et entretien des routes et avenues, construction des écoles et aménagement des sources d'eau...) et par la réalisations des projets de développement avec l'appui des Organisations Non Gouvernementales Internationales et Locales ainsi que les Agences des Nations Unies.

3.4.1. Partenariat au niveau national

Le Nord-Kivu développe le partenariat avec le niveau national dans le cadre de l'identification et la réalisation de certains projets de lutte contre la pauvreté.

Le niveau national aide la province quelques fois dans la mobilisation des fonds auprès des bailleurs potentiels.

On peut citer le cas des projets suivants réalisés par ONU/HABITAT :

- Aménagement du site de Lac Vert/Mugunga pour le Relogement de 2000 familles sinistrées à la suite de l'éruption volcanique de janvier 2002 ;
- Reconstruction de 3 écoles, réhabilitation d'une école primaire et revitalisation de l'Hôpital Général de Référence (HGR) de Goma ;
- Gestion des déchets solides urbains ;
- Reconstruction et extension des latrines publiques dans le quartier BIRERE.

Cependant, il faut signaler que le gouvernement n'apporte vraiment pas d'appui aux ONG locales.

3.4.2. Partenariat au niveau provincial

Au niveau provincial, les efforts de lutte contre la pauvreté se traduisent par le programme d'entretien des pistes agricoles par le Gouvernorat grâce aux produits de Péage route et la programmation de quelques projets de développement de la ville de Goma sur l'alimentation en eau potable, la réhabilitation du réseau électrique de la ville, la réhabilitation de 5 établissements scolaires et les travaux de voirie et assainissement.

3.4.3. Partenariat avec la Communauté Internationale

Les interventions de la communauté internationale se manifestent surtout dans le domaine des urgences humanitaires en cas de survenance des conflits ou des catastrophes naturelles à l'instar de l'éruption volcanique de Goma.

Les Agences du système des Nations Unies (PAM, PNUD, UNICEF, FAO, MONUC, OMS, HCDH) et les O.N.G. Internationales appuient les projets dans les secteurs suivants :

- encadrement civique et juridique des populations pour les édifier sur les principes de démocratie ;
- éducation sanitaire et nutritionnelle ;
- sécurité alimentaire ;
- assistance aux déplacés ;
- activités génératrices de revenus ;
- entretien des routes.

3.4.4. Partenariat avec les communautés de base

C'est par le canal des confessions religieuses et des quelques ONGs locales que les communautés de base sont mobilisées pour la réalisation des actions communautaires comme l'entretien des routes, l'aménagement des sources d'eau, la réhabilitation des écoles et des centres de santé. Les ONGD locales réalisent plusieurs projets d'urgence et de développement durable avec l'appui financiers de certains partenaires extérieurs.

CHAPITRE IV : STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

4.1. Paix, Bonne Gouvernance et Décentralisation

4.1.1. Paix

a) Problème

L'insécurité généralisée à travers toute la Province est le problème principal qui empêche toute action de développement durable et les initiatives privées d'investissement, et surtout dans les milieux ruraux où l'on a enregistré des pertes en vies humaines et des mouvements des déplacés.

b) Causes

L'insécurité au Nord-Kivu est expliquée par les guerres successives au Rwanda dont les répercussions se font sentir avec acuité sur cette partie du territoire congolais. Les différents mouvements de rébellion qui prennent origine au Nord-Kivu, la circulation incontrôlée des armes de guerre, et la perméabilité des frontières sont aussi les causes de l'insécurité. La population a également relevé la mauvaise gouvernance comme facteur déstabilisateur de la paix avec comme cause sous-jacente l'impaiement des militaires qui soumettent en conséquence les populations aux tracasseries de toutes sortes. Il a été également cité comme autre cause, la spoliation des terres suite à la surpopulation dans les contrées de hautes altitudes.

c) Objectif

Restaurer la paix sur toute l'étendue de la Province.

d) Stratégies et actions prioritaires

Pour résoudre le problème d'insécurité, les stratégies et actions prioritaires ci-après sont préconisées :

Stratégie 1 : Sécurisation des frontières

- Accélérer le programme DRRR;
- Equiper les militaires et les policiers et assurer leurs soldes;
- Déployer une police des frontières efficace;
- Récupérer les armes illégalement détenues ;
- Rapatrier les hima et autres qui sont venus s'installer irrégulièrement dans la Province du Nord-Kivu.

Stratégie 2 : Protection des populations contre les tracasseries policières et militaires

- Réhabiliter et/ou construire des casernes pour les éléments de l'armée et de la police;
- Assurer la prise en charge sociale des militaires et des policiers;
- Maîtriser les effectifs des militaires et des policiers;
- Accélérer le processus de brassage des militaires.

Stratégie 3 : Production et vulgarisation du document des politiques de groupes vulnérables

- Assurer l'impression en plusieurs exemplaires du document des politiques de groupes vulnérables et assurer une large diffusion;

Stratégie 4 : Réinstallation des déplacés internes

- Identifier et assister les déplacés internes dans les milieux d'accueil;
- Organiser le retour et la réinstallation des déplacés dans leurs milieux d'origine;
- Mettre en application les principes directeurs relatifs aux déplacés internes.

4.1.2. Gouvernance

a) Problème

La gestion irrationnelle des ressources et l'impunité des prédateurs au niveau de la province est le problème qui affecte la bonne gouvernance.

b) Causes

Parmi les causes de ce problème, les populations consultées ont relevé les plus saillants qui sont : l'incompétence des responsables politiques et administratifs ; l'absence des sanctions ; le recrutement sentimental des cadres; le favoritisme et égoïsme des autorités provinciales; les structures organisationnelles inadéquates; l'insuffisance des équipements et matériels appropriés pour le travail.

Tableau N° 5 : Localisation et statistiques des déplacés mai 2005

EN MILIEU RURAL	
Territoires	Nombre des déplacés
1. Masisi	238 547
2. Walikale	10 849
3. Rutshuru	18 351
4. Nyiragongo	3 125
5. Lubero	240 218
6. Beni	29 358
Sous total	540 448
EN MILIEU URBAIN	
Villes	
1. Butembo (centre)	32 025
2. Beni (centre)	1 517
3. Goma (centre)	15 986
Sous total	49 528
Total général	590 476

N.B : Les déplacés de Beni sont ceux-là de la Province du Nord-Kivu non compris ceux venus de l'Ituri.

c) Objectif

Assurer la bonne gouvernance dans tous les secteurs au niveau provincial et territorial

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégies 1 : Instauration de la culture d'un Etat de droit

- Renforcer les capacités humaines en matière de gestion publique.
- Installer un observatoire provincial de bonne gouvernance.
- Sanctionner administrativement et judiciairement les fautes et délits des agents de l'Etat.

Stratégie 2 : Participation de la population à la gestion de la chose publique

- Mettre en place des mécanismes de contrôle de l'action publique ;
- Intensifier les sessions de l'éducation civique et la participation citoyenne.

4.1.3. Décentralisation

a) Problème

La concentration des pouvoirs de décisions au niveau du gouvernement Central qui prive à l'Exécutif local l'autonomie de gestion intégrale des ressources de la province est un problème qui bloque certaines initiatives à même de favoriser le développement économique et social du Nord-Kivu.

b) Causes

La non-application de la loi sur la décentralisation, le manque de volonté politique des autorités de Kinshasa, la cupidité de certains responsables, le parrainage de certains leaders politiques par communauté internationale justifient cette situation.

c) Objectif

Rapprocher les centres de décisions aux citoyens

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Partage rationnel des pouvoirs entre l'Exécutif National et l'Exécutif Provincial, l'Exécutif Provincial et l'Exécutif des Entités de Base Décentralisées (EBD)

- Actualiser et appliquer les textes sur la décentralisation;
- Restituer à la Province certaines prérogatives dans le domaine économique.
- Construire des salles de réunions de concertation et de planification des actions de développement au niveau des Chefferies, Territoires, Communes, Villes, District et Province.
- Etendre les services administratifs jusqu'aux entités de base.

Stratégie 2 : Renforcement des capacités d'intervention des Entités de base.

- Doter les EAD des équipements modernes de gestion (Informatique, Internet);
- Organiser l'assainissement des fonctionnaires et agents de l'Etat;
- Former et recycler les agents retenus.

Stratégie 3 : Vulgarisation des textes sur la décentralisation à tous les niveaux

4.2. Croissance pro-pauvre

4.2.1 .Secteur Développement Rural : Agriculture, Pêche, Elevage et Forêt

4.2.1.1. Agriculture

a) Problèmes

Les problèmes de l'agriculture au Nord-Kivu peuvent se résumer comme suit :

- La baisse de la production (vivrière et industrielle) face à une démographie et un exode rural grandissantes;

- L'insuffisance des terres arables dans la partie orientale densément peuplée; (crête de partage des eaux du Congo et du Nil);
- La difficulté d'accès aux terres arables de la partie occidentale basse de la Province;
- La précarité des conditions et cadre de vie des populations rurales.

b) Causes

Les causes majeures du non-développement ou mieux de la régression du secteur agricole de cette Province sont de 3 ordres :

Causes institutionnelles :

- La superposition de la loi Bakajika sur les pratiques coutumières de gestion des terres ; cette situation aggravée par la pression démographique dans les zones montagneuses est souvent à l'origine de nombreux conflits fonciers.
- L'existence des grandes concessions exploitées en partie (sous forme de fermes et de plantations) alors qu'une bonne partie de la population manque de terres arables. Ceci rend illusoire toute politique d'agriculture de proximité dans un contexte de trouble et d'insécurité en milieu rural.
- Le déplacement fréquent de la population suite à la guerre et aux conflits interethniques et l'insécurité dans les champs, dans les villages et sur les routes (d'intérêt général comme de desserte agricole).
- Le non aménagement des infrastructures sociales d'accueil dans les basses terres moins densément peuplées (routes, écoles, Centres de Santé, adduction d'eau,...).
- L'épuisement des sols.
- L'éloignement des champs des habitations.

1) Causes d'ordre Technique :

- L'insuffisance de l'encadrement technique consécutive au manque de moyens financiers, matériels et logistiques. Le taux de couverture réalisé au cours de l'année 1997 par la Coordination Provinciale du SNV/Nord-Kivu est évalué à 1 moniteur/58750 ménages agricoles.
- La pratique des méthodes culturales traditionnelles et la non-mécanisation de l'agriculture.
- L'absence de synergie entre les acteurs dans le secteur.
- L'insuffisance des intrants agricoles et phytosanitaires et le non-accès aux semences améliorées. Les centres agricoles de production des semences qui existaient dans le temps ont purement et simplement fermé leurs portes. Celui de Luhotu tourne au ralenti faute des semences de base, de pesticides et d'engrais.
- Les perturbations climatiques.
- La divagation des bêtes qui dévastent les cultures.
- L'exploitation anarchique des carrières minières, visuellement plus rémunératrice que l'agriculture.
- L'attaque et la destruction des plantations de caféier, de quinquina et de thé par la trachéomycose, celles de bananes par le wilt bactérien, celles de manioc par la mosaïque et celles de papaye par le ringspot.

2) Causes d'ordre économique-financières :

- L'inaccessibilité au micro-crédits agricoles par les petites exploitations agricoles suite à l'absence des institutions financières.
- La pratique des prix peu incitatifs aux producteurs, entraînant la désertion du secteur agricole au profit des secteurs à exploitation de jouissance comme la pêche et l'exploitation artisanale des minerais.

- L'enclavement de la plupart des sites de production suite à la forte dégradation des routes interprovinciales, provinciales que de desserte agricole et l'insécurité permanente le long des axes routiers parsemés des bandes armées incontrôlées ; ces deux éléments sont à la base des bas prix pratiqués dans les campagnes à l'achat et des prix prohibitifs imposés aux citoyens.
- L'inexistence des infrastructures de stockage et de conservation (en milieu rural qu'en milieu urbain) et le manque des stocks stratégiques en produits agricoles.
- La quasi inexistence d'une demande locale réelle ou solvable suite à la quasi absence du pouvoir d'achat de la population (taux élevé de chômage en ville et non-paiement des fonctionnaires de l'Etat);
- La détérioration du marché extérieur pour le pyrèthre, le cacao;
- La concurrence du marché par les produits étrangers;
- La faiblesse de la réglementation de l'importation des produits agricoles.

c) Objectif

Améliorer et accroître la production agricole.

d) Stratégies et actions prioritaires : Pour résoudre ces problèmes, les stratégies ci-après devraient être développées pour augmenter la production et réduire ainsi la pauvreté dans ce secteur :

Stratégie au niveau institutionnel : Réforme agraire

- Harmoniser les dispositions de la loi foncière avec les pratiques coutumières de gestion des terres;
- Procéder à la redistribution des terres disponibles et plantations abandonnées en faveur des petits exploitants agricoles;
- Aménager les infrastructures sociales de base et d'accueil dans les basses terres (à l'Ouest) en faveur du glissement pacifique des populations des hautes terres densément peuplées.

Stratégie au niveau Technique : Renforcement des capacités des structures de mise en œuvre des politiques, plans et programmes du secteur agricole

- Réhabiliter les services de l'agriculture, les centres de recherches agronomiques et les CAPSA;
- Réhabiliter et rouvrir les routes nationales Beni-Kisangani ; Sake-Walikale-Hombo-Kisangani ; Beni-Kasindi ; Beni-Goma ; Goma-Ishasha ainsi que les routes de dessertes agricoles existantes, leur maintenance devant être assurée par voie de cantonnement;
- Mécaniser l'agriculture dans les plaines des Territoires de Beni, Rutshuru et Masisi ;
- Aménager les infrastructures de conditionnement, de stockage et de commercialisation des produits agricoles;
- Encourager les cultures industrielles plus rémunératrices;

Stratégie au niveau de l'économie et du système financier : Appui aux exploitants agricoles

- Offrir des facilités d'accès aux micro-crédits aux petits exploitants agricoles ;
- Organiser les producteurs agricoles en association et renforcer les capacités des organisations déjà existantes (entreprenariat communautaire agricole) ;
- Renforcer les moyens d'encadrement technique des agriculteurs et vulgariser les semences améliorées et les méthodes culturales appropriées;
- Orienter les marchés des produits agricoles et leur commercialisation vers les pays voisins;
- Appuyer les privés actifs dans la transformation des produits agricoles;
- Rendre disponibles les produits phytosanitaires et vétérinaires;
- Organiser la professionnalisation du métier d'agriculteur, éleveur, pêcheur.

4.2.1.2. Pêche

a) Problèmes

- Faible production halieutique en qualité et en quantité, soit 4 500 T/an contre un potentiel de 15 000 T, ce qui équivaut à 30% du niveau d'exploitation.
- Insuffisance dans l'encadrement de la pêche artisanale et pisciculture familiale.

b) Causes

- Technologies de pêche moins performantes ;
- Vétusté et insuffisance des intrants de pêche ;
- Absence d'infrastructures de transformation et de conservation et de transport des produits de la pêche.
- Non-respect de la réglementation sur la pêche (pêche dans les frayères et usage des matériels de pêche et engins prohibés) sur le lac Edouard;
- Surnombre des engins de pêche (plus de 4.000 pirogues) ;
- Surpopulation dans les pêcheries à l'intérieur du parc National des Virunga et présence des pêcheries pirates ;
- Présence des plusieurs intervenants sur le lac ;
- Insuffisance dans l'encadrement de la pêche artisanale.

c) Objectif

Améliorer le niveau de production halieutique de 30 à 60%.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Reforme institutionnelle (révision du mode d'exploitation) et réglementaire

- Délimiter les périodes et Zones de pêche;
- Former et équiper la police de pêche en vue de l'application de la réglementation en la matière;
- Identifier et évacuer les pêcheurs irréguliers des enclaves des pêcheries;
- Supprimer les pêcheries illicites implantées aux bords des frayères.

Stratégie 2 : Appui aux exploitants pêcheurs

- Réorganiser et redynamiser les coopératives de pêche;
- Former et encadrer les pêcheurs et les techniciens de pêche;
- Réhabiliter les infrastructures et matériels de traitement, de transformation, conservation, commercialisation des produits de pêche du lac Idi Amin (lac Edouard);
- Approvisionner les pêcheurs en intrants de pêche par l'Etat.

4.2.1.3. Elevage

a) Problèmes

Réduction du cheptel animal et des productions animales.

b) Causes

- Pillages systématiques du cheptel animal dans les fermes et dans les villages par les inciviques et les forces armées régulières.
- Insuffisances d'intrants vétérinaires et zootechniques au niveau de petits éleveurs.
- Difficultés d'introduction des races améliorées.
- Insuffisance d'encadrement des petits éleveurs depuis la fin du projet PENK (Projet d'Elevage au Nord Kivu), jadis appuyé par la FAO.

c) Objectif

Augmenter la production animale et le disponible viande par habitant..

d) Stratégie : Relance du projet d'élevage en faveur du développement de l'élevage intensif

- Appuyer les organisations des éleveurs en matériels et intrants d'élevages
- Réhabiliter le labo vétérinaire de Goma et les infrastructures zoosanitaires communautaires ;
- Vulgariser les technologies de production des aliments de bétail;
- Aménager les infrastructures d'abattage et de conservation;
- Créer des fermes pilotes;
- Vulgariser les méthodes intensives d'élevage de la basse cour au niveau des ménages et l'exploitation de la pisciculture familiale.

4.2.1.4. Forêt

a) Problèmes

Le secteur de la forêt est parmi ceux qui posent le plus de problèmes au Nord-Kivu. Parmi ceux-ci on peut énumérer :

- Le déboisement incontrôlé de la zone montagneuse couplée de la destruction des réserves forestières qui ont été vendues aux fermiers;
- Le non-renouvellement du capital forestier;
- La dévastation du Parc National des Virunga et des domaines de chasse;
- L'extinction de certaines espèces végétales et animales;
- Le non-rapatriement des produits de l'exportation du bois;
- Les recettes du PNVi ne profitent pas à la population environnante.

Tableau N° 6 : Etat de menace des forêts par Territoire au Nord-Kivu en juin 2004

TERRITOIRE	SITE FORESTIER	ETAT DE MENACE
Beni	-Mayangose -Kyavinyonge -Kyavirimu	☐ Installation de la population dans le PNVi
	-Mangina	☐ Endommagement des routes, des champs par les gros engins et abattage de gros arbres notamment par DARE FOREST
	-Karuruma	☐ Elevage dans le PNVi par les Hima d'origine ougandaise
	-Luviriha	☐ Installation dans la Cité des parkings, marchés et bureaux dans le PNVi
	-Mavivi -Eringeti	☐ Extermination de la réserve forestière de Ngadi sur la route Mbau.
	-Batalinga	☐ Présence des Nalu (bande armée d'origine ougandaise) dans le PNVi/Ruwenzori.
Lubero	-Axe Lac Edouard	☐ Violation des limites du PNVi par la population sur la côte Ouest du Lac Edouard. ☐ Destruction des écosystèmes du PNVi due à l'installation des milices et des militaires dans ce parc.
	-Mbughavyinywa -Kimaka -Bunyatenge -Busekera -Kasugho	☐ Présence des interahamwe dans les forêts protégées à l'Ouest de l'axe routier Kanyabayonga- Butembo. Conséquence : déplacement de la population
	-Kanyabayonga-Magherya	☐ Croissance démographique avec comme conséquence, insuffisance des terres arables de Kanyayonga-Magherya
	-Matembe -Alimbongo -Kalikuku -Mambasa	☐ Envahissement des forêts classées (réserves) par les fermiers de la place (généralement les hommes d'affaires).
	-Kamandi -Lunyasenge -Kisaka	☐ Pêche illicite des alevins occasionnée par les militaires sur le lac Edouard
Masisi	-Kiorirwe -Burungu -Kichanga	☐ Construction dans le parc ☐ Destruction du parc des Virunga à l'Ouest par des congolais retournés du Rwanda ☐ A l'arrivée des étrangers rwandais et tanzaniens avec leurs bétails pour exploiter le PNVi comme ferme bovine et ovine ☐ Activités de carbonisation accélérée dans le PNVi à Kiorirwe par les mêmes personnes
	-Collectivité de Bahunde -Collectivité des Bashali -Collectivité de Katoyi -Collectivité de Oso/ Banyungu	☐ Feux de brousse exagérés ☐ Extermination des forêts à cause de l'implantation des fermes par des particuliers (grande nécessité d'un plan de reboisement). ☐ Exploitation artisanale de bois très accentuée (scieries) : vente des planches. Masisi est devenu le premier fournisseur des planches à l'arrivée alors qu'il n'a plus suffisamment de forêts et de boisements
Nyiragongo	-Flanc du Sud de Nyiragongo à Mudja, Rusayo	☐ Occupation de la forêt par la population Rwandaise, à ce jour plus de 20 Km ² déjà déforestés et tous les primates exterminés ; ☐ Braconnage à grande échelle ☐ feux de brousse incontrôlés.
	-Mwaro	☐ Destruction du couloir écologique ☐ Abattage des bois du couloir pour leur commercialisation au Rwanda ☐ Destruction de l'habitat naturel des gorilles des montagnes et de grands mammifères ; ☐ Campement des soldats rwandais dans le parc, d'où la difficulté de la population d'accéder aux ressources naturelles selon la réglementation.

TERRITOIRE	SITE FORESTIER	ETAT DE MENACE
Rutshuru	-Mwaro	☐ Destruction de la forêt par des sujets rwandais armés
	-Rugari	☐ Présence des militaires dans les forêts avec comme conséquence, l'implication communautaire insuffisante dans la conservation des forêts
	-Sarambwe	☐ Conflit opposant la population au PNVi
	-Vitshumbi	☐ Conflit opposant la population au PNVi ☐ Destruction des frayères du lac Edouard ☐ Insécurité dans le PNVi et sur le lac Edouard
	-Kabasha	☐ Occupation d'une partie du parc (± 100 ha) par la population voisine venue de Kanyabayonga et des environs
	-Tongo	☐ Destruction de l'habitat des chimpanzés par les fabricants de la braise (carbonisation)
Walikale	-Isangi -Hombo -Mpofi -Kalonge -Oninga	☐ Présence permanente des bandes armées dans les aires protégées caractérisées par une forte violation des droits de l'homme (PNKB) et de pillage des minerais. ☐ Braconnage, chasse des espèces animales et trafic illicite des trophées à l'étranger. ☐ Exploitation désordonnée des matières premières (pillage des ressources minières) avec forte destruction de l'environnement par des bandes armées nationales et étrangères à plusieurs endroits, devenus des principautés des propriétaires de carrés miniers

Source : Rapport final de l'atelier de participation de la Société Civile dans le processus de la mise en oeuvre du nouveau code forestier

b) Causes

Ces problèmes sont causés par :

- La mauvaise gestion des ressources forestières y compris les réserves forestières, les parcs nationaux et les domaines de chasse;
- Le manque d'éducation environnementale de la population;
- L'exploitation désordonnée des ressources forestières;
- La méconnaissance du régime forestier (code forestier);
- La présence des troupes armées dans le PNVi;
- Mauvaise application de la législation dans le domaine de l'environnement;
- La présence des interahamwe et autres bandes inciviques dans le parc;
- La pression démographique autour du parc et des réserves.

d) Objectif

Assurer une exploitation rationnelle et participative des ressources forestières.

c) Stratégies et actions prioritaires

Dans ce secteur les stratégies et actions recommandées sont les suivantes :

Stratégie 1 : Réhabilitation et protection de l'écosystème

- Réhabiliter les infrastructures des parcs nationaux et sauvegarder les réserves naturelles;
- Reboiser les aires dévastées en commençant par celles environnant le parc national des Virunga;
- Recenser les effectifs des espèces animales du PNVi;
- Déloger et désarmer les troupes armées du PNVi, du PNKB, du PNM et des autres réserves communautaires;
- Développer des énergies alternatives aux bois de chauffage et aux braises pour répondre aux besoins des ménages.

Stratégie 2 : Rationalisation de l'exploitation forestière

- Promouvoir les petits exploitants forestiers par l'octroi des micro-crédits;
- Encourager la transformation locale de bois à l'exportation;
- Stabiliser les peuples autochtones et populations riveraines dans la gestion des espaces forestiers;
- Promouvoir les activités alternatives de gestion autour des forêts.

Stratégie 3 : Education sur la protection environnementale

- Vulgariser le code forestier auprès des communautés de base et des exploitants forestiers;
- Pratiquer l'agroforesterie à l'échelle de la Province;
- Former davantage les cadres dans le domaine de l'environnement;
- Développer les projets de développement en faveur des populations riveraines des aires Protégées;
- Eriger une zone tampon tout autour des aires protégées;
- Initier les techniques de refoulement des bêtes.

4.2.2. SECTEUR DES MINES

a) Problèmes

- Exploitation incontrôlée des carrières minières par les artisans;
- Exploitation illicite des minerais et métaux précieux;
- Sous-exploitation des gisements du pyrochlore;
- Non-exploitation du gaz méthane et éventuellement du pétrole dans le bassin de la SEMULIKI;
- Tracasseries policières et militaires dans les carrières minières;
- Fraude minière;
- Utilisation des enfants dans les carrières minières;
- Absence des statistiques fiables sur la production et l'exportation des minerais.

b) Causes

- La non-vulgarisation du code minier;
- L'inefficacité de la Police de mines;
- Le faible rendement de l'agriculture avec des prix non-rémunérateurs des produits agricoles ;
- Le faible encadrement des hommes en uniformes;
- Le laxisme dans le contrôle des opérateurs économiques à l'exportation;
- Le climat généralisé d'insécurité qui ne peut garantir les investisseurs;
- Impunité ;
- Insécurité ;
- Existence des textes contradictoires dans la mise en application du code minier ;
- Absence des structures d'encadrement des artisans ;
- La pauvreté.

Il est à noter que ces causes sont presque toutes institutionnelles.

c) objectif

Assurer une capacité contributive du secteur aux revenus des ménages et aux finances publiques provinciales.

d) Stratégies

Pour remédier à cette situation dans le secteur, les stratégies ci-après doivent être développées :

Stratégie 1 : Promotion à l'investissement dans le secteur

- Vulgariser le code minier;
- Prendre des mesures incitatives d'attrait des investisseurs nationaux et étrangers pour le développement de l'exploitation industrielle du secteur (prospection et exploitation industrielle pour les gisements qui s'y appêtent);
- Octroyer des primes d'encouragement aux agents du secteur minier.

Stratégie 2 : Lutte contre l'exploitation illicite des ressources minières

- Renforcer les capacités de la police minière;
- Renforcer le contrôle à l'exportation et exiger les titres de commerce ainsi que le rapatriement du produit de l'exportation des substances minières;
- Rendre opérationnelle la structure d'encadrement des artisans des carrières minières ;
- Organiser le plaidoyer auprès des autorités militaires;
- Sensibiliser la population sur le danger d'utilisation des enfants dans les carrières minières.

Tableau N° 7 : Le potentiel productif minier par Territoire

MINERAIS	TERRITOIRES				
	Beni	Lubero	Rutshuru	Masisi	Walikale
1. Or	1	1	0	1	1
2. Argent	1	1	1	1	1
3. Monazite	1	1	0	0	1
4. Pyrochlore	1	0	1	0	0
5. Cassitérite	0	0	1	1	0
6. Columbo-tantalite	0	1	0	1	1
7. Wolframite	0	1	0	1	1
8. Zirconium	0	0	1	1	0
9. Phosphate	0	0	1	0	0
10. Diamant*	0	1	0	0	1
11. Tourmaline	0	0	0	0	1

1 : Présence * Indices

0 : Absence

Source : Division Provinciale des Mines

4.2.3. SECTEUR ENVIRONNEMENT et TOURISME

Le Nord-Kivu est une province touristique par excellence de par la diversité de la faune et de la flore, mais aussi son relief accidenté parsemé des lacs et des rivières.

Le Nord-Kivu est traversé par les monts Mitumba et couvert par la forêt équatoriale localisée sur les versants des monts précités.

Le Parc National des Virunga, patrimoine mondial, est inclus entièrement dans le Nord-Kivu tandis que les parcs de Maïko et Kahuzi-Biega sont à cheval entre la Province du Nord-Kivu et les Provinces Orientale et Sud-Kivu.

Encadré n° 11 : La conservation du Parc National des Virunga

Le Parc National des Virunga, le plus vieux d'Afrique, est un site de patrimoine mondial. Il est reconnu pour le niveau le plus élevé de diversité biologique sur le continent. Dans sa partie Sud, communément appelé secteur Mikenko, le massif des volcans éteints de Nyamulagira et Mikenko sont la dernière demeure pour plus de la moitié des gorilles de montagnes, espèce en voie de disparition, estimée à moins de 750 en 2003 ;

En dépit de 9 ans de conflits armés, la conservation des gorilles de montagne a été un succès (la population aurait augmenté de 16% depuis 1991), mais cela à un grand prix : il est reporté que 92 gardes de l'ICCN ont perdu leur vie en voulant protéger le Parc National des Virunga depuis la levée de la guerre en 1996.

En RDC, les recettes touristiques liées aux gorilles peuvent faire une importante contribution à la réduction de la pauvreté : la vision des gorilles représente l'activité la plus importante du secteur touristique au Congo, Rwanda et en Ouganda. Les recettes sur les permis gorilles à elle seule, ont fourni plus de 1 million de dollars en 2003, ce qui démontre l'importance des efforts de conservation de ce site.

Néanmoins, entre les mois de mai et juin 2004, cette forêt a subitement été envahie par des squatters à la frontière avec le Rwanda.

*Source : Cellule de Coordination des programmes de développement de la Commission
Euronéenne Est-RDC Rapport d'activité juin à décembre 2004*

a) Problèmes

- Braconnage ;
- Déboisement ;
- Spoliation des espaces du parc des Virunga par la population ;
- Surexploitation du lac Edouard ;
- Faible pourcentage du budget alloué au secteur de l'environnement et tourisme ;
- Non-fonctionnalité de l'ONT.

b) Causes

- Pauvreté
- La présence des milices étrangères dans les parcs ;
- Les différentes guerres ;
- Les conflits interethniques ;
- Insuffisance de terres arables pour la population riveraine du PNVi ;
- Absence des sources alternatives énergétiques ;
- Pression démographique autour du PNVi ;
- Dualité dans les attributions de l'ONT et la Division du Tourisme.

c) Objectif

Rentabiliser le potentiel touristique de la province.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Promotion des activités alternatives à l'utilisation des ressources naturelles

- Appuyer les projets de petits élevages et de l'agriculture immédiatement autour des parcs et aires protégées;
- Créer les réserves communautaires;
- Sensibiliser les populations sur le bien-fondé des parcs;
- Redéfinir les limites des parcs compte tenu de la pression démographique;

Stratégie 2 : Mise en place d'un programme provincial budgétisé de promotion du tourisme

- Plaidoyer en faveur de l'augmentation du budget du secteur environnement et tourisme ;
- Réhabiliter les infrastructures touristiques;
- Réactualiser la réglementation sur les domaines de chasse ;
- Organiser les activités synergétiques ;
- Renforcer les capacités des agents du secteur touristique;
- Réhabiliter les routes menant vers les sites touristiques ;
- Redéfinir les domaines de chasse.

Tableau N° 8 : Les grands sites touristiques du Nord-Kivu

N°	SITE	LOCALISATION	SPECIFICITES	DISTANCE DE GOMA	ALTITUDE
01	Nyiragongo	PNVI- SUD	Volcan actif	15 Km	3056 m
02	Nyamulagira	Idem	Idem	27 Km	3470 m
03	Bukima	Idem	Gorilles : (espèces beringei)	60 Km	-
04	Tongo	Idem	Chimpanzé	70 Km	-
05	Jomba	Idem	Gorilles	130 Km	-
06	Rutshuru	Rivière Rutshuru / Pieds du volcan Mikeno	Chute de la rivière Rutshuru	71 Km	-
07	Rwindi	PNVI - Centre	Grands mammifères	134 Km	
08	Ishango	PNVI - Nord	Crocodiles et paysages	-	-
09	Mutsora /Rwenzori	Idem	Neige éternelle	-	-
10	Mont Hoyo	Idem	Grottes et peuple autochtone	-	-
11	Yivugha	Collectivité de Baswagha	Chutes	-	-
12	Lopo	Idem	Idem	-	-
13	Lwavulanzira	Idem	Idem	-	-
14	Kabasha	PNVI	Escarpement	-	-
15	Mayi ya moto	PNVI	Eaux thermales	-	-
16	Réserve Communautaire de Tayna	Collectivité de Bamate	Gorilles et chimpanzés	-	-
17	Mont Lubwe	Collectivité de Baswaga	Relief		
18	Kyavinyonge	Lac Edouard	Plage des pêcheurs		
19	Vitshumbi	Idem	Idem		
20	Erubota	Mangurejipa	Grottes		
21	Maiko	Parc de Maiko	Okapi & Crocodiles		
21	Lac Noir	Goma/Buhimba	Lac		
22	Lac Vert	Goma	Lac		
23	Baie de Nzulo	Nzulo/Masisi	Baie sur le lac Kivu		
24	Lacs de Mokoto	Mokoto/Masisi	Lacs		
25	Parc de Kahuzi-Biega	Itebero/Walikale	Lions, Gorilles et Eléphants		
26	Réserve Communautaire de Itebero	Itebero / Walikale	Gorilles		
27	Réserve Communautaire d'Usala	Usala/ Walikale	Gorilles et grands mammifères		
28	Champ de laves	Goma	Pierres volcaniques		

Source : Division Provinciale du Tourisme et CREF

4.2.4. SECTEUR DE L'EMPLOI

a) Problèmes

- Taux élevé de chômage;
- Faible rémunération dans le secteur public et privé ;
- Faible mise en application de la politique en matière d'emploi.

b) Causes

Les causes qui sou-tendent cette situation sont les suivantes :

- La mauvaise gouvernance;
- L'environnement sécuritaire, réglementaire et juridique peu favorable à la création d'emploi;
- Le manque d'une politique de financement des unités de production par des institutions bancaires;
- Le contrôle peu efficace du secteur informel;
- Le clientélisme dans le recrutement ;
- La faible production énergétique.
- l'abandon et la destruction des unités de production consécutives à la zairianisation, aux troubles interethniques et aux guerres ;
- la banqueroute de l'Etat congolais ;
- La faible productivité du secteur primaire doublé d'un manque d'unités de transformation pouvant assurer un emploi salarié ;
- la faiblesse du secteur de transformation liée à celle du secteur privé plus tourné vers le commerce ;
- La présence d'un environnement sécuritaire, réglementaire et juridique peu favorable au développement des affaires et peu incitatif pour la création des unités de production pourvoyeuses d'emplois salariés et celles d'un système bancaire et financier incapable d'accompagner un secteur de production privé dynamique et créatrice d'emplois ;
- La présence d'un secteur secondaire privé embryonnaire et d'un secteur de petit commerce très informel et trop familiale
- La mauvaise affectation des ressources humaines, source d'un chômage déguisé et d'un gaspillage des talents;
- la faible protection légale des travailleurs, le travail des mineurs (enfants) et la précarité de l'emploi;
- L'inertie des syndicats des travailleurs;
- Insuffisance de la production et distribution de l'électricité pour faire fonctionner les ateliers, les usines et/ou les entreprises.

c) Objectif

Promouvoir les conditions propices à la création d'emplois décents afin de résorber le chômage d'au moins la moitié.

d) Stratégies et actions prioritaires

Pour développer l'emploi et résorber le chômage, les stratégies suivantes sont à développer dans différents secteurs :

Stratégie 1 : Réformes structurelles dans le secteur public

- Mettre en œuvre une bonne politique administrative et une utilisation rationnelle de ces ressources en vue d'accroître la valeur ajoutée de l'administration publique;
- Privatiser les entreprises publiques non-performantes;
- Renforcer les capacités pour promouvoir et améliorer la qualité de l'offre des ressources Humaines ou des services.

Stratégie 2 : Appui et encadrement des initiatives du secteur privé

- Payer la dette intérieure pour relancer les activités des entreprises privées;
- Développer les industries de transformation particulièrement celles des filières agro-alimentaires, pastorales et forestières.
- Intégrer et diversifier les secteurs de la production agropastorale secondaire et des services en prenant des mesures macroéconomiques et structurelles appropriées qui évitent leur dualisation et favorisent l'augmentation de la valeur ajoutée de la production locale.
- Encadrer l'exploitation minière artisanale et développer l'exploitation industrielle de pyrochlore, du gaz méthane et autres ressources minérales industriellement exploitables.

Stratégie 3 : Améliorer l'environnement physique propice à la création d'emploi

- Adapter la législation économique, sociale et la fiscalité aux réalités économiques du pays;
- Aménager des microcentrales hydroélectriques en milieux ruraux;
- Améliorer les infrastructures pro-croissances;
- Inaugurer une politique d'octroi de micro-crédit orientée dans les secteurs de production et de création d'emploi;
- Accorder un appui institutionnel et financier au secteur informel qui occupe aujourd'hui 80% de la population actuelle.

4.2.5. SECTEUR DE L'INDUSTRIE ET ARTISANAT

a) Problèmes

- Délabrement croissant du tissu industriel de la Province (la contribution de ce secteur au PIB provincial est estimée à 3,1% contre 42,4% pour le commerce);
- Insuffisance des industries de production et de transformation.

Il est à remarquer la quasi inexistence de l'industrie manufacturière en dehors de l'agro-industrie.

b) Causes : Parmi les diverses causes on peut citer :

- L'instabilité politique (pillage, guerres et insécurité généralisée);
- La fiscalité non-incitative due à la mauvaise gouvernance;
- L'insuffisance ou l'absence d'énergie électrique;
- La problématique d'accès aux consommations intermédiaires importées pour l'industrie manufacturière;
- La multiplicité des taxes.

c) Objectif

Augmenter la valeur ajoutée de la production locale pour la transformation manufacturière des intrants locaux.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie.1 : Diffusion de l'information sur les potentialités industrielles de la Province et les opportunités qui s'offrent dans le secteur

- Mener une étude prospective de l'industrialisation de la province et en diffuser les résultats;
- Vulgariser le nouveau code des investissements à l'adresse des opérateurs économiques nationaux et étrangers via les associations patronales (FEC, COPEMECO) ;
- Etablir une cartographie industrielle de la Province et en assurer large diffusion;
- Capitaliser les expériences reçues en matières d'industrialisation dans la Province ;
- Faire appliquer le règlement en matière de taxation ;
- Harmoniser les différents textes ministériels en matières des taxes ;
- Faciliter le contact entre les opérateurs nationaux et les fournisseurs des équipements industriels étrangers ;
- Aider les opérateurs économiques de la Province à passer au niveau du commerce de traite vers les activités industrielles à rentabilité très élevée au niveau du secteur formel ;
- Redynamiser les institutions financières de développement (BDEGL, SOFIDE, BIC, BIAC) et créer de nouvelles autres de taille.

Stratégie. 2. Appui à l'initiative privée dans le secteur de l'industrie et de l'artisanat.

- Réhabiliter et renforcer d'abord les sources d'énergies électriques existantes en commençant par la réparation de la turbine Ruzizi II pour Goma et la finalisation des travaux de construction de la centrale Ivugha pour Butembo;
- Mettre en valeur les sites à potentialités hydroélectriques suffisantes;
- Renforcer les capacités du Fonds de Promotion de l'Industrie en faveur du crédit à la production industrielle et artisanale;
- Accorder des crédits pour la réhabilitation des agro-industries ayant fermé ou en veilleuse (ONC/Goma, laiterie/Lubero...).

4.2.6 SECTEUR DE L'EPARGNE ET CREDIT

a) Problèmes.

- La capacité d'épargne en province du Nord-Kivu est faible;
- L'accès au crédit est difficile.

b) Causes

- L'insuffisance de la production et partant, du revenu;
- La paralysie des activités génératrices de revenu consécutive à l'insécurité et aux pillages;
- L'insuffisance des structures de collecte d'épargne;
- La non-rémunération des dépôts par les institutions financières;
- La dépréciation continue de la monnaie;
- La faible culture de l'épargne par la population;
- La présence des tontines pyramidales.

c) Objectif

Augmenter l'épargne et offrir des opportunités d'octroi de crédits à la production et à la consommation.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie. 1 : Augmentation de la production.

- Octroyer des micro-crédits à la production ;
- Sensibiliser la population sur l'importance de l'épargne ;
- Installer des caisses villageoises dans l'optique des mutuelles de solidarité (MUSO).

Stratégie. 2 : Renforcement des capacités des structures d'épargne et de Crédit

- Allouer une ligne de crédit aux IMF et aux coopératives d'épargne et de crédit;
- Alléger les formalités administratives pour l'épargne et le crédit;
- Réduire le taux d'intérêt;
- Eduquer les membres des coopératives d'épargne et de crédit sur l'épargne et l'emploi du crédit.

4.3. REHABILITATION ET CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE

4.3.1. Infrastructures de transport et communication

a) Problème

Le Nord-Kivu reste plus attaché aux pays voisins qu'au reste du pays à cause de l'impraticabilité des routes de desserte agricoles, d'intérêt régional et national. Le manque de transport en commun décent et l'insuffisance de réseaux de télécommunication et des radios communautaires en milieu rural constituent les problèmes majeurs auxquels le Nord-Kivu est confronté en matière de transport et de communication.

Tableau N° 9 : Réseau routier de la Province du Nord- Kivu en janvier 2005

CLASSE	DENOMINATION DU TRONCON	LONGUEUR (en Km)	ETAT DU RESEAU en %			
			Très bon	Bon	Moyen	Mauvais
RN2	Goma - Sake	26	100%	-	-	-
RN2	Sake - Bweremana (limite) Prov. Sud-Kivu	21	-	90%	10%	-
RN2	Goma - Kabasha (pi 144)	144	-	63%	37%	10%
RN2	Kabasha-Butembo-Beni	228	-	87%	13%	-
RN3	Walikale -Hombo	107	-	-	-	100%
RN3	Walikale - Osso (Limite Province Maniema)	111	71%	-	29%	-
RN4	Beni-Kasindi (limite République Ouganda)	80	-	33%	37%	30%
RN4	Beni - Eringeti (limite Province Orientale)	55	-	18%	51%	31%
RN28	Rutshuru-Bunagana-Jomba (Limite frontière Ouganda)	27	-	100%	-	-
RN44	Beni-Mangina (Limite Province Orientale)	30	-	33%	50%	17%
RPI529	Sake - Masisi - Walikale	213	-	55%	8%	37%
RPI530	Sake - Mwesso -Kanyabayonga	176	-	57%	43%	-
RPII 532	Katondi-Masereka-Kyondo-Bunyuka-Butembo	120	-	8%	50%	32%
PPI539	Lubero-Luotu-Katwa (Butembo)	64	-	-	47%	53%
RPI533	Butembo-Biambwe-Manguregipa	95	-	32%	32%	36%
PP535	Rutshuru-Ishasha (limite frontalière avec l'Ouganda)	63	-	67%	30%	3%
RPII	Mbau-Kamango (limite avec l'Ouganda)	74	-	-	-	100%
	TOTAL EN KM	1.634	26	757	393	460
	EN %	100%	2%	46%	24%	28%

Légende : RN = Route Nationale, RP = Route Provinciale Prioritaire I, II.

Source : Direction Office de Route Nord-Kivu, Rapport janvier 2005.

Tableau N°10 : Répertoire des Sociétés de Télécommunication au Nord-Kivu

N°	Dénomination	Localisation
1.	CELTEL	Goma, Beni, Butembo, Lubero, Rutshuru, Oïcha
2.	VODACOM	Goma, Rutshuru, Lubero, Butembo, Beni
3.	SUPERCEL	Goma, Masisi, Rutshuru
4.	CONGOCEL (ex-Télécel)	Goma

b) Causes

Les causes sont entre autres : la mauvaise gouvernance, l'insécurité, l'abandon des unités de production rurale, la mauvaise gestion des recettes de péage route et le non-paiement des cantonniers.

c) Objectifs

- Satisfaire les besoins des populations en transport à des prix compétitifs.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Renforcement des capacités d'intervention des services

- Redynamiser la Direction des Voies de Dessertes Agricoles (DVDA), l'Office des Routes et l'Office des Voiries et Drainage ;
- Doter la DVDA et l'Office des Routes des équipements nécessaires pour le travail;
- Restituer la gestion du péage route à son initiateur pour permettre à la FEC de poursuivre son but d'entretenir les routes de desserte agricole afin d'assurer la circulation des personnes et des biens;
- Décentraliser le financement de l'entretien des routes au niveau de la Province ;
- Asphalter les routes d'intérêt international, national;
- Moderniser le port et l'aéroport de Goma et construire un aérodrome à Walikale.

Stratégie 2 : Réhabilitation des infrastructures routières, lacustres et portuaires

- Baliser le lac Kivu pour une longueur de 105 Km de traversée et les quais;
- Mettre en place un système de cantonnement et de maintenance des routes;
- Réhabiliter la piste de l'aéroport international de Goma;
- Organiser une police de contrôle au port et réglementer le processus du montage et de la construction des bateaux sur le lac Kivu et le lac Edouard.

4.3.2. INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES

Le secteur de l'énergie est caractérisé par un paradoxe: la Province est dotée d'abondantes ressources (rivières, lacs,...) mais reste dépendante de la Ruzizi de Bukavu. La consommation est parmi les plus faibles de la planète. L'accès à l'énergie renouvelable reste difficile pour les populations rurales voire même urbaines. Ceci se manifeste par la non-électrification des villages, quartiers et communes et l'utilisation à 98 % de bois de chauffe contre 2% pour le pétrole.

b) Causes

Les causes relevées dans ce secteur sont entre autres l'inexistence des centres hydroélectriques ; le déboisement anarchique.

c) Objectif

Capitaliser le potentiel énergétique existant par la construction des infrastructures adéquates.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Mise en place d'un programme d'électrification à base des micro-centrales hydro-électriques

- Installer des centrales hydroélectriques sur les sites déjà identifiés ;
- Elargir la couverture des zones électrifiées.
- Interconnecter les réseaux des micro-centrales partout où c'est réalisable ;
- Relancer le projet d'exploitation commune (RD Congo-Rwanda) du gaz méthane du lac Kivu ainsi que d'autres sources d'énergie.

Stratégie 2 : Diversification des sources énergétiques

- Elaborer et mettre en oeuvre un programme de reboisement ;
- Exploiter l'énergie hydroélectrique, solaire, biogaz et éolienne;

Tableau N° 11 : Identification et localisation des chutes potentielles pour l'hydroélectricité en Province du Nord-Kivu

N°	SITES	PUISSANCES EN MW	RIVIERES	OBSERVATIONS
01.	LUBERO			
02.	MUGOMBA	40	LUHOLU	Non étudié
03.	LWAVULANZIRA	0,7	LUHOLU	Non étudié
04.	MUTONDI	25	TALIHA SUD	Non étudié
05.	LUBEOR	1,7	LUBERO	Non étudié
06.	MAKOVALUPO	12	LUKWALIRA II	Non étudié
07.	VUTOVO	4	MUSAKA II	Non étudié
08.	MULO	4	BUKANO	Non étudié
09.	LUONGO LAC	5	TSOKA	Non étudié
10.	KAVATEGHESA	2	KAVATEGHESA	Non étudié
11.	KASONGWERE	1	LUEVE II	Non étudié
12.	KANYUNGU	1	LUEVE II	Non étudié
13.	IVUGHA	3	MUSUSA II	Non étudié
13.	LEND A	3	LEND A	Etudié
14.	BENI			
15.	SEMLIKI I	28	SEMULIKI	Non étudié
16.	SEMLIKI II	28	SEMULIKI	Non étudié
17.	RWENZORI I	6	LISILUBE	Non étudié
18.	RWENZORI II	7,5	BUTAU	Etudié
19.	KISALALA	7,5	LOHULO	Non étudié
20.	KIHUMA	3	MUKO	Non étudié
21.	KAJITOLEA	5	TALO	Non étudié
22.	BUTWANDE	3	VINONO	Non étudié
23.	VUSOKOLI	3,5	LULA	Non étudié
24.	KIVUWE	7	KARURUMA	Non étudié
25.	ISONGO	10	ISONGO	Non étudié
26.	KIAVISALE	0,7	NZELIPE	Non étudié
27.	KAHONDO	10	HERA	Non étudié
28.	KALUNGUTA	14	VIKONO	Non étudié
29.	KIKOLOKOLO	1	KIKOLOKOLO	Non étudié
29.	MALESE	1	ISUNGA	Non étudié
	TOTAL II	79,2		
	TOTAL I + II	199,6		
30.	RUTSHURU			
31.	FUKU	0,3	FUKU	Non étudié
32.	RUTSHURU I	0,4	RUTSHURU	Non étudié
32.	RUTSHURU II	5	RUTSHURU	Etudié
	TOTAL III	5,7		
33.	MASISI			
34.	NGINGWE	3	MWESO	Non étudié
35.	BINZA	5	MWESO	Non étudié
36.	NYAKISUMA	1,2	NYAKISUMA	Non étudié
37.	OSSO	3	OSSO	Non étudié
38.	KINIGA	-	KINIGO	Non étudié
39.	KYAVONDO	-	KYAVONDO	Non étudié
40.	SHASHA	-	SHASHA	Non étudié
40.	KANOKI	-	OFAMANDU	Non étudié
	TOTAL IV	12,7		
N°	SITES	PUISSANCES EN MW	RIVIERES	OBSERVATIONS
41.	WALIKALE			
42.	OSOKARI	-	OSOKARI	Non étudié
43.	ULIRU	-	ULIRU	Non étudié
44.	KUYA	-	KUYA	Non étudié
45.	CHABAKUNGA	-	CHABAKUNGA	Non étudié
46.	NGUBA	-	NGUBA	Non étudié
47.	CHAMBASHA	-	CHAMBASHA	Non étudié
48.	MWESO	-	MWESO	Non étudié
49.	OSSO	-	OSSO	Non étudié
50.	BIRUTU	-	BIRUTU	Non étudié
50.	LUSHAMBE	-	LUSHAMBE	Non étudié
	TOTAL V			
	TOTAL GENERAL	217,50		

Source : Profil Economique du Nord-Kivu, Division Provinciale du Plan

4.3.3. INFRASTRUCTURES SOCIALES

a) Problèmes

La détérioration et l'insuffisance des infrastructures sociales constituent le problème dans ce domaine.

b) Causes

Les quelques causes identifiées sont : les guerres, la mauvaise gouvernance, le manque d'entretien.

c) Objectifs : Disposer des infrastructures sociales réhabilitées avec construction de nouvelles autres en complément

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie : Réhabilitation et reconstruction des infrastructures sociales

- Réfectionner et construire les formations médicales;
- Réfectionner et construire les écoles;
- Fournir des équipements et matériels spécifiques aux infrastructures sociales réfectionnées;
- Réfectionner, construire et entretenir les Centres Sociaux et d'Encadrement des personnes vulnérables (vieillards, enfants de la rue, enfants abandonnés, femmes violées, ...);
- Construire des maisons de rééducation pour les mineurs;
- Renforcer les capacités des services sociaux (formation, ..).

4.4. RENFORCEMENT DU PROGRAMME DEVELOPPEMENT HUMAIN

4.4.1. Secteur Santé

a) Problème

Le principal problème du secteur santé au Nord-Kivu est celui d'accessibilité de la population aux soins de santé de qualité, le taux d'accessibilité étant de 140/1000.

b) Causes

- Les causes de cette situation sont principalement : le sous-équipement en matériel et en personnel, réparti inévitablement sur le territoire provincial, faible fréquentation du réseau de santé pour l'ensemble de la Province suite au revenu très bas des populations et face aux coûts élevés des services de la santé ; l'insuffisance en équipements, en médicaments et parfois en personnel de spécialité. Si apparemment on pouvait croire que le nombre de centres de santé est suffisant, il se fait que certains le sont par le bâtiment et sont non-opérationnels.

c) Stratégies et actions prioritaires

Pour faire face à cette situation, les axes stratégiques et actions suivantes sont proposées :

Stratégie 1 : Renforcement des services médicaux au sein des formations médicales

- Recycler et/ou former les agents de santé;
- Ouvrir et promouvoir les sections de spécialisation en médecine qui fait défaut dans les formations médicales;
- Restaurer la médecine scolaire;
- Renforcer les institutions d'enseignement de la santé;
- Organiser des formations connexes telle la maintenance technique dans la chirurgie;
- Impliquer fortement les confessions religieuses dans la sensibilisation sur la prévention des maladies.

Stratégie 2 : Equipement des formations médicales

- Equiper les centres de santé et hôpitaux de référence ;

Stratégie 3 : Promotion de la médecine préventive

- Organiser des émissions à la radio et à la télévision pour l'hygiène et la prévention des maladies ;
- Renforcer la surveillance épidémiologique et le Programme Elargi de Vaccination.

Stratégie 4 : Promotion de la médecine naturelle

- Identifier et structurer les herboristes;
- Créer un cadre de concertation pour échange d'expérience entre la médecine moderne et la médecine naturelle;
- Identifier et vulgariser les espèces médicales;
- Renforcer les capacités des herboristes.

Encadré N° 9 : Situation sanitaire au Nord-Kivu

Un médecin pour 41351 personnes contre 1/10 000 selon les normes de l'OMS ;

Le taux de prévalence du VIH / SIDA s'élève à 5,4 % contre 5 % pour le pays. La tranche d'âge la plus touchée se situe entre 24 et 35 ans ;

La résurgence de la rougeole dans le Nord-Kivu : 838 cas observés en 2003 et 45 décès.

La malnutrition sévère des enfants de moins de 5 ans a provoqué la mort de 162 enfants contre 15 007 cas observés. 140 enfants sur 1 000 meurent avant l'âge de 1 an et 237 sur 1 000 meurent à l'âge de 5 ans, selon MICS2.

La mortalité maternelle est préoccupante et constitue sans doute l'une de plus élevées de l'Afrique et du monde : pour 100 000 naissances vivantes, 1289 femmes meurent de suite de la grossesse ou à l'accouchement.

Quotient de mortalité infantile (Nord-Kivu) : 140

Quotient de mortalité infanto-juvénile (Nord-Kivu) : 237

Source : MICS2

Stratégie 5 : Lutte contre la mortalité maternelle

- Renforcer la sensibilisation sur la nécessité du planning familial à l'adresse des communautés et à travers les relais de santé communautaire;
- Aménager les maternités à travers les zones de santé ;
- Equiper en kit de santé de reproduction les formations médicales de la Province et toutes les maternités;
- Renforcer les capacités de l'IPS dans la coordination des activités de santé de reproduction.

4.4.2. Secteur nutrition

La malnutrition émacie certaines catégories des populations dans la Province.

a) Causes

- Faible production agricole et ignorance sur la diététique;
- Naissances rapprochées, rejet des enfants par les filles-mères, vol et pillage des récoltes, insécurité, alcoolisme, déplacement continu de la population.

Tableau N° 12 : Déficit alimentaire

N°	Spéculation	Estimation des besoins (T)	Production 2002 (T)	EcartTonnes	%
01	Manioc	973 534	418 101	-555 433	-57
02	Maïs	44 858	49 097	+4 239	+9,4
03	Haricot	51 003	68 933	+17 930	+35
04	Riz paddy	34 835	25 050	-9 785	-28
05	Arachide	14 809	8 390	-6 419	-43,3
06	Banane	560 280	563 375	+3 095	+0,5
07	Patate douce	98 507	27 214	-71 293	-72
08	Pomme de terre	82 087	55 687	-26 400	-0,32
09	Viande	29 369	8 379	-20 990	-71,5
10	Poisson	48 232	8 106	40 126	-83

Sources : -IPAPEL (Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage/Nord-Kivu)
-SNSA (service National des Statistiques Agricoles, Coordination Nord-Kivu)

b) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Promotion de l'éducation nutritionnelle

- Sensibiliser la population sur le principe nutritionnel ;
- Structurer les associations d'encadrement à la base en matière de nutrition;

Stratégie 2 : Production des micro-nutriments

- Vulgariser les semences maraîchères et l'élevage des animaux de la basse cours (lapins, cobayes, poules, canards, dindons) au niveau des ménages individuels.

Stratégie 3 : Plaidoirie pour l'accès à la terre par les plus démunis

- Mobiliser les grands fermiers et les grands propriétaires terriens à concéder à moindre prix des lopins de terres aux voisins pauvres résidant à la périphérie de leurs concessions.

4.4.3. Thème VIH/SIDA

a) Problème

Le taux élevé de la prévalence du VIH/SIDA estimé à 5,8% dans la seule ville de Goma est préoccupant. Ceci se manifeste par le nombre élevé des orphelins, le taux de mortalité élevé, l'espérance de vie réduite, l'exposition à des maladies opportunistes, etc....

b) Causes

Entre autres causes, on relève les viols des femmes et des filles par les bandes armées, peu ou pas d'information sur le VIH/SIDA, prostitution, peur de se faire dépister.

c) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Communication pour un changement de comportement dans la communauté

- Sensibiliser les couples en matière de PTME;
- Appuyer la création des clubs anti-SIDA dans les milieux des jeunes;
- Implanter les centres d'information sur le VIH/SIDA;
- Intégrer le programme de VIH/SIDA dans l'enseignement secondaire/universitaire;
- Faire voter une loi au Parlement pour les sanctions particulières contre les violences sexuelles.

Stratégie 2 : Prise en charge des P.V.V et des P.A.

- Faciliter l'accès des P.V.V aux Antiretro-Viraux;
- Assurer la prise en charge des orphelins de SIDA;
- Approvisionner les Centres de Santé en anti-rétroviraux;
- Implanter les CDVA dans les milieux ruraux et urbains;
- Mettre en place un cadre juridique protecteur des PVV.

Stratégie 3 : Promotion du dialogue entre parents et enfants sur la sécurité responsable

- Entretenir le dialogue entre parents et enfants sur la sexualité responsable;
- Vulgariser et disponibiliser les préservatifs.

4.4.4 Secteur éducation

a) Problèmes

- Le faible taux de scolarisation au niveau primaire et le taux très élevé d'analphabétisme dans la population, constituent les problèmes majeurs dans ce secteur. A cela s'ajoute l'insuffisance d'infrastructures et la sous-qualification des enseignants.

Tableau N° 13 : Evolution des paramètres scolaires au Nord-Kivu

A. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

N°	Paramètres	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
1	Nombre d'écoles	1 799	1 935	2 115	1486
2	Nombre de classes	12 622	13 213	13 692	11 574
3	Nombre d'élèves	425 729	450 874	497 674	446 571
4	Nombre de filles	175 893	184 895	209 024	187 322
5	% filles	41,3	41	42	41,9
6	Nombre d'enseignants	16 115	17 127	17 453	11 731
7	Nombre : élèves/enseignant				
8	Nombre : élèves/classe				
9	Enfants scolarisables	928 057	955 912	984 589	966 980
10	% scolarisation 6 à 14 ans	45	47,1	50,5	46,2
11	Nombre élèves/école (taille moyenne)				
12	Couverture nombre Km ² /école				
13	Rayon d'une école en Km				

Source : Division Provinciale de l'EPSP/Nord-Kivu, rapports annuels 2000, 2001, 2002, 2003.

B. L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

N°	Paramètres	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
1	Nombre d'écoles	480	519	538	541	596	715
2	Nombre de classes	3 321	3 633	3 766	3787	3 755	4 848
3	Nombre d'élèves	82 708	63 557	66 099	96 119	99 426	120 181
4	Nombre de filles	31 763	26 406	27 726	29 112	43 703	46 278
5	% filles	38,4 %	41,5	41,9	30,2	43,9	38,5
6	Nombre d'enseignants	5 835	5449	5 649	5 680	5 894	7 594
7	Nombre : élèves/enseignant	14	12	14	17	17	16
8	Nombre : élèves/classe	25	17	18	25	26	25
9	Enfants scolarisables 13 à 20 ans	598 579					
10	% scolarisation	28%					
11	Nombre élèves/école	172	122	123	178	166	168
12	Couverture nombre Km ² /école	124	114,6	110,5	109,9	99,8	83,2
13	Rayon d'une école en Km	6,3					

Source : Division Provinciale de l'EPSP/Nord-Kivu, rapports annuels 2000, 2001, 2002, 2003.

b) Causes

Les causes sont entre autres: l'insuffisance de l'offre éducative: faiblesse du revenu des parents, la faible importance accordée par les parents à l'éducation des filles, le délabrement des infrastructures scolaires, l'accessibilité géographique difficile des écoles, l'insécurité dans les milieux ruraux, le déplacement continu des parents, l'insuffisance de laboratoires, bibliothèques pour l'ESURS.

La démission de l'Etat de ses responsabilités de prise en charge de l'enseignement fondamental des enfants au respect de la convention relative aux droits de l'enfant (CDE), s'ajoute aux causes précitées.

c) Objectif

Augmenter le taux de scolarisation en tenant compte de l'équilibre entre filles et garçons.

d) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Renforcement des capacités institutionnelles et humaines

- Réhabiliter et équiper les infrastructures scolaires et universitaires détruits par la guerre ;
- Améliorer les conditions salariales des enseignants : appliquer le barème de Mbudi ;
- Former et recycler les enseignants ;
- Equiper les Etablissements d'ESURS en bibliothèques et laboratoires ;
- Affecter un budget approprié à l'EPSP par le pouvoir central.

Stratégie 2 : Promotion de l'éducation pour tous

- Mettre sur pied des mécanismes d'incitation à la scolarisation des filles ;
- Créer les mutuelles scolaires ;
- Equiper les écoles affectées par les guerres ;
- Appliquer l'enseignement gratuit au niveau de l'enseignement primaire conformément aux OMD.

4.4.5. Secteur Protection sociale des groupes vulnérables

a) Problème

Le problème préoccupant est celui de l'accessibilité des personnes vulnérables aux services sociaux de base et à la jouissance des droits fondamentaux. Il s'ajoute à cela l'insuffisance de maîtrise des données démographiques qui pouvaient mieux renseigner sur les effectifs des populations dans leurs différentes catégories sociales à protéger.

b) Causes

Quelques causes qui justifient cette situation sont les faibles capacités d'intervention de la Division Provinciale des Affaires Sociales, l'absence d'une stratégie provinciale d'encadrement de certains groupes vulnérables spécifiques notamment les enfants en situation difficile, l'absence des mécanismes de gestion communautaire des risques sociaux, l'absence de coordination des interventions des publics et privées en faveur des personnes vulnérables, etc.

Le contexte politique et socio-économique caractérisé par l'insécurité et les conflits ethniques ne favorisent pas l'émergence des initiatives communautaires en faveur de prise en charge des vulnérables. On peut également ajouter le décès des parents pour les enfants et le faible revenu.

c) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Application des dispositions légales et réglementaires de protection et de promotion des groupes vulnérables

- Assurer la sécurité alimentaire et sanitaire des groupes vulnérables;
- Intégrer dans le droit pénal une réglementation sur l'accusation de sorcellerie
- Surveiller le mécanisme de suivi des personnes à haut risque;
- Mettre en place des filets de sécurité en faveur des groupes vulnérables;
- Mettre en place un observatoire de protection sociale et des conditions de vie de groupes vulnérables au niveau provincial.

Stratégie 2 :

- **Renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la protection sociale des groupes vulnérables.**
- Constituer une banque des données sur les groupes vulnérables dans la Province ;
- Doter les services provinciaux des affaires sociales et de la condiffa des facilités matérielles et financières nécessaires pour l'encadrement des vulnérables.

Stratégie 3 : Appui aux initiatives communautaires relatives à la prise en charge des personnes vulnérables

- Appuyer les initiatives de prise en charge communautaire des groupes vulnérables;
- Préparer et encadrer les jeunes pour leur garantir une vie plus créatrice, plus productive et leur permettre d'assurer leurs responsabilités futures de citoyen;
- Désarmer et démobiliser et réinsérer les enfants associés aux groupes et forces armées.

Stratégie 4 : Intégration des questions des populations dans les programmes sectoriels et suivi des mouvements des populations

- Renforcer les capacités opérationnelles de travaux des populations au niveau des entités administratives, de l'INS et du Plan;
- Former les cadres de la Province en collecte, analyse et traitement des données démographiques;
- Opérationnaliser les mécanismes de suivi de l'intégration des variables démographiques dans les programmes de développement;
- Appuyer la Division du Plan, de l'Intérieur et l'INS dans la collecte, l'analyse, le traitement et la diffusion des données des populations;
- Plaider pour organiser le recensement général par habitant.

4.4.6. Secteur Culture et Technologie de l'information et communication

a) Problème

Le principal problème dans le secteur de culture et technologie de l'information et communication au Nord-Kivu est la crise d'information et de communication.

b) Causes

Les causes sont principalement :

- Le manque ou l'insuffisance des canaux d'information (Radio, Journaux, Bibliothèques, etc) et de communication (Téléphone cellulaire, Phonie, Fax, Réseau Internet, etc).
- La culture de l'écoute des rumeurs de et dans la rue

c) Stratégies et actions prioritaires

Stratégie 1 : Rapprocher le service de Poste aux bénéficiaires :

- Installer le Service de Poste dans les grandes Cités de la Province ;
- Restaurer le service de distribution à domicile des courriers ;
- Etendre le réseau Internet dans les grandes Cités de la Province.

Stratégie 2 : Adoption du pluralisme médiatique

- Assouplir la procédure d'ouverture d'un périodique et des radios communautaires ;
- Installer des imprimeries à travers toute la Province dans les grandes Cités ;
- Animer des émissions radiodiffusées propres aux enfants dans les différentes radios ;
- Produire et diffuser des périodiques propres aux enfants ;
- Installer des bibliothèques dans les grandes Cités, Ecoles et Universités ;
- Subventionner la presse tant privée que publique ;
- Appuyer les troupes théâtrales dans la communication pour changement de comportement.

Stratégie 3 : Renforcement des capacités des organes de Poste et télécommunication et Presse

- Former et recycler les journalistes en techniques de communication ;
- Payer régulièrement un salaire décent aux journalistes et aux agents de la Poste.
- Fournir les équipements de travail.

Tableau N° 14 : Répertoire des émetteurs radios et télévisions au Nord-Kivu

N°	DENOMINATION	LOCALISATION	GESTIONNAIRE
01	RTNC	Goma	Etat
02	Radio Grands Lacs Pleine Evangile	Goma	Eglise MJCN
03	Radio OKAPI	Goma	MONUC
04	Radio MUUNGANO	Beni	Communautaire
05	Radio MOTO	Beni	Eglise catholique
06	Radio FEC	Butembo	FEC
07	Radio EVECHE	Butembo	Eglise Catholique
08	Radio VULUMBI	Butembo	CBCA
09	Radio Communautaire Lubero	Kirumba/Sud-Lubero	Communautaire
10	Radio KAYNA	Kayna/Sud-Lubero	Communautaire
11	Radio-Télé Graben	Beni	Privé
12	Radio-Télé Graben	Butembo	Privé
13	Radio KASUGHO	Kasugho	Communautaire
14	Radio RWESE	Lukanga	Communautaire
15	Radio COQ DU VILLAGE	Luofu	Communautaire
16	Radio Rurale KANYABAYONGA	Kanyabayonga	Communautaire
17	Radio Sauti ya Injili	Goma	Eglise Protestante
18	Radio la Colombe	Goma	Privée

4.4.7. Secteur cadre de vie (habitat, eau, assainissement)

a) Problèmes

La précarité de l'habitat, l'accès difficile à l'eau potable et les mauvaises conditions d'hygiène du milieu sont les grands problèmes identifiés.

b) Causes

Parmi les causes de ce problème, on peut citer : les faibles revenus ; les déplacements continuels de la population ; la destruction et l'inexistence des sources aménagées ; l'insuffisance d'adduction d'eau ; l'éloignement des points d'approvisionnement en eau potable ; la mauvaise prestation des services par la REGIDESO ; l'ignorance des notions d'hygiène par les populations.

c) Objectif : Avoir un habitat décent pour chaque ménage avec accès facile à l'eau et vivre dans un environnement sain

d) Stratégies et actions prioritaires

Pour résoudre le problème de ce secteur, les stratégies ci-après seront développées :

Stratégie 1 : Promotion d'une bonne politique de l'habitat;

- Appuyer les populations retournées après la guerre pour la reconstruction de leurs habitations ;
Accorder des micro-crédits aux mutuelles des auto-constructeurs.

Stratégie2 : Adduction d'eau, aménagement des sources et forage des puits

- Mener des études de prospection pour l'adduction d'eau à travers la Province.
- Aménager des sources d'eau potables.

Stratégie 3 : Assainissement de l'habitat

- Créer des brigades d'assainissement dans chaque quartier;
- Réhabiliter, construire des bâtiments et des monuments d'intérêt public.

4.4.8. Thème Genre

a) Problème

- La marginalisation de la femme sur le plan social, économique, politique et coutumier demeure le problème qui caractérise les inégalités du genre au Nord - Kivu;
- Le conflit des complexes (de supériorité et d'infériorité) ne permet pas à l'un ni à l'autre de jouer valablement son rôle;
- L'incompréhension du concept « genre » ne favorise pas la vision du développement humain dont la finalité est d'instaurer l'équité et l'égalité de deux sexes entre les femmes et les hommes.

A cela s'ajoute l'insécurité accompagnée de viols faits aux femmes qui les réduisent impuissantes.

Tableau N° 15 : La femme dans les institutions au Nord-Kivu

N°	INSTITUTIONS	TOTAL	HOMMES	FEMMES	%
1.	Sénat				
2.	Assemblée Générale				
3.	Gouvernement				
4.	Exécutif Provincial	3	3	0	0
5.	Maires de villes de Goma, Butembo et Beni	3	3	0	0
6.	Administrateurs du Territoires	34	34	0	0
7.	Bourgmestres Goma, Beni et Butembo	27	27	0	0
8.	Magistrats				
9.	Chefs de Divisions Provinciales	35	32	3	9,3
10.	Agents et Fonctionnaires de l'Etat	4.170	3.657	513	
11.	Direction des Impôts	452	325	127	39
12.	SONAS	54	43	11	26
13.	RNTC	97	81	16	20
14.	Radio OKAPI	7	4	3	75
15.	Ratio Filles Garçons au Primaire 2002-2004	490.182	276.412	213.770	43,6

Source: Identification par les Membres du Comité Provincial DSRP

b) Causes

Sont cités comme cause de ce problème :

- Les us et coutumes, les croyances religieuses ; la résignation de la femme;
- Attitudes et comportements des femmes (femmes comme auteur des violences contre d'autres femmes);
- Bagages d'éducation reçue dès le bas âge;
- Les guerres et conflits ethniques.

c) Objectif

Assurer l'accès de la femme à tous les droits sociaux, économiques, politiques et culturels.

d) Stratégies et actions prioritaires

Pour atteindre cet objectif, il est préconisé des axes stratégiques et des actions prioritaires correspondantes ci-après :

Stratégie 1 : Plaidoyer en faveur de la révision des textes légaux pour la prise en compte de la dimension genre

Stratégie 2 : Promotion des organisations de défense des droits de la femme et des initiatives génératrices des revenus

- Renforcer les capacités d'organisation, de gestion et de formation des stratégies de réduction de la pauvreté, des organisations communautaires des femmes, notamment l'appui aux micro-projets des femmes;
- Prendre en charge les victimes des viols par l'Etat;
- Octroyer les micro-crédits ;
- Appuyer le fonctionnement de la structure CEDEF au niveau des ressources matérielles et financières afin que la dite structure accomplisse valablement sa mission.

Stratégie 3 : Promotion de la scolarité de la fille

- Organiser des campagnes de sensibilisation des parents sur la scolarisation de la fille et contre la discrimination dans la scolarisation des enfants;
- Plaider en faveur de l'intégration des questions du genre dans l'éducation à tous les niveaux.

Stratégie 4 : Renforcement des capacités en matière de genre à tous les niveaux (hommes et femmes, institutions étatiques, paraétatiques et privées)

- Vulgariser l'approche genre auprès des communautés de base ;
- Mener des campagnes de sensibilisation à la dynamique « genre » à tous les niveaux (parents, enfants, institutions et entreprises) ;
- Sensibiliser la femme et l'homme (y compris filles et garçons) sur la reproduction et la sexualité responsable.

4.4.9. Thème Enfant

a) Problème

Compte tenu de la situation de pauvreté dans laquelle vit toute la population de la Province, le sort des enfants en est naturellement lié. Le problème fondamental identifié est le développement disharmonieux de l'enfant suite à la privation de ses droits et besoins liés à la santé, à l'éducation, à la protection et à la participation.

b) Causes

Le faible revenu des parents, la violation des droits de l'enfant et l'absence d'une politique cohérente de protection de l'enfant constituent quelques causes de ce problème.

c) Objectif

Offrir à l'enfant un environnement propice à son développement harmonieux et intégral.

d) Stratégies et actions prioritaires

Pour atteindre l'objectif visé, la stratégie à développer sera transversale à tous les secteurs et couvrira notamment :

- La mise en place des filets sociaux qui soutiennent les familles et les communautés pauvres pour la prévention des risques liés à la non-scolarisation, à la maladie et à la malnutrition des enfants;
- La mise en œuvre des mécanismes de protection de l'enfant contre toutes les formes de violences et d'exploitation ;
- L'ouverture des opportunités de participation de l'enfant à la vie sociale, économique et culturelle.

4.4.10. Thème violences sexuelles faites aux femmes

Problème/cause

Le problème des violences sexuelles faites aux femmes est très déploré depuis les guerres avec les bandes armées nationales et étrangères et se développe suite à la faiblesse de l'autorité de l'Etat et à l'impunité de ces inciviques auteurs des forfaits.

Objectif

Mettre fin aux violences sexuelles faites aux femmes en faveur de sa dignité et par respect de ses droits.

Stratégie 1 : Restauration l'autorité de l'Etat

- Appuyer les programmes de la bonne gouvernance;
- Respecter les services judiciaires;
- Mener un plaidoyer au Parlement pour voter une loi spéciale pour la lutte contre les violences sexuelles.

Stratégie 2 : Restauration de la paix dans le pays

- Appuyer tous les programmes initiés pour aboutir à la mise en place des institutions de la Troisième République pour un pays indépendant démocratique et prospère;

Stratégie 3 : Formation et information de la communauté

- Inventorier, réhabiliter, renforcer les structures de prise en charge communautaire des victimes;
- Opérationnaliser la banque de données provinciales sur les violences sexuelles au niveau des services compétents : INS, Division du Plan.

4.5. Renforcement de la lutte contre la pauvreté urbaine

4.5.1. Etat de la situation

Du fait de la forte concentration des populations dans les 3 villes (Goma, Beni, Butembo), les actions de développement urbain sont un moyen efficace pour toucher le plus de populations possibles afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Dans ces villes, l'accès au services socio-économiques de base et à un cadre de vie décent est difficilement assuré. Cette situation est décrite, selon le rapport MICS2 et quelques sources locales, de la manière suivante :

1° Au point de vue logement

On note une grande précarité en matière de logement lequel se caractérise par une promiscuité et une qualité minimale.

Les ménages disposent en moyenne de 3,3 pièces à usage d'habitation dans leurs logements. Le nombre moyen de chambres par logement est de 1,9.

95,7 % des ménages habitent dans des logements où le pavement est en terre battue.

0,3% des habitations ont un revêtement en carreaux et 3,7% ont des revêtements en ciment lissé.

La toiture de 23,9 % des logements est en tôles galvanisées tandis que 64,3% des habitations disposent d'une couverture en paille.

Les murs de 3,9 % des logements sont construits en parpaings de ciment ou en briques cuites; 1,4 % en briques adobes; 81,3 % en pisé et 13,2 % en feuilles de bananiers ou en planches.

2° Au point de vue de l'Eau potable

La production et la distribution de l'eau potable sont assurées par la REGIDESO à partir d'un captage des eaux du lac Kivu. Entre 1987 et 1990, la capacité de production est passée de 1 204 000 m³ à 1 275 057 m³. Les installations de captage de l'usine de traitement et la station relais datent de 1975. Le réseau est devenu vétuste et on signale des fuites à plusieurs endroits. Le nombre d'abonnés était passé de 1944 à 2.213 entre 1987 et 1990, pour une population évaluée à 106.167 habitants à cette époque (Recensement administratif).

Au cours de la même période, le nombre de bornes fontaines était passé de 14 à 39. La REGIDESO éprouve d'énormes difficultés pour le recouvrement à cause du faible pouvoir d'achat de ses abonnés. Les moyennes provinciales indiquées par le rapport MICS 2 révèlent que :

- 44,5% des ménages consomment l'eau de qualité
- 0,5% disposent d'un robinet dans leur logement
- 1,9% des familles ont un robinet dans la parcelle
- 2,7% s'approvisionnent à partir d'un robinet installé dans la parcelle voisine
- 12,1% des ménages s'approvisionnent à la borne fontaine.

Les villes de Goma, de Butembo et de Beni bénéficient à faible taux de couverture de la distribution de l'eau potable qui est assurée par la REGIDESO. Pour Goma, le captage des eaux se fait au lac Kivu; et pour Butembo et Beni, les eaux sont collectées sur les collines surplombant ces villes.

3° Au point de vue Electricité

L'électricité qui alimente la ville de Goma est produite par la Centrale hydro- électrique de la Ruzizi 1 et distribuée par SNEL. Celle-ci comptait en 1990, 2300 abonnés en basse tension et 20 abonnés en moyenne tension.

4° Au point de vue de l'Assainissement

- Eaux pluviales : Le réseau de drainage des eaux pluviales se limite aux principales artères du Centre - Ville et du noyau de la Ville (Quartier Commercial, Quartier Résidentiel et Office).
Les quartiers populaires (Birere) et les quartiers d'extension récente en sont totalement dépourvus.
- Déchets solides : Goma ne possède aucune décharge publique pouvant recevoir les déchets solides. Les ordures ménagères sont jetées dans le voisinage des parcelles.
- Les toilettes : La plupart des habitants de la Ville se contentent des fosses arabes, creusées dans un sol fortement durci par les laves.

Dans le domaine de l'assainissement des logements, les moyennes provinciales contenues dans le document MICS 2 indiquent que :

- 45,7 % des ménages disposent des latrines traditionnelles couvertes
- 39,7 % utilisent des latrines traditionnelles non-couvertes
- 0,7 % ont des latrines à évacuation
- 1,3 % des ménages disposent des toilettes dans le logement
- 83, 2, % disposent des toilettes dans la parcelle
- 15,4% ont des toilettes hors de la parcelle.

5° Au point de vue Sécurité alimentaire

- 14,7 % des familles prennent un repas par jour
- 72,1 % consomment deux repas par jour
- 2,2 % des ménages consomment moins d'un repas par jour.

6° Au point de vue Equipements sociaux

- Equipements scolaires :

La Ville est assez bien pourvue. Les principaux réseaux d'enseignement (officiel, catholique, protestant et privé) sont représentés. En 1990, l'Enseignement Primaire et Secondaire comptait un total de 28 961 élèves répartis en 513 salles de classe.

S'agissant de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, quelques instituts privés existent (Institut Supérieur de Théologie Protestante, Institut Supérieur de Gestion de Affaires, EFOBANC) en plus de l'Université de la CPGL.

Tableau N° 16 : Etablissements d'ESURS au Nord-Kivu

N°	DENOMINATION	LOCALISATION	EFFECTIFS ETUDIANTS				EFFECTIFS ENSEIGNANTS					ADM
			TOT	M	F	% F	PR	CT	AS	CPP	T	
1.	Université de Goma	Goma	2100	1689	411	19,57	11	10	41	-	62	32
2.	ISC	Goma	495	319	176	34,35	0	4	9	4	17	Nr
3.	ISTA	Goma	139	138	1	0,71	-	5	12	19	36	18
4.	IST	Goma	51	41	10	19,60	1	2	6	2	11	16
5.	ISTM	Goma	544	291	253	46,50	3	7	34	16	60	20
6.	UCPM	Goma	152	100	52	34,21	-	-	-	-	-	-
7.	ISIG	Goma	523	291	232	44,35	13	12	29	4	58	Nr
8.	ULPGL	Goma	881	627	254	28,83	44	24	39	-	107	44
9.	UAG	Goma	201	172	29	14,42	-	2	10	-	12	Nr
10.	CIDEP	Goma	374	270	104	27,80	7	5	22	4	38	5
11.	EFOBANC	Goma	87	60	27	31,03	3	8	21	-	32	6
12.	ISDR	Goma	190	166	24	12,63	4	8	20	-	32	Nr
13.	UCG	Butembo	721	557	164	22,74	18	18	36	-	72	-
14.	UALUKANGA	Butembo	-	-	-	-	5	7	10	4	26	-
15.	ISAM	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16.	ISTM	Butembo	502	235	267	53,18	-	-	-	-	-	-
17.	IBTP	Butembo	56	54	2	3,57	1	2	14	6	23	7
18.	ISEAVF	Butembo	100	87	13	13	2	2	13	4	21	13
19.	ISPT	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20.	ISP. Muhangi	Butembo	314	271	43	13,69	1	9	29	-	40	55
21.	ISDR	Beni	-	-	-	-	-	3	13	3	20	4
22.	ISC	Beni	32	27	5	15,62	-	-	-	-	-	-
23.	CIDEP	Kyondo	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
24.	ISP/Rutshuru	Rutshuru	159	140	19	11,94	-	3	23	-	28	31
25.	IS EAF	Mweso	23	20	3	13,04	-	-	9	8	17	15
26.	ISP/Machumbi	Machumbi	205	187	18	8,78	-	2	21	4	27	22
27.	UDG	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28.	ISPH	Butembo	42	34	8	19,04	-	-	-	-	-	-
29.	ISCA	Butembo	24	17	7	29,16	2	2	12	4	20	27
30.	UNIC	Butembo	81	71	10	12,34	-	-	-	-	-	-
31.	Scolasticat B	Bulengera	74	74	-	-	-	-	-	-	-	-
32.	Philosophat V.	Vuhira	47	47	-	-	-	-	-	-	-	-
33.	Théologat V.	Vuhimra	85	85	-	-	-	-	-	-	-	-
34.	ISP	Oïcha/Beni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35.	ISDR	Kitsombiro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
36.	Philosophat M.	Lubero	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37.	TCCB	Kasugho/Lubero	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
38.	CUR	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Nos investigations

- Equipement de santé

La Ville de Goma dispose d'un hôpital Général de Référence mis en service depuis 1988 et ayant une capacité d'accueil de 160 lits. Sa zone d'influence couvre non seulement la Ville de Goma et les zones rurales périphériques de Nyiragongo et de Masisi mais s'étend jusqu'au Rwanda.

- Equipements commerciaux

Il s'agit essentiellement des marchés dont les plus importants sont le marché central de Virunga et le marché de Mikenso appelé aussi 'Katoyi'. D'autres petits marchés sont disséminés dans différents quartiers et ils sont implantés sur des espaces exiguës ou le long des rues. Les marchés de Goma sont dépourvus d'installations sanitaires et des chambres froides.

- Equipement socioculturel

La Ville de Goma bénéficie de la présence du parc de Virunga qui abrite des animaux de toutes sortes (lions, antilopes, singes, hippopotames, buffles ...) et des sites touristiques comme, le Mont Goma et les champs des laves.

La Ville compte aussi un certain nombre de centres de promotion sociale s'occupant de la technique éducationnelle, de l'action sociale et du développement communautaire.

A propos des équipements sociaux, le rapport MICS2 fournit les moyennes provinciales ci-après :

Education préscolaire

La fréquentation des jeunes enfants dans l'enseignement préscolaire est très faible : 0,5 %

Enseignement primaire formel :

46,2% d'enfants fréquentent l'enseignement primaire. Pour les filles, ce pourcentage est encore plus bas.

Enfant de 6 à 14 ans n'ayant jamais fréquenté l'école : 53,8%

Motif de non fréquentation :

- manque de frais scolaire : 61% ;
- pas d'école proche : 6,9 %.

Enseignement secondaire :

Le taux de transition du primaire au secondaire est élevé : 81 %

7° Au point de vue voirie urbaine et transports

La voirie de la Ville de Goma est constituée de trois axes principaux :

- l'axe Sake-Grande Barrière qui traverse le Centre-ville ;
- l'axe centre Ville - aéroport (direction Butembo);
- l'axe centre Ville - Office.

Avant l'éruption volcanique du 17 janvier 2002, ce réseau se développait sur environ 47 Km dont 1,75 Km de la voie asphaltée et 4 Km de voie bétonnée, le reste étant en terre. Après son passage, le seul axe resté intact est celui du centre ville-aéroport.

Seule la partie bétonnée est relativement en bon état, le reste est en mauvais état.

Transports : Les déplacements dans la Ville se font soit à pied soit en taxi, soit en taxis motos.

Dans les autres villes et Cités, la situation ci-dessus décrite est à quelques exceptions près, la même.

Pour lutter contre la pauvreté dans les villes avec un impact réel sur un grand nombre de populations, les efforts à entreprendre doivent prendre en compte les actions qui favorisent l'amélioration de la qualité des logements, l'augmentation de la desserte en eau potable, le renforcement et extension du réseau électrique, le réaménagement des infrastructures d'assainissement, la réhabilitation de la voirie urbaine, la sécurité alimentaire et la restauration des équipements sociaux collectifs.

4.5.2. Stratégies de lutte contre la pauvreté urbaine

A) Au niveau de l'urbanisation

a) Problème

- Non-respect des normes urbanistiques ;
- Insuffisance de fournitures de courant électrique ;
- Insuffisance d'approvisionnement en eau potable.

b) Causes

- Manque d'initiative de la politique d'aménagement rationnelle pour les agglomérations urbaines;
- Non-vulgarisation des lois et règlements en matière d'urbanisation;
- Faibles capacités des services de la SNEL et de la REGIDESO.

c) Objectif : Faire respecter les normes urbanistiques et élargir la couverture maximale de distribution d'eau potable et de courant électrique

d) Stratégies et Actions prioritaires

- Appliquer une politique d'aménagement rationnelle pour les agglomérations urbaines;
- Vulgariser les lois et règlements en matière d'urbanisation et procéder aux travaux d'urbanisation avant toute préoccupation;
- Renforcer les capacités des services de la SNEL et de la REGIDESO;
- Appuyer la FEC/Butembo dans son projet d'électrification de la ville de Butembo et de Beni;
- Appui à la bonne gouvernance urbaine participative ;
- Doter les centres urbains et Cités des plans d'aménagement des schémas directeurs et du personnel qualifié.
- Prospecter les sources d'adduction gravitaire d'eau ;
- Appuyer l'approvisionnement en produits chimiques pour le traitement de l'eau à Butembo et à Beni.

B) Au niveau de l'habitat

a) Problème

Précarité des matériaux de construction, qualité de logement médiocre, accessibilité difficile à l'eau et à l'électricité et promiscuité.

b) Causes

Faible revenu, chômage, déplacement continu, ignorance dans l'applicabilité des normes de construction.

c) Objectif : Rendre les quartiers salubres en construisant des canaux d'évacuation des eaux usées et des eaux des pluies et disponibiliser les latrines propres

d) Stratégies et actions prioritaires

- Appuyer les mutuelles des auto-constructeurs ;
- Restauration de l'autorité de l'Etat ;
- Accorder une mention spéciale à la cohésion sociale ;
- Mettre un accent particulier sur l'appui au secteur informel ;
- Former les cadres dans le domaine de l'habitat ;
- Appuyer la bonne gouvernance urbaine participative ;
- Renforcer la bonne gouvernance locale ;
- Eduquer la population à l'acquisition et à l'entretien d'un habitat décent ;
- Instituer une politique de l'habitat.

C) Au niveau d'assainissement voirie-drainage

a) Problème

- Insalubrité dans les quartiers ;
- Stagnation des eaux usées et eaux des pluies ;
- Latrines défectueuses.

b) Causes

- Irresponsabilité de l'Etat ;
- Ignorance de la population.

c) Stratégies et Actions prioritaires

- Doter les centres urbains ou cités des réseaux d'assainissement, voirie et drainage adéquats ;
- Implanter des services d'assainissement, voirie et drainage ;
- Appuyer les organisations qui contribuent à l'accomplissement de ces objectifs participatifs.
- Appuyer les dynamiques communautaires dans un processus de développement participatif (ONG locales, administrations locales, population locale, ...) ;
- Renforcer les capacités par la formation ;
- Donner une attention particulière à la salubrité et à l'environnement urbain ;
- Réhabiliter la voirie existante.

4.6. Appui à la Dynamique communautaire pour la réhabilitation des ménages

Introduction

La population qui a refusé de mourir lâchement s'est organisée pour se prendre en charge à travers des structures appelées «Comité de Développement». Ainsi les organisations des communautés de base et les ONGD sont devenues des partenaires de l'Etat pour lutter contre la pauvreté. Mais il faut savoir que dans tous les cas ces organisations affichent des insuffisances.

a) Les problèmes

Les problèmes essentiels que connaît la communauté de base sont :

- Accès difficile à l'eau potable
- Le déplacement des populations et de leurs biens à cause de l'insécurité ;
- Le viol et violences ;
- Marginalisation de la femme sur le plan économique, politique, social et coutumier ;
- La rareté des terres arables dans quelques milieux ;
- Chômage ;
- Analphabétisme chez les adultes ;
- Destruction des infrastructures sociales et scolaires ;
- Déperdition scolaire ;
- Insuffisance de fourniture en énergie ;
- Manque d'informations et sous-information ;
- Prix de produits agricoles non rémunérateurs et taxes exorbitantes ;
- Le VIH/SIDA (prévalence aucune) ;
- Difficulté de communication et de transport ;
- Habitats précaires ;
- Faible niveau d'organisation communautaire à la base.

b) Les Causes

- Mauvaise gouvernance ;
- La guerre ;
- Présence des milices étrangères ;
- Sous-informations ;
- Les coutumes et us discriminatoires ;
- Manque d'emplois rémunérateurs ;
- Taux élevé des violences sexuelles ;
- Insuffisance des routes et parfois inexistence des routes dans certains milieux totalement enclavés (Walikale).

c) Actions prioritaires à mener :

Stratégie 1 : Renforcement institutionnel

- Renforcer les capacités des acteurs à la base ;
- Mettre en place un système de synergie participative ;
- Vulgariser le genre et veiller à son application ;
- Mettre en place des structures de suivi-évaluation à la base communautaire.

Stratégie 2 : Appui à la création d'emploi

- Réaliser des formations thématiques ;
- Fournir des équipements aux artisans ;
- Octroyer des micro-crédits ;
- Assurer des formations et techniques de gestion des micro-réalisations ;
- Approvisionner les communautés de base en semences, outils aratoires, produits phytosanitaires, géniteurs de races améliorées.

Stratégies 3 : Désenclavement des milieux de productions

- Réhabiliter les routes de desserte agricole et les routes nationales qui relient la Province à d'autres Province ;
- Assurer la maintenance des routes.

Stratégie 4 : Protection de la population et particulièrement des enfants

- Rétablir la paix et la bonne gouvernance ;
- Informer la population dans tous les domaines;
- Sensibiliser la population et surtout tous les jeunes sur le VIH/SIDA;
- Assurer la scolarisation des enfants;
- Sensibiliser la population sur l'habitat décent.

CHAPITRE V : MECANISME DE MISE EN ŒUVRE DU DSRP ET CONDITIONS DE REUSSITE

5.1. MECANISME DE FINANCEMENT DE LA STRATEGIE

5.1.1. Cadre des dépenses en moyen terme

La politique budgétaire devra jouer un rôle central pour stabiliser le cadre macroéconomique et induire une croissance équitabement répartie.

En moyen terme, les contraintes à imposer à la politique budgétaire des dépenses au niveau provincial sont les suivantes :

- Veiller à la stabilité des dépenses notamment dans les secteurs prioritaires et potentiellement essentiels à une croissance durable et à la réduction de la pauvreté ;
- Eviter les déséquilibres prononcés du budget pour éviter le gonflement de la dette intérieure. Ainsi, une planification des dépenses s'impose pour garantir un niveau de dépenses et des prix raisonnables.
- Renforcer les capacités institutionnelles des services chargés de la préparation et de l'exécution du budget de la Province par :
 - La formation des agents au niveau provincial et territorial ;
 - La modernisation de l'outil de travail (informatisation et connection sur l'Internet).

La programmation des dépenses publiques en Province en moyen terme devra tenir compte de la capacité de consommation de son économie. En vue d'améliorer le suivi des dépenses dans les secteurs prioritaires, il faudra veiller à renforcer la préparation du budget de la Province en associant les communautés de base et en respectant les principes suivants :

1. Le budget sera préparé par nature, par fonction et par répartition géographique.
2. La priorité sera donnée aux secteurs de croissance pro-pauvre et aux infrastructures d'appui.
3. Il faudra renforcer l'exécution du budget par :
 - La mise en application d'un circuit des dépenses rationalisées, informatisées et intégrées.
 - La bancarisation des dépenses publiques et de fonctionnement de l'Etat.
 - L'amélioration de la qualité des dépenses pour éviter le gaspillage des ressources financières et matérielles et leur détournement.
4. L'amélioration du niveau d'exécution du budget sera obtenue par :
 - La préparation et la publication périodique sur les dépenses engagées dans les secteurs prioritaires.
 - Le contrôle du budget des dépenses provinciales.
 - La récapitulation annuelle des dépenses financées dans les secteurs prioritaires.
 - L'audit périodique des dépenses financières par les ressources de l'initiative PPTE en Province.

5.1.2. Mobilisation des ressources budgétaires de la Province

Ces ressources proviennent :

- Des impôts rétrocédés ;
- Des différentes taxes perçues à l'initiative de l'EAD Province ;
- Des dividendes provenant de ses participations dans les entreprises d'économie mixte.

On sait que la nomenclature de ces taxes a été trop élaguée sans tenir compte des spécificités de la Province et du rendement des actes si bien que le niveau du rendement de celles retenues dans la nomenclature se révèle très bas. De ce fait, pour dégager d'importantes ressources à affecter aux initiatives pro pauvres, il faudra :

- Rationaliser la nomenclature des taxes à percevoir à l'initiative de la Province en tenant compte de ses potentialités spécifiques.
- Renforcer les capacités affectées au recouvrement des impôts rétrocédés et taxes EAD Province.
- Créer des mécanismes fiables de contrôle de leur perception.
- Mettre en place un circuit de perception de ces recettes et les canaliser vers les banques.

5.1.3. Mobilisation des ressources du Trésor public

Outre ses recettes propres constituées par les impôts rétrocédés et les taxes EAD Province, la Province bénéficiera d'une rétrocession des impôts perçus par le Trésor public.

L'atelier provincial du DSRP a recommandé une forte décentralisation avec l'attribution à la Province d'au moins 50 % des recettes générées par elle, ce qui permettrait de mettre un terme à l'insuffisance et l'amenuisement persistants des ressources budgétaires nécessaires à la réalisation des stratégies sectorielles en faveur des pauvres. Dans ce cadre, la mise à disposition de la Province d'une partie des ressources PPTTE pour la réalisation des investissements nécessaires à la réhabilitation des secteurs de la santé, de l'éducation, de la production et des infrastructures de base est fortement suggérée. Des propositions ont été faites pour l'accélération de la procédure de décaissement des ressources extérieures pour financer certaines réformes à impact rapide.

Pour obtenir un bon rendement des actes générateurs au niveau des recettes propres à l'EAD-Province comme celles du Trésor public, un ensemble des mesures réformatrices doit être mis en œuvre :

- Repenser le circuit de perception des impôts et taxes et l'informatiser.
- Revoir le mode de gestion des entreprises du portefeuille et régies financières qui demande une restructuration.
- Rationaliser les actes générateurs des recettes.
- Fixer dans le cadre de contrats programmes, les contributions minima attendues par le Trésor public des régies financières et entreprises du porte-feuille de l'Etat sous forme de dividendes et impôts sur chiffre d'affaires.
- Renforcer l'implication de l'organe judiciaire dans l'application des lois en matière économique, financière et administrative.

Les mécanismes de financement de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau provincial consisteront à l'affectation des 30 % de ses ressources aux projets retenus dans le cadre des dépenses pro pauvres.

Parmi les ressources dont doivent disposer les maîtres d'ouvrage délégués à l'exécution des projets entrant dans le mécanisme de mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté, il faudra expressément mentionner :

- La part attendue du Gouvernement Central,
- La part attendue de l'EAD Province,
- La part financée par les ressources extérieures.

Cela ne peut réussir avec efficacité que si :

- L'on opère automatiquement le nivellement en faveur des EAD Province lors du versement des impôts, droits, taxes et dividendes dus au Trésor public,
- L'on instaure un mode de nivellement automatique en faveur du compte « Stratégies de Réduction de la Pauvreté » sur les recettes du Trésor ainsi que celles réalisées par l'EAD Province pour autonomiser le mode de financement de la stratégie mise en place.

5.1.4. Solidarité Internationale

Parmi les mécanismes de financement de la stratégie de réduction de la pauvreté, les populations du Nord - Kivu font appel à la solidarité internationale dans un partenariat mondial pour le développement durable.

Autant que cette solidarité s'est manifestée dans les aspects humanitaires d'urgence durant les périodes des guerres, autant que cette assistance est sollicitée davantage pour le développement durable en vue de recouvrer la dignité humaine des populations du Nord-Kivu et à travers la reprise de la coopération multilatérale.

Au niveau de la coopération régionale il sera plus salubre pour les populations du Nord-Kivu en particulier et celles de la RDC en général, si l'on relançait la CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs) à travers laquelle suffisamment des programmes d'intégration économique étaient envisagés au bénéfice des trois Pays : le Burundi, le Rwanda et la République Démocratique du Congo.

Mais au-delà de la CEPGL l'essor de l'économie et du bien-être des populations du Nord-Kivu peuvent également s'améliorer avec la reprise et le renforcement des relations bilatérales avec les autres Pays africains en commençant par les plus proches : la Tanzanie, le Kenya, le Soudan et l'Ouganda.

Ainsi la Province du Nord-Kivu espère jouir des interventions de développement qui pourront être réalisées dans le cadre du NEPAD pour la réalisation de l'unité, de la solidarité, de la coopération régionale et de l'intégration économique en vue d'assurer le développement socio-économique des Pays africains dont la République Démocratique du Congo.

En référence des accords de coopérations multilatérales signé entre la République Démocratique du Congo et les Agences du Système des Nations Unies, la Province du Nord-Kivu compte également sur l'appui de ces Agences qui ont déjà assisté les populations en différentes périodes de détresse dans l'optique humanitaire.

L'on pense ainsi à l'appui des agences ci-dessous reprises dans le tableau par domaine d'intervention :

Tableau N° 17 : **Partenariat avec la communauté internationale selon les domaines d'intervention**

N°	DOMAINES D'INTERVENTION	AGENCES
A. Agences des Nations Unies		
01	Santé	OMS, UNICEF
02	Sécurité Alimentaire	FAO, PAM
03	Education	UNICEF, PNUD/UNOPS
04	Protection	UNICEF, HCDH, HCR, OCHA, PNUD/UNOPS, MONUC
05	Réintégration	HCR, PNUD/COMEREC, PNUD/UNOPS, UNICEF
B. ONG Internationales		
01	Santé	MSF/H, MSF/F, MERLIN, NOVIB, ECHO, Save the Children, MDM, SANRU
02	Sécurité Alimentaire	WV, Croix Rouge allemande, AVSI, AAA, CESVI, WORLD VISION
03	Education	NRC, SC(UK), AVSI, Action Aid, World Vision
04	Protection	Human Right Watch, NRC, Save the Children
05	Abris	Action Aid, WV, CARITAS, FCIR
06	Réintégration	Word Relief,
07	Eau et assainissement	OXFAM/GB, CICR, MSF/ Hollande, Solidarité, SODERU

L'Exécutif Provincial doit être informé des fonds rendus disponibles pour l'exécution des projets pro-pauvres et avoir un droit de regard sur la gestion.

5.1.5. Ressources de l'initiative PPTE

La mise à la disposition de la province d'une partie des ressources PPTE pour la réalisation des investissements nécessaires à la réhabilitation des secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures de base est fortement recommandée.

5.1.6. La participation des organisations communautaires de base

Comme spécifié ci-haut la population n'a pas accepté de mourir innocente; ainsi elle a développé des mécanismes de survie. Elle s'est organisée dans des différentes structures, à savoir :

- Comité villageois de développement
- Initiative locale de développement
- Organisation de base
- Communauté de base, etc.

Les stratégies à utiliser par les populations pour lutter contre la pauvreté sont :

1. La formalisation du cadre de fonctionnement de la dynamique communautaire,
2. L'encouragement du Travail participatif en synergie,
3. Le regroupement des organisations de base autour des thématiques d'intervention,
4. L'implication totale des femmes dans la lutte contre la pauvreté à travers divers micro - projets,
5. La sensibilisation sur le VIH/SIDA et l'abstinence sexuelle,
6. L'amélioration de techniques culturelles et de l'élevage par différentes formations dans l'optique de l'intégration agro-sylvo-pastorale.
7. Le renforcement des capacités des partenaires à la base,
8. L'application de l'autopromotion comme Stratégies de développement,
9. Le développement des mécanismes d'épargne et de crédit,
10. La participation de la population aux travaux d'intérêts communautaires,
11. Octroie des crédits pour les activités à impact rapide,
12. L'amélioration de la technologie appropriée pour alléger le travail de la femme.

Tableau N° 18 : Partenariat avec la communauté de base

N°	DOMAINE	PROJETS SPECIFIQUES	AGENCE DE FINANCEMENT	ONGD LOCALES PARTENAIRES
01	ELEVAGE	Elevage du petit bétail et pisciculture : • Chèvres • Lapins • Porcs • Volaille	UWAKI/NK, GEAD, ACODRI, DOD/ECC, GAIDER, ALCM, UPADERI, COTEDER, OFED, GRAIC, COPERMA, ASOPANK, CREF	CCFD, Aide humanitaire Suisse, Réseau EPER/Suisse « Chaîne du Bonheur », Help Age International, NOVIB, FAO, SAVE THE CHILDREN, PNUD UNOPS,....
02	AGRICULTURE	Agriculture	UWAKI, GEAD, FOPAC, GTER, GAIDER, APREDECI, SYDIP, COTEDER, CACUDEKI, ACODRI COOCENKI, DOD / ECC, COTEDER, CACUDEKI, IFED, CIPSOPA, SYDIP, GRAIC, ADA, UNIAC, COPERMA, APRONA, Réseau WIMA, IFED	CCFD / France, FAO, CCFD, NOVIB, EPER SUISSE et ACDI à travers «ALTERNATIVE», AGRTTERA, DEVELOPPEMENT ET PAIX,
03	EAU ET ASSAINISSEMENT	*Assurer la chloration individuelle de l'eau du lac Kivu non desservie par la REGIDESO • Aménagement des sources et adduction d'eau potable	AMI KIVU, CEPROSSAN, GEAD, CACUDEKI, BOAD, CADRE, LIDE	ACDI / CANADA et autres
04	EPARGNE ET CREDIT	• Projet d'initiation à l'activité d'épargne et de crédit	DOD / ECC , COTEDER, FUDESE, GEAD, UWAKI, AMI KIVU , APIBA,	HELP AGE INTERNATIONAL CCFD/ France, EPER SUISSE et autres
05	EDUCATION	a.Construction des écoles b.Formations : • Formation de base (IEM : Institut des Etudes Médicales), AMI - KIVU • Formations Techniques de gestion, de santé et culturelle et apprentissage des métiers • Réhabilitation des Infrastructures scolaires et sanitaire	GEAD, APIBA, ASORI, CAMJED AMI -KIVU GEAD	ALTERNATIVE / CANADA - ACDI / ALTERNATIVE
06	SANTE et VIH/SIDA	Suivi, Structuration et accompagnement d'associations professionnelles	-SAMS / CONGO, PAMI,UWAKI, GEAD, ASRAMES, DOCS, AMI-KIVU -Toutes les ONGD et en particulier APIBA, OLP	EZE
07	ENVIRONNEMENT		UWAKI, GTER, UPADERI, AMI-KIVU, IFED, CEPROSSAN, CIPSOPA, CREF, UGADEC	NOVIB, CCFD et EPER SUISSE -
08	ROUTE DE DESSERTE AGRICOLE			
09	ARTISANAT	-Menuiserie -Cordonnerie -Coupe et couture	PAPH, AFEPP, APIBA	
10	PROTECTION	Amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants	PAIF, ASIED, PAFEVIC	-

Source : Nos investigations

5.1.7. Le rôle du secteur privé

Les capacités des opérateurs économiques doivent être renforcées à travers des mécanismes d'encadrement incitatifs notamment :

- des mesures fiscales susceptibles de rendre compétitifs les produits agricoles exportés sur le marché international.
- la réhabilitation du secteur bancaire et financier pour faciliter l'accès aux crédits aux opérateurs économiques.
- Organiser un plaidoyer pour faciliter l'accès des opérateurs économiques aux facilités offertes par le système financier international (Banque Mondiale, B.A.D...).

5.2. MECANISME DE SUIVI - EVALUATION PARTICIPATIF

Toutes les parties prenantes de la Province sont impliquées dans le processus continu de collecte et de traitement des données qui permet de repérer des anomalies en cours d'exécution et d'apporter des corrections à la gestion des projets et la réorientation technique nécessaire à la réalisation des dits projets.

Les mêmes parties prenantes analysent les actions du SRP dans les limites des termes de référence en vue d'apprécier les résultats par rapport aux objectifs fixés, aux stratégies arrêtées et aux moyens mis en œuvre pour réaliser les projets du SRP Provincial.

5.2.1. Indicateurs de suivi et évaluation participatif

- La mise en place de la structure de suivi et évaluation participatif opérationnelle au niveau de la Chefferie/Secteur, du Territoire, du District, de la Province et du Pays.
- L'élaboration du programme de suivi et évaluation du SRP.
- Les rapports de suivi et évaluation des projets sur terrain.
- Les comptes rendus des réunions du comité SRP à tous les niveaux.
- Les rapports d'évaluation de l'impact des projets sur les parties prenantes tels que élaborés par le Comité SRP et se rapportant sur :
 - Les résultats prévus.
 - Les résultats réalisés ou atteints.
 - Les acquits de la communauté grâce aux projets.
 - Les difficultés ou contraintes éprouvées.
 - Les propositions correctives basées sur l'analyse des écarts entre résultats prévus et résultats atteints.

5.2.2. Cadre institutionnel de suivi et évaluation participatif

Le suivi-évaluation participatif de la SRP sont réalisés conformément au décret N°003/CAB/MIN/PL//II/2003 du 05 janvier 2003 portant organisation et fonctionnement du cadre institutionnel de pilotage du processus d'élaboration et mise en oeuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, spécialement en son article 19.

La composition des comités et leurs compétences sont détaillées dans un arrêté du Ministre du Plan au niveau national et du Gouverneur de Province à l'intérieur du Pays.

Ces textes institutionnels s'appuient sur les attributions et rôles ci-après des SRP :

- Identification des projets tests ;
- Collecte des données sur les organisations et projets tests ;
- Identification des organisations exécutives des projets ;
- Identification des partenaires (financeur et bénéficiaires) ;
- Analyse du circuit de financement ;
- Analyse de la chaîne des dépenses dans chaque projet test ;
- Détermination des centres d'intervention ou point de stationnement ;
- Définitions des procédures susceptibles de minimiser les taux d'évaporation des ressources.

5.2.3. Mode de suivi – évaluation participatif

- Par des visites sur terrain ;
- Par des ateliers regroupant les parties prenantes et impliquées dans la réalisation des projets ;
- Par des consultations participatives organisées auprès des parties prenantes (bénéficiaires directs et indirects) ;
- Par la délimitation et l'adoption des indicateurs de suivi et évaluation.

5.2.4. Contrôle citoyen de l'action publique

Ce contrôle citoyen est particulièrement exercé par les parties prenantes du niveau micro et meso. C'est - à - dire les citoyens qui utilisent les services publics de base vont chaque fois donner leurs feeds back pour promouvoir plus de conscience et stimuler les prestations des services à prendre des actions correctives. A cet effet les détails se rapportant à l'opérationnalité de la coordination, du suivi et d'évaluation des projets se trouvent présentés en annexe 4.

5.3. CONTRAINTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU DSRP PROVINCIAL

Les participants aux consultations ont relevé des contraintes internes et externes à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau de la Province. Il s'agit notamment de la gouvernance politique, administrative, économique, judiciaire et budgétaire, particulièrement la corruption pour les obstacles internes.

Pour les contraintes exogènes, il a été retenu des éléments comme la forte dépendance du pays de l'extérieur, la faible coordination des actions des bailleurs des fonds, la convoitise de certains pays voisins sur les ressources de la Province et son marché intérieur.

A ces éléments, d'autres qui ont des ramifications tant internes qu'externes et qui peuvent aussi être source de blocage de la mise en œuvre de la stratégie sont :

l'insécurité et l'instabilité politique, institutionnelle et économique dans la sous région des Grands Lacs ; la libéralisation et l'exportation non contrôlée des ressources minérales de la Province, l'enclavement ainsi que la forte circulation d'armes individuelles dans la Province et l'arrêt des programmes suite à un non-respect des engagements conclus avec les partenaires extérieurs, etc.

5.3.1. Contraintes et risques liés au processus participatif

Malgré la solidarité apparente des mouvements associatifs et des ONG, le processus participatif gagnerait par un dialogue plus efficace entre les différentes composantes des forces vives et une transparence dans les activités des ONG dans un effort de recherche d'une plus grande coordination.

La réhabilitation des structures provinciales des statistiques et le renforcement de la base et du système de collecte des données constituent des éléments d'amélioration de la mise en œuvre et du suivi-évaluation que dans l'exécution des stratégies du DSRP. L'absence de coordination et la faiblesse des institutions pourraient fragiliser la mise en œuvre des axes stratégiques du DSRP et affecter gravement leur efficacité.

5.3.2. Contraintes et risques d'ordre social et humain

La faiblesse des capacités humaines est un réel problème. Il faut également stigmatiser le manque de capacité de l'administration (lourdeur et lenteur) provinciale à élaborer des projets finançables et à maîtriser les procédures utilisées par les différents bailleurs.

Le manque de motivation des agents de l'administration publique constitue également un risque réel. L'amélioration de conditions salariales de cette catégorie d'agents est vivement encouragée.

5.3.3. Contraintes et risques liés à l'insécurité et à la persistance des éléments incontrôlés

L'enclavement de la Province et la persistance des zones contrôlées par des interahamwe et autres éléments inciviques constituent des contraintes majeures.

Il en est de même de la destruction des principales infrastructures économiques et sociales, l'insécurité des biens et des personnes, avec comme conséquences majeures le déplacement des populations et l'exode rural, les tracasseries policières et administratives, la réduction de la population active, soit par la perte en vies humaines, soit par émigration, ...

5.3.4. Contraintes exogènes

L'ambition des pays de la Sous -Région des Grands Lacs de faire des provinces de l'ex-Kivu et l'Orientale, un réservoir des matières premières et un marché pour leurs produits manufacturiers est source d'incertitudes dans la Province.

En outre, les menaces à répétitions du Rwanda de revenir au Congo pour faire la guerre est un frein à entreprise et aux investissements dans les secteurs productifs; ce qui cantonne les populations dans les activités spéculatives.

La forte centralisation du pouvoir de décision dans la capitale Kinshasa et l'absence des compétences financières et budgétaires attribuées aux Provinces constituent aussi un facteur de risque.

5.3.5. Propositions des mesures pour minimiser les risques d'échec

Pour favoriser la mise en œuvre de la stratégie particulièrement dans la Province du Nord - Kivu, dans les différentes branches, les mesures suivantes sont proposées :

- La poursuite des efforts d'amélioration du climat politique et de la pacification du Pays pour sécuriser les investissements et la circulation des biens et des personnes ;
- La poursuite des efforts de stabilisation du cadre macroéconomique ;
- L'assouplissement des procédures des décaissements par les bailleurs des fonds ;
- L'amélioration de la transparence et de la gouvernance dans la gestion de la Province ;
- L'allégement des formalités administratives dans le traitement des dossiers et la signature des accords en vue d'accélérer l'applicabilité des décisions et l'exécution des accords ;
- La poursuite de la restructuration du système financier en vue de stimuler l'épargne et l'émergence de nouvelle banque, l'intermédiation financière et entraîner une expansion de l'investissement dans l'agriculture, les mines, les hydrocarbures, etc.
- La poursuite des travaux de réfection des infrastructures économiques et sociales en vue d'améliorer l'accès de la population à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau potable, l'électricité, etc.
- L'amélioration de la participation à tous les niveaux à travers les Comités locaux de suivi et l'évaluation.
- L'appui financier et technique aux initiatives des communautés de base à travers l'émergence des institutions de micro-finance appuyées par la Banque Centrale, la Banque Mondiale, la BAD, l'Union Européenne, ...
- Fixation des indicateurs pertinents (deux par secteur en référence des objectifs du millénaire)
→ indicateurs de l'impact.

La lutte contre la criminalité transfrontalière organisée par des inciviques sont autant des facteurs qui peuvent conduire la population du Nord-Kivu vers la restauration de la dignité humaine au-dessus du carcan de la pauvreté.

IIème Partie : LE PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES 2006-2008 DE LA PROVINCE AVEC LE CADRE DES DEPENSES EN MOYEN TERME

1. Contexte socio-économique et politique

Dans l'analyse spatiale de la pauvreté généralisée en République Démocratique du Congo, il importe d'être avisé sur le contexte dans lequel la Province du Nord-Kivu a été assommée coup sur coup pour gérer dans le coma de la pauvreté, essoufflée par le cours des événements dont les plus criants ci-après :

- Les pillages successifs entre 1991 et 1993;
- Les conflits interethniques de 1993;
- L'afflux massif des réfugiés rwandais en juillet 1994 et l'impact de leur long séjour sur l'environnement global jusque 1996.
- Les différentes razzias des soldats de Mobutu à travers les opérations « MBATA » et « KIMYA » entre 1995 et 1996;
- La première guerre de libération de 1996 - 1997 par l'AFDL;
- La deuxième guerre dite de rectification en août 1998 par le RCD;
- La balkanisation de la Province en 1999;
- L'infiltration des milices étrangères dans la Province (Nalu, Interahamwe, FDLR,...);
- L'ensevelissement de la grande partie de la ville de Goma dont l'aéroport international par la lave volcanique du 17 janvier 2002; etc....

Avec un effet cumulatif, chacune de ces crises a eu des conséquences dramatiques sur la vie des populations dans le sens de réduire ses capacités de produire, de créer des richesses pour finir dans une misère indescriptible, dégradant et affectant la dignité humaine.

2. Objectifs du plan triennal

L'objectif que vise ce plan est de recréer un environnement susceptible d'inciter les populations à reprendre et intensifier leurs activités génératrices des revenus pour renverser le fardeau de la pauvreté en faveur de :

- La paix, la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue de la Province;
- Améliorer le taux d'accessibilité aux soins de santé de 42% à 70%;
- Rehausser le taux de scolarisation des nos enfants de 34,1% à 65%;
- Réhabiliter 4 050 Km des voies de desserte agricole de 853 Km du réseau routier provincial;
- Relever le taux de desserte en eau potable de 17% à 45% ainsi que celui de l'utilisation de l'énergie électrique de 3% à 25% avec la construction de cinq centrales hydroélectriques et la réhabilitation de Ruzizi II;
- Assurer la sécurité alimentaire en augmentant la disponibilité en vivre et en viande par habitant de 50%;
- Réduire le taux de prévalence de la malnutrition de 45,4% à 12%;
- Améliorer l'habitat;
- Réduire la prévalence du VIH/SIDA de 5,0% à au moins 2%.

3. Stratégies

Les stratégies que la Province compte mettre en oeuvre pour réaliser ce plan d'action consistent à :

- La restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la Province en application de toutes les reformes institutionnelles et le renforcement des capacités de l'Administration Publique et de la Territoriale;
- La poursuite de la sensibilisation, conscientisation sur la philosophie de l'autoprise en charge des populations;
- L'exercice du contrôle citoyen par les parties prenantes des actions de développement au niveau des entités de base et au niveau de la Province;
- L'exercice d'un plaidoyer auprès du Gouvernement et des bailleurs de fonds pour l'appui financier en faveur de la réalisation des actions prioritaires identifiées et retenues par les différentes parties prenantes ayant participé à l'élaboration de notre DSRP Provincial.

4. Les actions prioritaires 2006-2008 avec le cadre des dépenses en moyen terme

I. DOMAINE DE SECURITE ET STABILITE SOCIALE

PROBLEME PRINCIPAL: L'insécurité généralisée des personnes et de leurs biens, faible assistance aux personnes vulnérables

PROGRAMMES	PROJETS	OBJECTIFS	COUTS PREVESIONNELS EN US \$				INDICATEURS
			ANNEE1	ANNEE2	ANNEE3	TOTAL	
I.1.SECURITE INTERIEURE	I.1.1. Projet du désarmement	Rétablir la sécurité dans les campagnes, les villes et axes routiers de la province du Nord-Kivu	685800	36000	37800	759600	• Nombre des soldats désarmés et réinséré dans la société • Proportion de cas de criminalités enregistrées
	I.1.2. Projet de construction des camps militaires	*Construire 4 camps militaires à Goma, Pinga, Ofay et Kasindi - port pour un effectif de 4000 hommes par camp	2600000	13000000	13.000.000	52.000000	• Nombre des camps militaires construits; • Nombre des militaires logés;
		*Réfectionner 1 camp militaire à Rumangabo	1000000	1000000	1.000.000	3.000.000	
		* Construire 2 Maisons de détention des militaires à Pinga et à Beni	180000	180000	180 000	540 000	
	I.1.3.. Projet de construction des camps des policiers	Construire 27 bureaux , 491 maisons d'officiers, 1193 maisons d'agents et 27 maisons de détention dans 27 camps en Province du Nord-Kivu (cfr tableau de localisation)	16040000	16000000	16000000	48040000	• Nombre de policiers logés • Taux de criminalité et des délits de droit commun
I.1.4. Projet de sensibilisation sur la cohabitation pacifiques entre les communautés	Sensibiliser à la cohabitation pacifique entre les 13 ethnies de la Province	20000	20000	20000	60000	• Nombre des maisons de détention construites • Nombre des séances de sensibilisation et de concertation entre les leaders de communautés organisées	
SOUS TOTAL			43925800	30236000	30278000	104399600	
I.2.DDRR	I.2.1.Projet d'appui à la réinsertion socio-communautaire	• Réhabiliter 20 centres	300.000			300.000	* Nombre d'enfants démobilisés et réinsérés dans la communauté * Nombre des centres d'encadrement construits
		• Construire 10 centres ,	170.000	102.000	68.000	340.000	
		• Equiper 10 centres	250.000	30.000	30.000	310.000	
		• et appuyer la réinsertion communautaire et familiale (200 familles)	200 000			200.000	
SOUS TOTAL			920 000	132 000	98 000	1 150 000	

PROGRAMMES	PROJETS	OBJECTIFS	COUTS PREVISIONNELS EN US \$				INDICATEURS
			ANNEE1	ANNEE2	ANNEE3	TOTAL	
I.3. PREVENTION DES CATASTROPHES	I.3.1. Projet d'appui à la surveillance volcanique	Maintenance des équipements de surveillance et sensibilisation de la population	15.000	15.000	15.000	45.000	• Fonctionnalité des équipements de surveillance
	I.3.2. Projet anti - incendie de la ville de Goma	Acheter les engins et équipements anti -incendies	80.000	20.000		100.000	Nombre d'intrants d'extinction d'incendies des maisons ou immeubles
SOUS TOTAL			95 000	35 000	15 000	145 000	
1.4.. ASSISTANCE AUX GROUPES VULNERABLES	1.4.1.Projet d'appui à la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles du Nord-Kivu	Prévenir les violences sexuelles et encadrer ou assister les filles et les femmes violées	1273.000	1273.000	1273.000	381.900	• Nombre de cas des femmes assistées • Nombres des initiatives locales appuyées • Proportion des femmes victimes de violences sexuelles
	1.4.2. Projet d'assistance juridiques des femmes veuves de la Province du Nord-Kivu	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes veuves de la province du Nord-Kivu	1116.000	1116.000	1116.000	3.348.000	• Nombres des initiatives appuyées • Nombre des femmes veuves assistées juridiquement
	1.4.3. Projet de prise en charge médicale, éducative et socio-économique des personnes vivant avec handicap	Contribuer à l'encadrement socio-éducatif, sanitaire et communautaire des personnes vivant avec handicap dans la province du Nord-Kivu	60.000	60.000	60.000	180.000	• Nombres des centres pour handicapées appuyés • Nombre des personnes ayant un handicap assistées
	1.4.4. Projet de prise en charge scolaire, économique et médicale des orphelins	Contribuer à la scolarisation et à la prise en charge médicale des enfants orphelins	106 000	106 000	106 000	318.000	• Nombres d'enfants scolarisés • Nombres d'enfants maintenus à l'école
	1.4.5..Projet d'appui socio-économique des personnes de troisième âge en rupture avec leurs familles	Contribuer à l'encadrement psychosocial et économique des personnes de troisième âge	424.000	212.000	212 000	848.000	• Nombres de personnes de troisième âge appuyées • Nombre des familles d'accueil appuyées
	1.4.6..Projet d'encadrement des filles mères	Contribuer à la réduction des grossesses précoces et indésirables	83 000	83 000	83 000	249.000	• Nombres des filles mères sensibilisées • Proportion des cas des grossesses indésirables
	1.4.7..Projet d'appui à la réinsertion des populations déplacées	Réinstaller dans leurs milieux d'origine 150 000 ménages	50000			50000	• Nombres des ménages réinsérés
SOUS TOTAL			3 112 000	2 850 000	2 850 000	8 812 000	
TOTAL SECURITE ET STABILITE SOCIALE			48 052 800	33 253 000	33 200 800	114 506 600	

II. BONNE GOUVERNANCE ET DECENTRALISATION

PROBLEME PRINCIPAL : Mauvaise gouvernance et inefficacité dans les services publics de l'Etat et centralisation de pouvoir de décision

PROGRAMME	PROJET	OBJECTIFS	COUTS (en \$)				INDICATEURS
			ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	TOTAL	
2.1. Renforcement des capacités institutionnelles	2.1.1. Appui des services étatiques en logistique	-Equiper les 39 Divisions Provinciales en : • Ordinateurs • Photocopieurs -Equiper les 39 Divisions en 36 jeeps -Equiper les 39 Divisions en 2000 vélos -Equiper les 39 Divisions en téléphones fixes	50 000 44 000 600 000 35 000 -	25 000 22 000 300 000 49 000 5 400	15 000 13 200 180 000 56 000 -	90 000 79 200 2700 000 140 000 5 400	-39 Divisions Provinciales équipées
	2.1.2 Appui des services étatiques en formation	-Former 216 agents et techniciens en logiciels informatiques de base -Former 256 agents techniciens en conception, formation et suivi des projets.	10 800 28 950	10 800 -	10 800 -	32 400 28 950	-216 agents formés en logiciels informatiques -256 agents formés
	2.1.3 Appui des services étatiques en fonctionnement	-Subventionner les services provinciaux en frais de fonctionnement -Subventionner les Pouvoirs Judiciaires en frais de fonctionnement	979 654 183 084	1 175 585 219 701	1 269 631 237 277	3 424 870 640 062	Valeur et régularité de versement des frais de fonctionnement
	2.1.4 Appui des services étatiques en logement	-Construire 350 maisons pour les fonctionnaires de l'Etat à Goma -Reconstruire les bâtiments administratifs des Services Provinciaux de l'Etat	4 000 000 1 546 104	2 000 000 -	1 000 000 -	7 000 000 1 546 104	▪ Logements construits ▪ Nombre des Bâtiments construits
2.2. Décentralisation	2.2.1. Projet d'appui au contrôle citoyen de l'action publique	-Construire des salles polyvalentes au niveau des Territoires et des Villes de la Province pour les concertations des parties prenantes en planification -Former 300 délégués des parties prenantes les plus influentes	308 574 30 000	- 20 000	- 30 000	30 8574 90 000	▪ Nombre des salles polyvalentes construites • 300 délégués formés
TOTAL			7 816 166	3 827 486	2 811 908	14 455 560	

III. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, D' ENERGIE ET DE L'EAU

PROBLEME PRINCIPAL : Dégradation des infrastructures de transport, d'énergie et de l'eau

PROGRAMME	PROJET	OBJECTIFS	COUTS (en \$)				INDICATEURS
			ANNNEE1	ANNEE 2	ANNEE N3	TOTAL	
3.1.ROUTES	3.1.1. Appui logistique aux brigades routières de Goma et Beni	Octroyer des engins en génie civile pour les travaux d'ouverture et de maintenance des routes	1056760	1056760	593390	2706910	Nombre et qualité des engins disponibles
	3.1.2. Réhabilitation de la RN2 entre Bweremana - Beni (409 km)	-Réhabiliter les escarpements de Kabasha entre Goma et Kanyabayonga sur 191 Km	450819	-	-	450819	-Nombre de Km réhabilité
		-Construire le canal de protection contre l'érosion sur l'axe Goma-Rutshuru au PK62,5 (BURAYI)	14845	-	-	14845	-Le canal au PK 62,5 est construit ;
		-Construire le mur de soutènement à KIVETYA au PK319	219 06,5	-	-	21906,5	-Le mur de soutènement de PK 319 est construit ;
		-Poser le passage sous route entre Pk191 -Pk365 (KANYABAYONGA-BENI)	22556,94	22556,94	22556,94	67670,82	-Le passage sous route est posé
	3.1.3. Réhabilitation de la RN3	-Réhabiliter la route Hombo-Walikale-Osso (218 Km) -Réhabiliter la route Masisi-Walikale (156Km)	1070000 254170	10700 00 -	1070000 -	3210000 254170	-Nombre de Km réhabilité : - 156 Km de route sur cet axe sont réhabilités
	3.1.4. Construction et Réhabilitation des ponts	-Construire le pont MWEYA	10690	59977,5	55977,5	10690	-Nombre de ponts construits
		-Construire le pont KANKOTE				59977,5	
		-Construire le pont KITAHUHA	59977,5			59977,5	
	3.1.5. Réhabilitation des Voies de Desserte Agricole (VDA) dans la Province	-Réhabiliter 3 715 Km de route de desserte agricole	3501952	3121410	3414424	10212782	-Nombre de Km de VDA réhabilités
3.2.VOIRIE	3.2.1. Réhabilitation de la voirie urbaine	-Entretien des voiries urbaines de Butembo et Beni - Rouvrir les avenues dans la Ville de Goma - Reconstruire les canalisations de la ville de Goma	1065504 2548400 532752			1065504 2548400 532752	Longueur de voiries entretenues
3.3.NAVIGATION LACUSTRE	3.3.1. Réhabilitation du port de la SNCC sur le lac Kivu	Garantir la sécurité des biens et des personnes à l'accostage et à l'embarquement	204040	522500	-	726540	- Nombre de matériels reçus - Equipements portuaires opérationnels
3.4.NAVIGATION DE TRANSPORT AERIEN	3.4.1 Réhabilitation de l'Aéroport International de Goma	Favoriser les échanges avec les autres Provinces et chef- lieu de la RDC ainsi qu'avec les autres pays africains	6000000	4000000	2000000	12000000	L'intensité du trafic des voyageurs

3.5.ELECTRIFI- CATION RURALE ET URBAINE	3.5.1 Valorisation du potentiel hydro- électrique des milieux ruraux de la Province	-Construire une Microcentrale Hydro-électrique à LWAVULANZIRA : 600 KW - Construire une Centrale Hydro-électrique à MABUKU :5MW - Construire une Microcentrale hydro-électrique à MULO : 4 KW - Construire une Centrale hydro-électrique à KISALALA : 7,5 KW - Construire une Centrale hydro-électrique à RUTSHURU II à RUDAHIRA : 5 KW -Etudier la faisabilité relative à l'identification d'autres sites hydroélectriques potentiels en Province du Nord-Kivu, cas de Masisi, Walikale et Nyiragongo	1 260000 5000000 490000 11 800000 5 000000 60000	9520000 2500000 4000000 3000000 2000000	6520000 2500000 4000000 5000000	39 700000 10 000000 8490000 19 800000 7 000000 100000	-Nombre de microcentrales hydroélectriques construites ; -Nombre de centrales hydroélectriques construites -Nombre de missions d'études effectuées
	3.5.2 Renforcement de l'électrification de la Ville de Goma	-Raccorder le Marché VIRUNGA et les Quartiers environnants (Cabine Cathédrale) - Raccorder la cabine MULIGE -Réhabiliter la cabine touriste - Réhabiliter la cabine MAJENGO I -Electrifier le Quartier MUGUNGA/Lac Vert avec 4 cabines MT/BT -Réhabiliter le groupe 4 de la Centrale RUZIZI I -Réhabiliter l'éclairage publique à Goma -Construire le branchement de la ligne NYABUSHONGO -Construire l'extension Feeder Route Sake - KILOTSHE	307387 315262 260662 240455 560280 1 000000 333300 94840 52500	560280 800000 333300 52500	800000 333300	307387 315262 260662 240455 1 120560 2 600000 999900 94840 105000	-Raccordement réalisé -Nombre de cabines réhabilitée -Ruzizi I réhabilitée -Nombre de projecteurs installés sur la voie publique
3.6.SOURCES ALTERNATIVES D'ENERGIE	3.6.1.Exploitation du Gaz Méthane	-Effectuer une mission d'études relative à la collecte des données sur l'exploitation du gaz Méthane au BURUNDI et au RWANDA	PM	PM	PM	PM	
3.7.ALIMENTA- TION EN EAU POTABLE	3.7.1. Production d'adduction d'eau potable en milieu rural	-Construire l'adduction d'eau de BURUNGU -Produire industriellement l'eau potable à Waivuta/ Lubero -Construire l'adduction d'eau de HUMULE -Aménager 10 sources dans le Territoire de BENI	500 00 400000 19 000	300000 39597	287700	50 000 987700 39597 19000	-Nombre d'adductions réalisées -Nombre de sources aménagées
	3.7.2. Fourniture d'eau potable en milieux urbains	-Réhabiliter et construire un réservoir de 2500m³ au Mont Goma -Construire et équiper une station de pompage à KYESHERO et Extension du réseau à NDOSHO -Réhabiliter les réseaux calcinés par la lave volcanique et ré dimensionnement des conduites -Informatiser la gestion des abonnés et acquisition des compteurs -Construire une station de pompage à BUHIMBA de 450m³ et extension du réseau à MUGUNGA et Lac Vert -Acquérir des équipements de communication et de maintenance -Effectuer une étude de faisabilité d'adduction en eau potable à partir de MUSHAKI et de JOMBA pour desservir Nyiragongo -Protéger le captages de NYABUSESE et réhabiliter les réservoirs d'eau existants -Aménager l'adduction d'eau potable à WALIKALE -Aménager l'adduction d'eau de la rivière MATEPE et BIAHUTU -Achèvement de l'adduction d'eau potable à BUTEMBO	182500 280 000 160 000 200 000 250 000 50 000 25 00 200 000 200000	200000		182500 280000 160000 400000 250000 50000 2500 200000 200000	-Nombre de réservoirs construits et/ou réhabilités -Nombre de stations de pompage construits -Nombre de compteurs disponibilisés -Nombre d'équipements reçus -Nombre d'adductions réalisées
TOTAL			44 590 329,44	30 878 881,44	21 329 648,44	96 798 859,32	

IV. PRODUCTIONS AGRO-PASTORALES, HALIEUTIQUES, FORESTIERS, MINIERES ET INDUSTRIELLES

PROBLEME PRINCIPAL : Baisse de la production agro-pastorale, halieutique, forestière, minière et industrielle

PROGRAMME	PROJET	OBJECTIF	COUT (en \$)				INDICATEURS
			ANNEE1	ANNEE2	ANNEE3	TOTAL	
4.1. Réhabilitation des infrastructures de production	4.1.1. Réhabilitation de trois centres d'adaptation et de production des semences améliorées à Luotu, Kahunga et Bingi	Produire et diffuser des semences améliorées	750000	450000	300000	1500000	Quantité et type de semences produites et diffusées
	4.1.2. Reconstruction de l'Office Nationale du Café/Goma	Garantir bonne qualité des produits agricoles industriels à l'exportation	2500000	1500000	1000000	5000000	-L'ONC/Goma est reconstruit et fonctionnel
	4.1.3. Réhabilitation de l'Office National du Café/Beni	Garantir bonne qualité des produits agricoles industriels à l'exportation	750000	450000	300000	1500000	-L'ONC/Beni est réhabilité et fonctionnel
4.2. Relance de l'agriculture	4.2.1. Relance des cultures vivrières	Augmenter la production agricole vivrière	9915000	5709000	1806000	1903000	Quantité des disponibilités en vivres par habitant et prix des produits vivriers sur le marché
	4.2.2 Relance des cultures industrielles	Augmenter la production agricole industrielle	21650000	12990000	8660000	43300000	Nombre des paysans encadrés
	4.3.3.Encadrement technique des Paysans	Initier les agriculteurs à l'exploitation intensive	3116500	1869900	1246600	6233000	Quantité des exportations des produits industriels
4.3. Relance du secteur de l'élevage gros et petit bétail	4.3.1. Vulgarisation des géniteurs	Augmenter la production animale	16525000	9915000	6610000	33050000	Quantité des disponibilités en viande par habitant
	4.3.2. Vaccination et soin du bétail	Protéger le cheptel contre les maladies	3305000	1983000	1322000	6610000	Taux de morbidité des bêtes
	4.3.3. Encadrement zoo-technique	Augmenter la production animale	1983000	1189000	793000	3966000	Prix des produits carnés sur le marché
4.4.Relance du secteur de la Pêche	4.4.1 Protection des ressources et encadrement technique	Augmenter la production halieutique	248700	149220	99480	497400	Quantité des disponibilités en poissons par habitant
	4.4.2 Réhabilitation infranstructures et équipement	Garantir une production suffisante et de qualité	2237000	1342200	894800	4474000	Prix des produits des pêches sur le marché
	4.4.3. Pisciculture	Suppléer à la production	250000	150000	100000	500000	Volume de production des étangs
4.5. Développement du partenariat agricole	4.5.1. Conférence agricole annuelle	Echanger les expériences	10000	10000	10000	30000	Nombre des conférences organisées

	4.5.2. Appui institutionnel aux groupements associatifs agro-pastoraux	Renforcer la capacité d'encadrement des éleveurs	150000	100000	10000	350000	Nombre des groupements appuyés
4.6. Reboisement et protection de la flore	4.6.1 Reboisement urbain	Protéger l'environnement	332750	199650	133100	665500	Surfaces reboisées dans les agglomérations urbaines et les campagnes
	4.6.2, Reboisement rural		2821902	1693141	1128760	5643803	
	4.6.3 . Encadrement de l'exploitation forestière		5000000	3000000	2000000	10000000	Niveau d'implication des communautés de base
4.7. Relance du secteur du tourisme	4.7.1. Réhabilitation des infrastructures		293500	176100	117400	587000	Volume des exportations invisibles du secteur du tourisme
	4.7.2 Equipement	Valoriser le tourisme et protéger les sites touristiques	375100	225480	150320	751600	
	4.7.3. Encadrement technique		84930	50958	33972	169860	Volume des rentrées en devises
	4.7.4 Micro-crédits aux riverains des parcs		186845	112107	74738	373690	
4.8. Relance du secteur de l'industrie et de l'artisanat	4.8.1. Crédit d'appui à l'industrie agro-alimentaire de transformation et conservation des produits agricoles et d'élevage : -Huilerie, rizerie à Beni -Confiserie à Lubero -Laiterie à Lubero -Fromagerie à Masisi -Tannerie à Goma -Menuiserie industrielle à Goma -Usine de pâte à papier à Walikale	Augmenter la valeur ajoutée des produits locaux	1192500	715500	477000	2385000	Volume de la production industrielle
	4.8.2. Crédit d'appui à la petite industrie et à l'artisanat		1000000	600000	400000	2000000	Volume de la production industrielle et artisanale
TOTAL			73 677 727	33 580 256	27 667 170	134 925 153	

V. SECTEURS SOCIAUX DE BASE

PROBLEME PRINCIPAL : Accès difficile aux services sociaux de base

PROGRAMME	Projets	Objectifs	COUTS (en \$)				INDICATEURS
			1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	Total	
5.1.EDUCATION	5.1.1 Construction des 1556 salles de classes et 190 bâtiments des bureaux de 190 écoles primaires réparties en deux pools, deux bâtiments de bureaux de deux PROVED et deux autres de deux IPR	*Disponibiliser 190 nouveaux bâtiments pour la scolarisation des jeunes et surtout des filles *Construire des bureaux de ROVER et de l'IPP	2351.000	1.410.600 200 000	940400 -	4702000 200000	-Nombre d'écoles construites -Nombre d'élèves inscrits -Nombre des bureaux construits
	5.1.2. Equipement en mobiliers	Fabriquer des mobiliers (pupitres, tables, tableaux, etc.)	2317.000			2317000	Nombre des pupitres, tableaux, tables, chaises et étagères fournis
	5.1.3 Equipement des écoles en supports Pédagogiques	Doter les écoles en supports pédagogiques	295.000	147.500	147500	590000	Nombre et type des supports fournis
	5.1.4 Appui à l'éducation professionnelle	▪Appuyer les centres d'apprentissage des métiers en matériels et supports pédagogiques	2104.000	275.000	-	2379000	-Nombre d'élèves inscrits -Nombre et type de matériels acquis -Nombre et type de supports pédagogique reçus
	Appui à l'éducation informelle	Finaliser la scolarisation des enfants qui avaient interrompu leurs études primaires à cause des guerres, des déplacements continuels	2104000	250.000	425.000	2729000	-Nombre d'élèves inscrits -Nombre et type de matériels et supports pédagogiques acquis
	Alphabétisation des adultes de 6 territoires et de 3 villes du Nord-Kivu	Contribuer à l'alphabétisation des adultes pour leur permettre de lire et écrire.	900000	900.000	900000	270000	-Nombre des alphabétisés -Nombre et type des matériels acquis -Nombre des supports pédagogiques reçus

5.2. SANTE	5.2.1. Réhabiliter 3 HGR : de Lubero, de Beni et de Walikale	Contribuer à l'accès aux soins de santé par la population du Nord-Kivu	972.000	583200	388800	1.944.000	-Taux de fréquentation des malades dans les hôpitaux de Référence
	5.2.2. Construire un HGR à Butembo		875.000	-	-	875.000	-Taux de mortalité infantile et maternelle
	5.2.3. Approvisionner les hôpitaux en intrants spécifiques		379000	-379000	379.000	1137000	-Nombre d'Hôpitaux réhabilités
	5.2.4. Equiper les HGR en matériel roulant en raison de 2 motos et un véhicule 4x4		310700	310700	-	621400	- Bâtiment de l'hôpital
	5.2.5. Approvisionner les CS et HGR en médicaments essentiels		PM	PM	PM	PM	- Quantité d'intrants spécifiques fournis -Nombre et type des matériels roulants (jeep,ambulances,moti
	5.2.6. Lutte contre le VIH/SIDA	Réduire les IST et le VIH/SIDA chez les jeunes de 14 ans à 25 ans dans la province du Nord-Kivu	500000	500000	500000		- Proportion des jeunes ayant changé de comportement - Nombres des jeunes sensibilisés - Nombres des jeunes capables de citer au moins 3 moyens de transmission et de prévention des IST et du VIH/SIDA - Nombre des CDV mis en place et appuyés
5.3. ESU	5.3.1. Université de Goma -Construction de 23 auditoriums, 18 salles de bureaux administratifs, 6 salles de laboratoires-ateliers sur le site du lac Vert à Goma pour 3500 étudiants. -Renforcer les infrastructures universitaires	Contribuer à la qualité d'enseignement au niveau supérieur et universitaire : *Construire les immeubles *Renforcer les capacités * Equiper le laboratoire scientifique * Renforcer la bibliothèque en livres	2897106 204.000,5 149615,1 81565,5	1738264 122400,3 1065.977,9 48.939,3	1158842 81600,2 - 32626,2	5794212 408.001 356593 163131	- L'immeuble construit et équipé - Nombre d'étudiants inscrits -Nombre d'étudiants qui terminent le premier cycle -Nombre d'enseignants capacités - Nombre et type d'équipements disponibles -Taux de fréquentation de la bibliothèque - Nombre des manuels et livres fournis -Taux de fréquentation de la bibliothèque

	5.3.2. ISTM/Goma -Construction de 6 auditorios, 5 salles de bureaux administratifs, 1 salles de laboratoires-ateliers sur le site du Quartier Ndoshu à Goma pour 3500 étudiants	-Construire les bâtiments de l'ISTM -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011309,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	- - 208176,9	1444728,1 491132 1.040884,8	-Nombre d'auditoires construits -Nombre des bureaux construits -Nombre et type de mobilier fou -Nombre d'auditoires et bureaux équipés -Nombre des livres achetés
	5.3.3. ISP Machumbi -Construction de 12 auditorios, 14 salles de bureaux administratifs, 3 salles de laboratoires-ateliers sur le site de Kashebere à Walikale pour 800 étudiants	-Construire les bâtiments -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011309,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	- - -	1444728,1 491132 1.040884,8	-Nombre d'auditoires construits -Nombre des bureaux construits -Nombre et type de mobilier fou -Nombre d'auditoires et bureaux équipés -Nombre des livres achetés
	5.3.4. l'ISEAF/Mweso -Construction de 6 auditorios, 5 salles de bureaux administratifs, 4 salles de laboratoires-ateliers sur le site de Bweremana à Masisi pour 500 étudiants	-Construire les bâtiments -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011309,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	208176,9 - -	1444728,1 491132 1.040884,8	-Nombre d'auditoires construits -Nombre des bureaux construits -Nombre et type de mobilier fou -Nombre d'auditoires et bureaux équipés -Nombre des livres achetés
	5.3.5. ISDR/Beni -Construction de 3 auditorios, 6 salles de bureaux administratifs, sur le site de Dehu à Beni pour 300 étudiants	-Construire les bâtiments -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011309,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	208176,9 - -	1444728,1 491132 1.040884,8	-Nombre d'auditoires construits -Nombre des bureaux construits -Nombre et type de mobilier fou -Nombre d'auditoires et bureaux équipés -Nombre des livres achetés
	5.3.6. IBTP/Butembo -Construction de 6 auditorios, 5 salles de bureaux administratifs, 1 salle de laboratoires-ateliers pour 500 étudiants	-Construire les bâtiments -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.01109,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	208176,9 - -	1444728,1 491132 1.040884,8	-Nombre d'auditoires construits -Nombre des bureaux construits -Nombre et type de mobilier fou -Nombre d'auditoires et bureaux équipés -Nombre des livres achetés
	5.3.7. ISDR/Walikale -Construction de 3 auditorios, 6 salles de bureaux administratifs, sur le site de Walikale centre pour 300 étudiants	-Construire les bâtiments -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011309,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	208176,9 - -	1444728,1 491132 1.040884,8	-Nombre d'auditoires construits -Nombre des bureaux construits -Nombre et type de mobilier fou -Nombre d'auditoires et bureaux équipés -Nombre des livres achetés
	5.3.8. ISP/Muhangi -Construction de 24 auditorios, 14 salles de bureaux administratifs, 3 salles de laboratoires-ateliers pour 900 étudiants sur le site de Muhangi	-Construire les bâtiments de l'ISP -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011.09,67 343792 520442,4	433418,43 147340 312265,5	208.76,9 - -	1444728,1 491132 1.040884,8	- Idem
	5.3.9. ISP/Rutshuru	-Construire les bâtiments de l'ISP -Equiper en mobilier -Renforcer la Bibliothèque	1.011309,67 343.792	433418,43 147340	208176,9 -	1444728,1 491132	- Ibidem
VI. SURVEILLANCE ET CONTROLE	6.1. Coordination, suivi et évaluation des projets	Assurer la bonne exécution des projets	467588	488290	412740	1368618	- Nombre des P.V des réunions - Rapports de suivi des projets
TOTAL GENERAL DES DEPENSES EN MOYEN TERME			28 614 897.26	13 904 507	64 06006,7	48 925 411	

RECAPUTILATIF DU CADRE DES DEPENSES EN MOYEN TERME DU PLAN D'ACTION 2006-2008

TABLEAU RECAPUTILATIF DES DEPENSES EN MOYEN TERME DU PLAN D'ACTION 2006-2008

THEME PRINCIPAL	PROGRAMMES	COUTS ESTIMES
I. DOMAINE DE SECURITE ET STABILITE SOCIALE	1.1. Sécurité intérieur	104399600,0
	1.2. DDR	1150000,0
	1.3 . Prévention des catastrophes	145000,0
	1.4. Assistance aux vulnérables	8812000,0
	TOTAL I	114506600,0
II. BONNE GOUVERNANCE ET DECENTRALISATION	2.1. Renforcement des capacités institutionnelles	14056985,0
	2.2. Décentralisation	398574,0
	TOTAL II	14455559,0
III. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT D'ENERGIE ET DE L'EAU	3.1. ROUTES	17129725,8
	3.2. Voirie	4146656,0
	3.3 .Navigation lacustre	726540,0
	3.4 .Transport aérien	12000000,0
	3.5. Electrification Rurale Et Urbaine	76142066,0
	3.6. Sources alternatives d'énergie	PA
	3.7..Alimentation en eau potable	2821297,0
	TOTAL III	112966284,8
IV. PRODUCTIONS AGRO-PASTORALES , HALIEUTIQUES, FORESTIERES, MINIERES ET INDUSTRIELLES	4.1. Réhabilitations des infrastructures	21500000,0
	4.2. Relance de l'agriculture	51436000,0
	4.3 . Relance du secteur de l'élevage gros et petit bétail	43626000,0
	4.4. Relance du secteur de la pêche sur le lac Edouard	5471400,0
	4.5. Développement du partenariat agricole	380000,0
	4.6. Reboisement et protection de la flore	16309303,0
	4.7. Relance du secteur du tourisme	1882150,0
	4.8. Relance du secteur de l'industrie et de l'artisanat	4385000,0
	TOTAL IV	144989853,0
V. ACCES FACILE AUX SERVICES SOCIAUX	5.1. Education	15617000,0
	5.2. SANTE	6077000,0
	5.3. ESU	27231411,0
	TOTAL V	48925411,0
VI. COORDINATION, SUIVI ET EVALUATION	Coordination, suivi et évaluation	1368618,0
TOTAL GLOBAL		437 212 325,8

Nous disons : «Dollars américains QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLIONS DEUX CENT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-CINQ ET QUATRE-VINGT-DEUX CENTIMES».

5. Mécanismes de mise en oeuvre du DSRP Provincial et conditions de réussite

Les ressources nécessaires au financement des programmes retenus dans ce cadre devront être mobilisées au niveau local, national et international dans le cadre de l'initiative PPTE. La participation des organisations communautaires de base sera mise pour une autoprise en charge de son développement.

Il est attendu que toutes les parties prenantes de la Province seront impliquées dans les mécanismes de suivi et évaluation qui se veulent participatifs. Ainsi on pourra facilement repérer les anomalies dans l'exécution du plan d'action et apporter les corrections à la gestion des projets y définis.

Les contraintes dans la mise en oeuvre de notre plan d'action triennal d'exécution du DSRP sont les suivantes :

- La mauvaise gouvernance politique, administrative, économique, judiciaire, juridique et budgétaire ainsi que la corruption ;
- La faible coordination des actions des bailleurs des fonds ;
- L'insécurité et l'instabilité politique, institutionnelle et économique dans la Sous-Région des Grands Lacs ;
- L'exportation non-contrôlée des ressources naturelles de la province ;
- Le non-respect des engagements avec les partenaires extérieurs...

Les institutions qui seront mises en place dans le processus de démocratisation de notre système politique devront veiller à minimiser ces risques pour que la réalisation des objectifs définis dans les différents programmes qui ont été arrêtés dans le cadre du DSRP Provincial soient effectifs.

Annexe1 : MATRICE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE

PROBLEMES	CAUSES PROFONDES	OBJECTIFS GLOBAUX	STRATEGIES	ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABILITE	INDICATEURS D'IMPACT
1. Forte insécurité des personnes et des biens	- Présence prolongée et incontrôlée des bandes armées Ruandaises - Défaillance des services de sécurité et d'immigration ; - Disparition des services d'encadrement ; - Mauvaise justice distributive ; - Politique salariale inadaptée ; - Processus de démobilisation lente ;	Restaurer la paix sur toute l'étendue de la province	- Récupérer les armes illégalement détenues dans les Territoires de : Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et ville de Goma - Protection des populations contre les tracasseries policières et militaires	- Accélérer le programme DDRRR ; - Equiper les militaires et les policiers ; - Déployer une police de frontière efficace ; - Contenir la circulation illégale des armes de guerre. - Réhabiliter et ou construire les casernes - Assurer la prise en charge salariale correcte des policiers et des militaires.	- Gouvernement - FRDC - Monuc	1.Nombre d'éléments ex-FAR, interahamwe, FDLR et NALU désarmés ; 2.Types et nombre d'équipements distribués aux agents de sécurité ; 3.Nombre de militaires et policiers équipés ; 4.Nombre d'armes récupérées ; 5.Nombre de militaires et policiers casernés ; 6.Nombre de mois de solde impayé ou régularisé et hauteur des soldes payés
2. Délabrement et impraticabilité des voies de communication	- Dysfonctionnement des services spécialisés du secteur ; - Manque d'entretien et vétusté du matériel ; - Absence de politique en matière des voies de communication ; - Mauvaise gestion des ressources internes et externes ; - Mauvaise gouvernance.	Rendre praticable toutes les voies de communication délabrées	- Renforcement des capacités d'intervention des services - Réhabilitation des infrastructures routières, lacustres et portuaires	- Redynamiser et équiper le SNRDA, l'OR et l'OVD ; - Restituer la gestion du péage à la FEC ; - Baliser le lac Kivu et les quais pour une longueur de 105 Km de traversée ; - Mettre en place un système de cantonage et maintenance des routes ; - Réhabiliter l'aéroport international de Goma	SNRDA ; OR ; OVD Gouvernorat RVA ; TPI	1.Quantité et nature des équipements acquis ; 2.Volume des recettes réalisées et quantité des dépenses ; 3. Longueur linéaire de la voie balisée; 4. Longueur des pistes entretenues (1 Km) par les cantonniers ; 5.Nombre de ponts construits ou réhabilités ; 6. Piste de 1200 m réhabilitée ; 7. Nature et volume de travaux réalisés dans la réhabilitation de l'aéroport de Goma

3. Effondrement du secteur agricole des produits de rente	- Mauvaise gestion des biens acquis par la zaïrianisation ; - Guerres, conflits armés et pillage ; - Encadreurs agricoles insuffisants et peu outillés et démotivés...	Réhabiliter le secteur agricole des produits de rente	- Réforme agraire - Renforcement des capacités des structures de mise en œuvre des politiques, plans et programmes du secteur agricole - Appui aux exploitants agricoles	- Harmoniser les dispositions de la loi foncière avec les pratiques coutumières de gestion des terres ; - Procéder à la redistribution des terres disponibles et plantations abandonnées en faveur des petits exploitants agricoles. - Réhabiliter les services provinciaux de l'agriculture ; - Réhabiliter et rouvrir les routes nationales Beni-Kisangani ; Sake-Walikale-Hombo ; Beni-Kasindi ; Beni-Goma ; Goma-Ishasha ainsi que les routes de dessertes agricoles existantes - Aménager les infrastructures de conditionnement et de stockage des produits agricoles - Offrir des facilités d'accès au micro-crédits aux petits exploitants agricoles ; - Organiser et renforcer les capacités des associations des producteurs agricoles - Appuyer les privés actifs dans la transformation des produits agricoles	Parlement Gouvernement Ministère de l'Agriculture, Justice Gouvernement ; Ministère du Développement rural	1.Promulgation de la nouvelle loi sur les droits des premiers occupants dans le journal officiel ; 2.Nombre de hectares réattribués et de ménages agricoles desservis 1.Qunatité et nature des intrants disponibles 2.Nombre de Km réhabilités ; 3.Nombre et capacités d'entrepôts et chambres froides opérationnelles dans les agglomérations de Goma, Kiwanja, Beni, Butembo, Kirumba, Kayna,... ; 4.Volume des micro-crédits octroyés ; 5.Nombre d'association des producteurs agricoles structurés et opérationnelles ; 6.volume du crédit octroyé aux opérateurs du secteur et nombre de séminaires organisés à leur intention.
4. Accès difficile des populations aux infrastructures et services sociaux de base	- Faible revenu des populations ; - Insuffisance, éloignement des infrastructures sociales des milieux d'habitation ; - la concentration du personnel médical dans les centres urbains ;	Faciliter aux populations l'accès aux infrastructures et services sociaux de base	- Mise en œuvre d'un programme d'électrification à base des micro-centrales hydro-électriques - Réhabilitation et reconstruction des infrastructures sanitaires, scolaires et d'appui aux personnes vulnérables - Mise en place des filets de sociaux de sécurité en faveur des populations pauvres	- Installer des centrales hydro-électriques sur les sites identifiés - Elargir la couverture des zones électrifiées. - Réfectionner et équiper les écoles, les centres de santé, les foyers sociaux et autres centres des personnes vulnérables - Appui à la création des mutuelles de santé ; - Création d'une caisse provinciale de solidarité aux pauvres		1.Nombre de centrales hydroélectriques construites avec puissance installée ; 2.Nombre de cabines de desserte fonctionnelles ; 3.Nombre de salles de classes réfectionnées et/ou construites et équipées ; 4.Nombre de formations médicales réhabilitées ; 5.Nombre de foyers sociaux et autres homes réhabilités et construits en faveur des vulnérables 6. Volume des mutuelles de santé opérationnelles
5. Mauvaise gouvernance	- Absence de l'implication de la population dans le choix de ses dirigeants ; - Dysfonctionnement du système de contrôle et de suivi à tous les niveaux	-Améliorer la gouvernance dans tous les domaines -Décentraliser l'Administration Publique	- Instauration de la culture d'un Etat de droit - Participation de la population à la gestion de la chose publique -Partage rationnel des pouvoirs -Renforcement des	- Renforcer les capacités humaines en matière de gestion publique - Installer un Observatoire provincial de bonne gouvernance - Mettre en place des mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique -Sanctionner administrativement les fautes et délits des agents de	Gouvernement	1.Nombre et types de séminaires de formation ou de recyclage organisés en faveur des gestionnaires de l'Administration Publique ; 2.Nombre des fonctionnaires formés ou recyclés ; 3.Nombre et qualité des rapports produits par l'observatoire : Affichage du budget provincial ; 4.Opérationnalité du service de contrôle 5.Nombre d'agents éligibles à mentionner ; 6.Nombre d'agents à assainir ;

			capacités d'intervention des EAD	l'Etat -Etendre les services administratifs jusqu'aux entités de base ; -Organiser l'assainissement des agents et fonctionnaires de l'Administration locale ; -Doter les EAD des équipements modernes de gestion (information Internet) -Former et recycler les agents retenus		7.Nombre d'agents retenus ; 8.Nombre de mécanismes opérationnel ; 9.Nombre de sessions organisées ; 10.Nombre de sessions de formation organisées
--	--	--	-------------------------------------	--	--	---

6. Faible revenu des ménages	- Faible production ; - Précarité du matériel de production ; - Prix au producteur non rémunérateur ; - Evacuation difficile des produits ; Multiplicité des taxes ; - Tracasseries administratives ; - Faible présence des intrants agricoles de qualité	Relever le niveau de revenu des ménages	- Promotion des initiatives génératrices de revenus des communautés - Amélioration des conditions salariales des agents et fonctionnaires - Amélioration des conditions de production dans les milieux ruraux	- Appuyer techniquement et financièrement les communautés dans les AGR - Payer régulièrement les salaires décents aux agents de l'Etat - Désenclaver les milieux de production par l'ouverture et l'entretien des voies de desserte agricoles	ONGD, Eglises, Institut de micro-crédit Gouvernement SNVDA, OVD, Communautés de base	- Volume de crédit octroyés et nombre de séminaires/sessions organisées en faveur des communautés de base ; - Nombre de mois impayés de la rémunération octroyée aux agents et fonctionnaires de l'Etat ; - Nombre de Km de nouvelles pistes de desserte tracées.
7. Chômage élevé de la population	- Environnement interne peu incitatif à l'investissement ; - Distorsion du système financier et bancaire se manifestant par l'absence du micro-crédit, le poids de la dette extérieure et la faiblesse de l'épargne publique ; - Chocs externes dus à la mondialisation et aux forces du marché ; - Les pesanteurs culturelles drainant l'économie d'autosubsistance	Réduire le nombre des populations en chômage	- Promotion des entreprises privées et étatiques - Rétrocession des entreprises zaïrianisées	- Créer et réhabiliter les entreprises étatiques et privées - Privatiser des entreprises étatiques non performantes - Identifier et restituer les entreprises aux anciens propriétaires	Gouvernement, FEC Parlement et Gouvernement	- Nombre des emplois créés dans les entreprises étatiques et privées ; - Performances des entreprises privatisées ; - Nombre d'entreprises rétrocédées
8. Insécurité alimentaire	- Interdits alimentaires ; - Ecoulement difficile des produits alimentaires ; - Accès difficile aux marchés ; - Déplacement chronique des populations lors des guerres ; - Prévalence du VIH/SIDA	Assurer la sécurité alimentaire des populations	- Sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation - Renforcement et extension des services de nutrition et de santé - promotion des cultures locales riches en nutriments	- Organiser des campagnes d'information et de formation sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation - Développer des supports éducatifs en matière d'alimentation et les diffuser - formation des animateurs des services de nutrition - équipement et approvisionnement des centres de nutrition - appui aux activités de production des produits riches en nutriments	Ministère de la Santé : Centres de nutrition, Services d'animation communautaire ... Ministère du Développement Rural ONGD, Eglises, associations des femmes	- Nombre des sessions d'éducation nutritionnelle ; - Nombre d'animateurs nutritionnistes formés ; - Nombre de centres de nutrition équipés et approvisionnés ; - Volume de production et de consommation des nutriments.
9. Violation des droits de la femme	- Education discriminatoire à la base ; - Non application des lois ratifiées en faveur des femmes ; - Difficulté pour la femme d'accéder aux facteurs de -- ---Production et de contrôler	Intégrer la femme dans tous les circuits de développement de la Province	- Révision des textes légaux défavorables à femme - Promotion des organisations de défense des droits de la	- Supprimer les dispositions du code de la famille et du travail contraire à l'égalité des droits entre les sexes - Accorder les facilités d'actions et de	Parlement, Gouvernement	- Nombre de femmes oeuvrant dans les sphères de décision à côté des hommes ; - Pourcentage de filles scolarisées d'ici l'an 2008 ; - Nombre de filles et

	les ressources : -Primauté des coutumes sur la loi.		femme - Promotion de l'éducation de la fille	fonctionnement aux organisations de promotion de la femme - Sensibiliser les familles et les communautés sur la scolarisation des filles - Créer les centres de formation des filles et femmes analphabètes	Gouvernement (Ministères des Droits humains, de la Condiffa) Affaires sociales, Famille, ONG	femmes alphabétisées
10. Forte prévalence du VIH/SIDA	- Viols des femmes et des filles par les bandes armées ; - Prostitution ; - Crainte de dépistage ; - Manque d'information sur le VIH ; - Sous information de quelques membres du corps soignant ; - Caractère tabou attaché au SIDA	Réduire le taux de prévalence du VIH/SIDA	- Communication pour un changement de comportement dans la communauté - Prise en charge des P.V.V et P.A.	- Appuyer la création des clubs anti-SIDA dans les milieux des jeunes ; - Implanter les centres d'information sur le SIDA - Faciliter l'accès des PVV aux antiretroviraux ; - Assurer la prise en charge des orphelins de SIDA ; - Approvisionner les centres de santé en anti-rétroviraux	-Ministère Santé ; PNMLS, ONG, EPSP, Populations - PNMLS - Ministère de la Santé - Affaires Sociales ; ONG, Eglises, Minisanté	-Nombre de mutuelles fonctionnelles ; -Nombre de centres d'information implantés ; -Nombre de PVV prises en charge par l'Etat ; -Nombre d'orphelins pris en charge par l'Etat ; -Disponibilité des ARV dans les centres de santé.
11. Marginalisation des groupes vulnérables et des pygmées	- Faible capacité d'intervention des structures de l'Etat ; - Insuffisance des Centres d'alphabétisation, d'apprentissage et de rééducation, - Couverture limitée du système de sécurité sociale en vigueur ; - Modicité du budget alloué aux secteurs sociaux ; - Faiblesse des mécanismes d'intégration sociale ; - Inexistence d'une politique sociale cohérente ; - Recours aux coutumes et traditions rétrogrades	Assurer l'intégration sociale des groupes vulnérables et des pygmées	- Renforcement des capacités des structures de protection sociale des vulnérables - Mise en place des mécanismes d'intégration sociale des pygmées - Amélioration des conditions socio- économiques des groupes vulnérables - Accès des enfants vulnérables aux services sociaux de base	- Accorder des appuis matériels aux organisations communautaires de la charge de prise des personnes vulnérables - Identifier et dénombrer les pygmées à travers la province ; - Elaborer et mettre en œuvre un programme de promotion sociale des pygmées - Implanter des infrastructures et services socio-culturels et économiques dans les milieux des personnes vulnérables dont les pygmées - Mettre en place des filets sociaux de soutien à la santé et à l'éducation des enfants vulnérables	Gouvernement : Affaires Sociales, Condition Féminine et Famille Ministère de l'Intérieur ; Ministère des Affaires Sociales Ministère de la Santé, de l'Education, du Développement Rural, ONGD, Eglises... Ministère des Affaires Sociales, Ministère de la Santé, Ministère de l'Education	-Nombre d'organisations communautaires encadrant les vulnérables ; -Catégories et effectifs des vulnérables identifiés recrutés ; -Mise en œuvre du programme ; -Nombre de services organisés en faveur des vulnérables ; -Nombre de filets mis à place en faveur des vulnérables ; -Nature et volume de l'assistance aux vulnérables

Annexe 2

PROCES-VERBAL DE VALIDATION ET D'APPROBATION DU DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE EN PROVINCE DU NORD-KIVU

L'an deux mille cinq, le dix-huitième jour du mois d'octobre, Nous, parties prenantes (délégués de l'Administration Publique, Politico-Administratives, des confessions religieuses, des Agences du Système des Nations Unies, des ONG Internationales, des structures communautaires, du monde universitaire), ayant participé à la Pré-conférence des Gouverneurs de Province, tenue à Goma du 18 au 19 octobre 2005 sur le processus de l'élaboration du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté dans la Province du Nord-Kivu ;

Vu le contenu et l'importance de la matière traitée reflétant les résultats des consultations participatives sur la pauvreté en Province du Nord-Kivu ;

Validons ce jour notre Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté, lequel document traduit fidèlement les attentes de notre population et nous y adhérons pour mettre en pratique toutes les stratégies y définies.

Recommandons que le Gouvernement de la RDC coule ce document en forme des lois pour qu'il constitue un support incontournable pour l'élaboration et l'exécution des projets de réduction de la pauvreté en Province du Nord-Kivu.

Fait à Goma, le 18 octobre 2005

LES PARTICIPANTS

Annexe 3

RESEAU ROUTIER DE DESSERTE AGRICOLE DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU

Il s'agit de ± 3 500 Km de routes inventoriées selon les données recueillies avant les deux guerres.

N°	TERRITOIRE	AXE ROUTIER	LONGUEUR (Km)	ETAT DU TROÇON	INTERET ECONOMIQUE	ORGANISME D'ENTRETIEN
1	Masisi	-Bihambwe-Katoyi-Maya	80	Mauvais	1- 2- 3	CPPR
		-Sake-Kichanga-Mweso	78	Bon	1-2-4	CPPR
		-Mweso-Pinga	54	Mauvais	1-2-3-4	-
		-Kobokobo-ngungu-Ufamando	73	Moyen 40%	1-2-3	CPPR
		-Nyamitaba-Tambi-Nyaburabibwe	63	Mauvais	1-2	-
		-Nyabiondo-Kabirizi	17	Mauvais	1-2	-
		Mweso-Nyange-Bibwe	56	Mauvais	1-2	-
		-Nyakabingo-Kibarizo-Mpati	45	Mauvais	1	-
		-Mokoto-Butare-bif. Tambi	24	Mauvais	1-2-4	-
		-Nganjo-Muheto-Lushebere	28	Bon à 60%	1-2	CPPR
		-Mushaki-Kagusa-Kirorirwe	25	Mauvais	1-2	-
		-Butale-Luke-Kinigi	48	Mauvais	1	-
		-Loashi-Burora-Kasinga	40	Mauvais	1	-
		-Loashi-Mianja	15	Mauvais	1	-
		-Katale-Kaniro	20	Mauvais	1	-
		-Piki-Mushumbangabo	15	Mauvais	1-2	-
		-Loashi-Mahanga-Luke	52	Mauvais	1	-
		-Mahanga-Buhimba	24	Mauvais	1	-
		-Bweremana-Bitonga	15	Mauvais	1	-
		-Rubaya-Mumba-Kalangala	24	Mauvais	1-2-3	-
		-Matanda-Rushoga-Humule	42	Mauvais	1-3	-
		-Mushaki-Kagundu	20	Mauvais	1	-
TOTAL TERRITOIRE			858			

N°	TERRITOIRE	AXE ROUTIER	LONGUEUR (Km)	ETAT DU TROÇON	INTERET ECONOMIQUE	ORGANISME D'ENTRETIEN
2.	Rutshuru	-Kichanga-Bishusha-Bambo-Kirima	87	Mauvais	1-2	-
		-Mweso-Kanyabayonga	90	Moyen	1-2-4	CPPR
		-Rwindi -Kibirizi-Kikuku	49	Bon	1-2	CPPR
		-Bishusha-Birambizo	13	Mauvais	1-4	-
		-Burungu-Gihonga-Bishusha	22	Mauvais	1	-
		-Rutiba-Bambo-Mabenga	73	Mauvais	1-2	-
		-Katsiru-Birambizo	24	Bon	1-2-4	CPPR
		-Kalengera-Tongo-Kanaba	22	Moyen	1-2	CPPR
		-Nyamilima-Humule-Nyamitwitwi	29	Mauvais	1-2	-
		-Rumangabo-Mutovu	21	Mauvais	1-2	-
		-Kinyandonyi-Karambi-Chengerero (en cours de réhabilitation)	44	Mauvais	1-2	-
		-Rutshuru-Karambi-Kitagoma	22	Mauvais	1-2	-
		-Ngwenda-Nyabanira-Kisharo	29	Mauvais	1-2	-
		-Kisharo-Busesa	15	Mauvais	1-2	-
		-Kako-Ntamugenga-Jomba	38	Bon	1-2	CPPR
		-Bweza-Kamira-Chengerero	20	Mauvais	1-2	-
		-Rugari-Kanombe-Bukima	12	Mauvais	1-2	-
		-Ishasha-Kiavinyonge	25	Moyen	1-2	CPPR
		-Nyamilima-Munyaga	9	Moyen	1-2	CPPR
TOTAL TERRITOIRE			644			
3.	Walikale	-Bulindi-Ikobo-Maruhu	56	Mauvais/fermé	1	-
		-Kabirizi-Mutongo	16	Mauvais/fermé	1-2-3-4	-
		-Itebero-Binakwa-Kiasa	110	Mauvais/fermé	1-2-3	-
		-Kabunga-Isangi	30	Mauvais/fermé	1-3	-
		-Mubi-Umate	30	Mauvais/fermé	1-3	-
		-Pinga-Mutongo	54	Mauvais/fermé	1-2-3-4	-
TOTAL TERRITOIRE			296			
4.	Beni	-Maboya-Mabalako	38	Mauvais	1-2-3	-
		-Ngingi-Kiondo-Kiavinyonge	42	Moyen	1-2-4	-
		-Kiatsaba-Mabalako	17	Mauvais	1-2-3	-
		-Mbau-Rivière Semliki-Kamango	80	Mauvais	1-4	-
		-Kambatule-Mutwanga-Mwenda	22	Mauvais	1-2-4	-
		-Bif. Route Kasindi-Kiavinyonge	84	Mauvais	1-2	-
		-Butuhe-Kiavisogho-Mambingi	36	Mauvais	1-2	-
		-Butembo-Vuhovi	42	Bon	1-4	-
		-Mbau-Mangina	12	Mauvais	1-2	-
		-Eringeti-Kainama	55	Mauvais	1-2	-
		-Mutwanga-Route Kasindi	13	Mauvais	1-2	-
		-Mabalako-Malese	26	Mauvais	1-2-3	-
		-Biasa-Virendi	30	Mauvais	1-2	-
		-Maboya vers Vuhovi	31	Mauvais	1-2	-
		TOTAL TERRITOIRE			528	

N°	TERRITOIRE	AXE ROUTIER	LONGUEUR (Km)	ETAT DU TROÇON	INTERET ECONOMIQUE	ORGANISME D'ENTRETIEN
5.	Lubero	-Musienene-Muhangi	33	Mauvais	1-2-3	CMR
		-Katwa-Luotu-Lubero	62	Moyen	1-2-4	CMR
		-Rwese-Masereka -Kipese	49	Mauvais	1-2-3	CMR
		-Katondi-Kipese	17	Mauvais	1-4	-
		-Butembo-Mangurudjipa	91	Mauvais à 80%	1-2-3-4	CMR
		-Alimbongo-Bingi-Lutungulu	91	Mauvais à 60%	1-2-3-4	-
		-Kayna-Luofu-Miriki-Rivière Kihuhwe	32	Bon à 25%	1-2-3-4	CMR
		-Kimbulu-Muhangi	33	Moyen	1-2	-
		-Malende-Vuyinga	21	Mauvais	1-2	-
		-Kirumba-Kamandi	24	Bon	1-2	CMR
		-Bikara-Lubango	30	Mauvais	1	-
		-Musienene-Lukanga	15	Bon	1-2	CMR
		-Musienene-Luotu	13	Mauvais	1-2	-
		-Kanyabayonga-Lusuli	8	Mauvais	1	-
		-Mulo-Luveve	14	Bon	1-2	CMR
		-Kitsimba-Kipese	20	Bon	1	CMR
		-Masereka-Luveve	6	Bon	1-2	CMR
		-Lubero-Kasuo	50	Moyen	1-2	-
		-Vusamba-Vusa	13	Mauvais	1	-
		-Kipese-Kisima-Lac Edouard	35	Mauvais	1-2	-
		-Luofu-Busekera-Pitakongo	48	Mauvais/fermé	1-2-3-4	-
		-Manguredjipa-Etaitu	54	Mauvais/fermé	1-2-3-4	-
		-Manguredjipa-Ombole	50	Mauvais/fermé	1-2-3-4	-
TOTAL TERRITOIRE			809			
5.	Nyiragongo	-Munigi-Muja-Rusayo	15	Mauvais	1-2	-
		-Kingarambe-Ruhunda-Buhumba	9	Bon	1-2	CPPR
		-Bif. RN2-Ruhunda	3	Bon	1-2	CPPR
		-Bif. RN2-Vubiro	9	Mauvais	1	CPPR
TOTAL TERRITOIRE			36			

6. Axe transprovincial de desserte agricole pour désenclavement des terroirs de glissement des populations dans l'Ouest de Beni, Lubero et Masisi

AXE ROUTIER	LONGUEUR (Km)
-Biakatu-Mobisio	105
-Mobisio-Mbunia	30
-Mbunia-Njiapanda	22
-Njiapanda-Manguredjipa	20
-Manguredjipa-Ombole	27
-Ombole (Tembe)-Kanabiro	22
-Kanabiro-Burako	30
-Burako-Matalimbo	25
-Matalimbo-Makango	45
-Makango-Ngomba	15
-Ngomba-Kongomani	32
-Kongomani-Rivière Osso	54
-Rivière Osso-Pinga	42
-Pinga-Masisi	75
TOTAL	544
TOTAL PROVINCE	3 715 Km

N.B. : - CPPR : Comité Provincial de Péage Route

- CMR : Comité de Maintenance Route, organisations locales d'entretien des routes de desserte agricole mises en place dans le Territoire de Lubero.

- 1 : Agriculture
- 2 : Marché
- 3 : Exploitation minière
- 4 : Hôpital.

Le maintien des VDA en bon état demande :

- Le respect des barrières des pluies
- Le respect de tonnage par chaussée par route (catégorisation)
- La réception des travaux des routes réalisés par les partenaires.

Annexe 4

OPERATIONALITE DU COMITE DE COORDINATION, SUIVI ET EVALUATION SRP PROVINCE DU NORD-KIVU

- **Rôle**
- Le Comité Provincial de coordination, suivi et évaluation est chargé de veiller à ce que la mise en œuvre du DSRP soit à la fois efficace et d'une qualité satisfaisante. Il doit suivre les programmes et juger de leur efficacité par rapport aux objectifs fixés en recourant à un ensemble d'indicateurs qui doivent être déterminés à l'avance ou tout au début de la mise en œuvre des programmes. Il s'agit des différents niveaux d'indicateurs d'efficience et d'efficacité suivants :
 - les indicateurs de ressources
 - les indicateurs de réalisation
 - les indicateurs des résultats
 - les indicateurs d'impact.
- **Composition des structures de suivi au niveau de la province du Nord-Kivu :**

a) Comité Provincial DSRP (15)

- 1) Division du Plan
 - 2) Division de l'EPSP
 - 3) I N S
 - 4) Division de Développement Rural
 - 5) Division de la Santé
 - 6) Gouvernorat
 - 7) FEC
 - 8) CRONGD
 - 9) Division de Budget
 - 10) Réseau des Femmes (UWAKI)
 - 11) Division des Finances
 - 12) La structure BEED
- Un Secrétariat composé de :
- 13) - 1 Logisticien
 - 14) - 1 Informaticien
 - 15) - 1 Secrétaire Rapporteur.

b) Comité Territorial/DSRP (10)

- 1) Comité de Santé (COSA)
- 2) Comité de Parents (COPA)
- 3) Syndicats de Paysans
- 4) Organisation des Producteurs Agricoles
- 5) Secteur privé
- 6) Confession religieuse
- 7) Service du Plan
- 8) Service du Développement Rural
- 9) Service de l'Intérieur
- 10) Administrateur de Territoire.

c) Comité Urbain DSRP (10)

- 1) Santé
- 2) Education
- 3) ONGD
- 4) Confession religieuse
- 5) Secteur privé
- 6) Service du plan
- 7) Maire de ville
- 8) Organisation des femmes
- 9) Service de la jeunesse
- 10) Monde Scientifique.

- **Mécanisme de suivi et évaluation participatif**

En plus de ce qui est retenu à la page 83, il convient de renforcer cette Coordination par :

- des activités de terrain et récolte des données en organisant des interviews auprès des bénéficiaires et des parties prenantes des projets (bénéficiaires directs et indirects)
- la délimitation et l'adoption des indicateurs de semi-évaluation.

- **Plan opérationnel de suivi et évaluation**

Activités retenues pour la période 2006-2008 :

1. Identifier et mettre en place des comités territoriaux et urbains au niveau des communes et des villes.
2. Former 45 membres de ces comités y compris le comité provincial sur les outils de suivi et évaluation.
3. Produire les outils de suivi et évaluation.
4. Suivre les 69 projets de la province et analyse des données.
5. Produire d'une manière régulière les rapports :
 - Comités communaux : une fois par mois, ce qui fait 12 réunions par an.
 - Comités territoriaux : une fois par mois, ce qui fait 12 réunions par an.
 - Comités villes : une fois par mois, ce qui fait 12 réunions par an.
 - Comité provincial : une fois par trimestre, ce qui fait 4 réunions par an.

NB : Sur une période de 3 ans, les comités fourniront un effort pour produire :

- Territoires :	36 rapports x 6 territoires =	216 rapports
- Villes :	36 rapports x 3 villes =	108 rapports
- Province :	12 rapports x 1 province =	12 rapports
Total :		= 336 rapports

6. Organiser les conférences provinciales de 100 personnes, parties prenantes des projets deux fois par an avec :
 - les délégués des territoires : 4 délégués x 6 territoires = 24 délégués
 - les délégués des villes : 4 délégués x 3 villes = 12 délégués

Critères : territoires-villes :

L'accent est mis sur la représentativité de toutes les couches, c'est-à-dire :

- un représentant de l'Etat
- un représentant de la société civile
- un représentant du secteur privé
- un représentant de la base bénéficiaire du projet.

7. Evaluer les programmes

- L'évaluation se réalisera en deux temps, à mi- parcours et ex-post du programme. Il consistera à comparer les résultats escomptés des objectifs avec ceux qui ont été effectivement obtenus y compris l'impact.
- Evaluer les ressources et leurs affectation.
- Organiser l'audit interne et externe des fonds alloués aux programmes.

• Fréquence des visites du terrain et des réunions/ateliers

1. Fréquence des visites

- Comité communal : une fois par mois,
- Comité territorial : une fois par mois,
- Comité provincial : une fois par trimestre

2. Réunions

- Comité communal : une fois par mois,
- Comité territorial : une fois par semaine,
- Comité provincial : deux fois par semaine
- Conférence provinciale : deux fois par an.

• Ressources

1. Humaines

- Membres des comités de suivi
- Bénéficiaires directs et indirects.

2. Matérielles

- Ordinateurs et ses accessoires
- Appareils audio-visuels
- Véhicule, motos, vélos.

3. Financières

- locales et étrangères
- coût des activités (voir tableau de budgétisation).

PLAN DE SUIVI ET EVALUATION

N°	ACTIVITES	FREQUENCE	PERIODE	VERIFICATION	INTERVENANTS	RESPONSABLES	CONDITION DE REUSSITE	SOURCE DE FINANCEMENT
1	Mettre en place les comités de suivi : • Territoires : 5 membres/terr. • Villes : 5 membres /ville • Locaux : 5 membres	une fois	2006	Rapports-photos	Comité Provincial Gouvernorat	Coordinateur du CSRP	-Moyens disponibles -Implication des entités	- Gouvernorat, - Participation locale
2	• Former les 45 membres des comités de suivi (ville, territoire et provincial) sur les outils de suivi et évaluation • Produire les outils	Une fois une fois	2006 2006	Rapports-photos	CSRP, Gouvernorat, UPPE, Autres bailleurs	Coordinateur du CSRP	-Moyens disponibles -Implication des entités	- Gouvernorat, - Participation locale
3	Suivre les 69 projets de la province : • comités locaux • comités territoriaux • comités villes • comité provincial	1/mois 1/mois 1/mois 1/trim.	2006-2008	Rapports-photos	CSRP, Gouvernorat, UPPE, Autres bailleurs	Coordinateur du CSRP	-Moyens disponibles -Implication des parties prenantes	-Gouvernorat, -UPPE, - Autres bailleurs - Participation locale
4	Produire les rapports • comités locaux : 12/an • comités territoriaux : 12/an • comités villes : 12/an • comité provincial : 4/trim.	1/mois 1/mois 1/mois 1trim.	2006-2008	Rapports	CSRP,CRST, CSRL	Coordinateur du CSRP	-Moyens disponibles -Implication des parties prenantes	CSRP Gouvernorat,
5	Conférence provinciale : 2/an	2 fois/an	2006-2008	Rapports-photos	CSRP, Gouvernorat,	Gouverneur	-Moyens disponibles	- Gouvernorat, - Participation locale
6	Evaluer les projets : *Analyse des résultats * audit interne et externe	une fois/an une fois/an	2006-2008	Rapports-photos	CSRP, CRST, CSRL, UPPE Gouvernorat,	Coordinateur du CSRP	-Moyens disponibles -Implication des parties prenantes	-Gouvernorat, -UPPE, - Participation locale

SYNTHESE DU BUDGET 2006-2008

N°	ACTIVITES	COUT (\$)	PERIODE			FINANCEMENT	
			2006	2007	2008	PROVINCE	PPTE ET AUTRES BAILLEURS
1	Mettre en place 45 membres des comités de suivi territoriaux, villes et locaux en raison de 5 membres par entité	4878	4878	0	0	X	X
2	Former 45 membres des comités SRP sur les outils de suivi évaluation	6640	6640	0	0	X	X
3	Produire les outils de suivi et évaluation	500	500	0	0		X
4	Acheter matériels et équipement :						
	• 30 vélos	3000	1500	1500	0	-	X
	• 9 motos	22000	11250	11250	0	-	X
	• 1 véhicule	30000	30000	0	0	-	X
	• 8 ordinateurs	12800	0	12800	0	-	X
5	Matières et fournitures consommables	10764	3588	3588	3588	x	X
6	Produire les rapports	35280	6960	6960	6960	X	X
7	Organiser 6 conférences provinciales	28766	9589	9589	9589	X	X
8	Suivre et évaluer les 69 projets de la province	1082160	360720	360720	221450	X	X
9	Prime de vacation	116640	38880	38880	38880	X	X
	Total	1353428	476511	447294	412740	X	x

Annexe 5

REDACTION DU DOCUMENT

Ce document a été élaboré avec la participation des personnes ci-après :

I. Au niveau national

- I.1. Baudouin KAKURA, Expert national de l'UPPE/SRP
- I.2. José KONGA BAKOMBO, Expert sectoriel/Comité Technique SRP

II. Au niveau provincial

II.1. Les membres du Comité Provincial du Nord-Kivu

- 1. VULAMBO KALISSA, Coordonnateur Provincial
- 2. Simon KANDUKI, Conseiller du Gouverneur
- 3. Elie KANYANGARA, Assistant Technique du CRONG Nord-Kivu
- 4. Alfred MUBUTO, Chef de Bureau, Division du Développement Rural
- 5. MUCHURA BUHORO, Chef de Bureau à la Division Provinciale de l'EPSP
- 6. FIKIRI SILWAYITIRA, Chef de Bureau à la Division Provinciale du Plan
- 7. David KATUMBI, Vice-Président de la FEC
- 8. Marie MWIRA, Présidente de la Commission Femme et Développement
- 9. Marie LONGANGI, Chef de Division Femme et Famille.

II.2. Consultant indépendant

- 1. Benoît KAMBALE, Consultant DSRP au Cameroun et Chef de Travaux à l'ULPGL

II.3. Comité de rédaction niveau provincial

- Ir. VULAMBO KALISSA
- Simon KANDUKI
- Benoît KAMBALE
- David KATUMBI
- FIKIRI SILWAYITIRA
- Marie MWIRA

II.4. Personnel de saisie

- Denis PALUKU KABAKA
- Christine NZOLOKA.